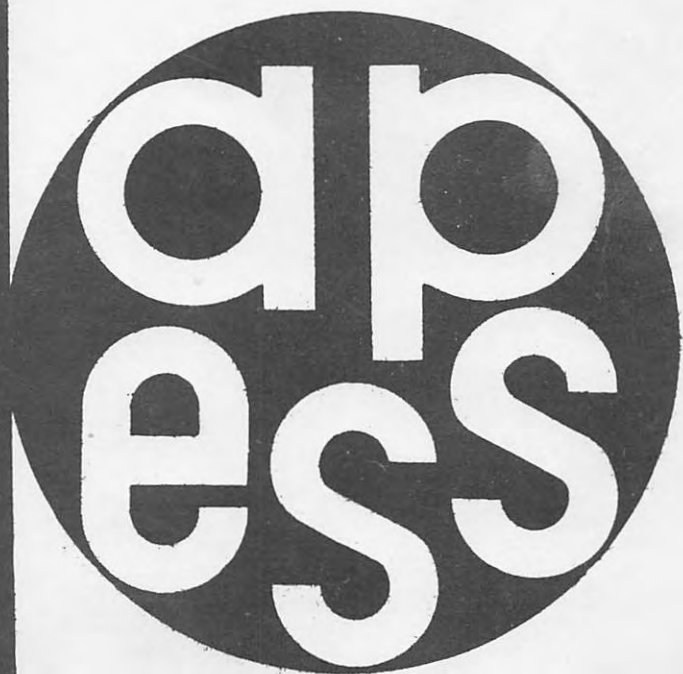


BULLETIN

1979/2



EDITEUR RESPONSABLE: LE COMITÉ CENTRAL DE L'APSS-LUXEMBOURG

SERÉTARIAT: 58, RUE DE SCHOENFELS - BRIDEL

RÉDACTION ET MISE EN PAGE: C. FELTEN - DIEKIRCH

EDITORIAL

Ces quelques dernières années le comité central de l'APESS a dû faire face à une foule de problèmes dont quelques-uns demandaient à être résolus de façon urgente.

Nos collègues de l'éducation artistique, musicale et physique exigeaient depuis des années d'être reclassés au grade E7 en vertu de leurs études, comparables à celles faites par leurs collègues de ce grade. De nombreuses démarches ont finalement amené leur reclassement en fin de période législative après bien des vicissitudes et tergiversations politiques.

Depuis des années aussi il y avait eu méfiance, voire mésentente, entre l'APESS et les candidats-professeurs au sujet des nominations, à tel point que ces derniers avaient créé leur propre délégation nationale, par une aspiration légitime de voir assuré leur avenir dans une profession que quelques-uns avaient choisie à la suite d'une orientation inexistante. Les négociations, communes ou isolées, ont finalement décidé le gouvernement sortant à augmenter le nombre de nominations et le gouvernement actuel à promettre au Bureau de l'APESS de procéder à la nomination de tous les aspirants-professeurs dans un proche avenir, au fur et à mesure des besoins de l'enseignement. Il est compréhensible que les jeunes collègues voient dans cette dernière formulation une restriction à leur dépens; ils ont peur, également, que le gouvernement veuille marchander les nominations contre la loi sur la planification. Le comité central de l'APESS, de son côté, s'efforce depuis des années à démontrer (les chiffres lui donnent raison, d'ailleurs), que les besoins en personnel de l'enseignement postprimaire dépassent de loin le nombre d'enseignants actuellement disponibles et ne partage donc pas les appréhensions des aspirants-professeurs. Quelle raison le Bureau de l'APESS aurait-il, en effet, de douter de la parole de Messieurs les Ministres des Finances et de l'Education Nationale selon laquelle tous les candidats-professeurs qui ont passé avec succès leur examen pratique seront nommés au courant de l'année 1980? En outre, il nous semble inconcevable que la loi sur la planification puisse donner lieu à un marchandage sur les nominations. En bonne logique, seules les promotions 1980, 1981 et 1982 (à la rigueur les quatre suivantes) pourraient être affectées par les mesures transitoires de la loi sur la planification, puisque les dispositions antérieures ne peuvent plus leur être appliquées et que les nouvelles dispositions contenues dans cette loi n'existaient pas encore quand ces promotions ont commencé leur stage (ou leurs études universitaires).

Quand les discussions sur le tronc commun battaient leur plein, la position du comité central de l'APÉSS semblait désespérée, tellement ses arguments "d'arrière-garde" paraissaient submergés par une vague "d'innovation" irrésistible. Maintenant que la situation s'est "décantée", nous sommes heureux de constater que notre lutte n'a pas été vaine. Le Conseil d'Etat a eu l'heureuse idée de partager nos vues à tel point que quelques "idéologues" nous ont fait un compliment: nous aurions influencé les conclusions de cette haute corporation. La loi sur le tronc commun ne ressemble plus aux concoctions de la commission orthodoxe de la fusion et les premières expériences, qui ont débuté à Dudelange et à Pétange, sont loin des premières ébauches: il n'y est plus question de classes hétérogènes. Il nous semble raisonnable de supposer que le gouvernement actuel ne procédera pas à la généralisation d'un type d'école qui n'a pas encore fait ses preuves bien qu'il accorde exclusivement à cette expérience pédagogique les mêmes faveurs (décharges généreuses, effectifs de classe réduits, matériel didactique à volonté) que le gouvernement sortant avait jugées indispensables à sa réussite.

Les questions précitées - le reclassement des collègues du grade E6, la nomination de tous les aspirants-professeurs qui ont réussi à leur examen pratique et la réforme scolaire du tronc commun - constituaient autant de problèmes à la solution desquels le comité central de l'APÉSS devait consacrer toute son énergie en premier lieu. Encore une fois, nous sommes heureux de voir que nos efforts n'ont pas été gaspillés. Le comité central se devait en outre de défendre toute une série de revendications concernant nos rémunérations et nos conditions de travail. Inlassablement, en des démarches patientes, le Bureau a exposé à nos autorités compétentes tous les problèmes intéressant à la fois l'enseignement secondaire et notre profession. Les résultats obtenus dans ce dernier domaine nous ont appris une leçon de réalisme: vouloir défendre tout un catalogue de revendications auprès de nos autorités dont le rôle essentiel consiste à gérer les affaires et les idéologies courantes, ne fait pas avancer notre cause. Il faut au contraire concentrer toutes nos activités sur le point considéré unanimement comme le plus urgent et l'appuyer par les moyens d'action syndicale adéquats. La réévaluation des indemnités pour l'examen de fin d'études, demandée depuis des années et obtenue seulement à la suite d'une action ponctuelle, en fournit la preuve éclatante.

Aussi les efforts du comité central devront se concentrer essentiellement sur une revendication de longue date de l'APÉSS, à savoir l'adaptation de notre tâche à la semaine de 40 heures dont jouissent tous les employés publics et privés depuis 1971 déjà. Nous avons élaboré une note afférente que nous avons

fait parvenir à tous nos membres et que nous avons également transmise au Ministère de l'Éducation Nationale. C'est sur cette base que nous entendons entamer les négociations. Par le passé, notre ministre de tutelle, conformément à son rôle, essayait évidemment de différer la révision de cet état de choses en s'appuyant sur des menaces ou des promesses. On nous a, en effet, menacé de supprimer les droits que nos prédécesseurs avaient acquis depuis des générations, tels les coefficients équitables pour les niveaux de classe et les décharges pour ancienneté. Par contre on nous promettait de résoudre la question de nos heures hebdomadaires de travail dans le cadre de la loi sur la planification, destinée, en fait, à permettre au MEN d'introduire dans notre tâche toute une série d'obligations sous prétexte d'animation culturelle, de concertation entre collègues, entre professeurs et parents etc, obligations qui ne relèvent pas de notre mission primordiale d'enseignant. L'avenir nous dira si l'attitude et l'argumentation auront changé en haut lieu avec la nouvelle équipe ministérielle.

En tout cas, il appartiendra au comité central de l'APSS de ne pas se laisser bernier par un marché de dupe dans lequel on risque d'un côté de réduire de façon insignifiante notre tâche d'enseignement et d'augmenter sensiblement nos obligations para- ou périscolaires, d'autre part.

La tâche immédiate à laquelle le comité central de l'APSS devra s'atteler avant toutes choses dans les temps à venir étant ainsi définie le comité ne devra nullement ingorner toutes les autres revendications concernant notre profession ou cesser de coopérer au sein de l'ADUSE à la solution des problèmes qui intéressent toutes les carrières universitaires.

IN MEMORIAM



MOLITOR MARCEL

était à sa mort, professeur au Lycée de Garçons à Luxembourg. Ante diem umbra mortis opertus, il a quitté pour toujours, son établissement, ses collègues, ses élèves, sa famille. En ces jours de novembre les morts sont présents parmi nous. Je parle à Marcel que je connaissais de longue date. Il répond à mes questions, petit air narquois, regard pétillant, lèvres légèrement plissées d'où fusera une remarque critique.

Marcel Molitor, après avoir été mon élève au Lycée classique de Diekirch, revint, après ses études universitaires, aux sources, durant cinq ans; puis du pied du Herrenberg il escalada le Limpertsberg, y enseigna de 1963 jusqu'en 1978.

Il était fils d'instituteur; son père Michel Molitor était réputé pour son doigté pédagogique, sa bonté humaine, sa compréhension pour les grands problèmes de ses petits élèves, son sens de la méthode.

Marcel hérita de lui certaines qualités, y ajouta personnellement d'autres qu'il épiçait de légères faiblesses sympathiques.

Ses études secondaires il les fit au Lycée classique de Diekirch, section gréco-latine; il avait la spécialité de poser à son professeur de grec - c'était moi-même - des questions subtiles de grammaire sur des cas spéciaux; je vois encore une esquisse de son sourire moqueur quand je répondais: ah, ce problème-là, il faut que je l'étudie... A cette époque-là déjà il avait le penchant de pénétrer jusqu'au fond des choses au risque d'énerver son interlocuteur; après ses études universitaires, son doctorat en philosophie et lettres, son examen pratique, allemand, histoire, latin, il fut nommé répétiteur, puis professeur au Lycée classique de Diekirch en 1959.

Durant 5 années il enseignait au Koleisch de Diekirch, ville où aujourd'hui encore ses parents se sentent à l'aise, - son père, 91 ans, je le rencontre parfois lors de ses brèves promenades - nous parlons école et chant - j'ai apprécié la volonté de travail de Marcel, son exactitude pointilleuse, sa force de persuasion, son contact avec la classe, son sens du métier, sa passion d'intéresser ses élèves pour les branches qu'il enseignait, sa faiblesse pour une stricte application des règles de la grammaire - il risquait parfois de tomber dans un perfectionnisme rigide. Quand je le chargeais du service des périodiques au Lycée il accepta ce travail; et en souriant énergiquement, il nous sut habituer, c.à.d. les professeurs et le directeur, dans ce domaine-là à une certaine discipline... Ce qui ne fut pas facile. Sa nomination au Lycée de Garçons de Luxembourg me peinait légèrement: qui aimerait voir partir un ancien élève, un professeur à la hauteur de sa tâche, un collègue au parler franc et loyal? Mais je sais qu'à Luxembourg aussi Marcel Molitor a payé de sa personne, dans l'intérêt de l'établissement, des élèves, du corps enseignant.

La nouvelle de sa mort m'a ébranlé. Certes je savais que, depuis longtemps, il luttait, avec une énergie indomptable contre une maladie implacable; à la fin il dut céder; après avoir souffert sans parler, il dit adieu à son épouse, à sa fille, à ses amis.

Muns, - c'est ainsi que nous l'appelions du fait qu'il était né à Munshausen - a laissé derrière lui le souvenir d'un professeur dévoué, d'un homme qui aimait rencontrer, en dehors du bâtiment de l'école, ses collègues et camarades, discuter avec eux, défendre énergiquement, parfois passionnément, son point de vue, visant toujours à avoir le dernier mot; il avait d'ailleurs, oh, un petit peu l'esprit critiqueur. Le délassément il le trouvait dans la musique classique, dans le bricolage, dans la nature, lors de ses randonnées à bicyclette.

Je pense souvent à l'ami Muns.

Ben MOLITOR
 Directeur honoraire du
 Lycée classique de Diekirch "

AU FIL DES JOURS

JUIN - OCTOBRE

RAPPORTS

CORRESPONDANCE

INFORMATIONS

Association des Professeurs
de l'Enseignement Secondaire
et Supérieur

153, boulevard Simonis
Luxembourg

Luxembourg, le 8 mai 1979

Monsieur J.P. Lenner
Conseiller du Gouvernement
Service Central du Personnel
13, avenue Gaston-Diderich
Luxembourg

Monsieur le Conseiller,

Vos services ont opéré des retenues sur les traitements du mois de mai 1979 de certains professeurs et aspirants-professeurs.

Au nom des collègues concernés je voudrais vous poser les questions suivantes:

1) Quel est le motif de cette retenue et le texte de loi servant de base à cette mesure?

2) Quel est le mode de computation appliqué puisque les sommes retranchées ne correspondent pas à celles qui avaient été encaissées en un premier temps?

En attendant vos explications je vous remercie d'avance et vous prie de croire, Monsieur le Conseiller, à mes sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APSS
Le président

Erny Nimax

Ministère de la
Fonction Publique
Service du Personnel

Luxembourg, le 18 mai 1979

Monsieur Erny Nimax
Président de l'APSS
153, boulevard Simonis
Luxembourg

Monsieur le Président,

Par votre lettre du 8 mai 1979 vous me posez les questions suivantes concernant des retenues opérées sur des traitements du mois de mai 1979 de certains professeurs et aspirants-professeurs:

1) quel est le motif de cette retenue et le texte de loi servant de base à cette mesure?

2) quel est le mode de computation appliqué puisque les sommes retranchées ne correspondent pas à celles qui avaient été encaissées en un premier temps?

En réponse j'ai l'honneur de vous fournir les explications ci-après!

En opérant des retenues sur les traitements des professeurs, le ministre de la Fonction Publique s'est conformé à une proposition faite par l'autorité budgétaire. En effet, le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale avait transmis au Ministre de la Fonction Publique les listes des enseignants titulaires de l'enseignement postprimaire absents, sans autorisation, le 23 novembre 1978 de 11 à 12 heures, en proposant dans sa lettre d'accompagnement "de retenir 1/120ème du traitement de novembre des enseignants figurant sur ces listes."

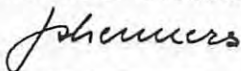
Les listes et la lettre d'accompagnement furent transmises par le Service central du personnel "pour exécution" au Centre informatique de l'Etat, avec la suite que vous connaissez.

Quant à la base légale de la retenue, elle se trouve à l'article 12 premier alinéa de la loi modifiée du 8 mai 1872 sur les droits et devoirs des fonctionnaires de l'Etat.

D'autre part la différence entre la retenue opérée une première fois et celle de la somme portée en diminution la seconde fois s'explique par le redressement de la méthode de calcul qui devait porter non seulement sur le traitement de base - comme c'était le cas la première fois - mais également sur la partie du traitement dénommée "allocation de chef de famille" (Voir article 1er de la loi du 22 juin 1963 fixant le régime des traitements des fonctionnaires de l'Etat).

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments distingués.

Pour le Ministre de la Fonction Publique,



Association des Professeurs
de l'Enseignement Secondaire
et Supérieur

Luxembourg, le 18 mai 1979

Association des Universitaires
au Service de l'Etat

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous adresser en annexe copie de la lettre de pro-

testation que nous avons fait parvenir à Monsieur le Procureur Général en sa qualité de président de la commission de conciliation instaurée par la loi du 16 avril 1979.

En vue d'éviter à l'avenir des situations fâcheuses du genre décrites dans notre lettre ci-jointe il nous semble urgent de combler les lacunes dans le texte de ladite loi. Aussi insistons-nous pour que les pouvoirs publics mettent en oeuvre sans tarder la réglementation de la procédure prévue à l'article 2, paragraphe 4.

Il va sans dire que nos organisations tiennent à être consultées lors de l'élaboration de cette réglementation.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'ADUSE
Le président

Fernand Bauer
52, rue Willmar
Luxembourg

Pour le Bureau de l'APESS
Le président

Erny Nimax
153, boulevard Simonis
Luxembourg

Association des Professeurs
de l'Enseignement Secondaire
et Supérieur

Association des Universitaires
au Service de l'Etat

Luxembourg, le 18 mai 1979

Monsieur Léon Liesch
Procureur Général
Parquet Général
Luxembourg

Monsieur le Procureur Général,

Nous nous permettons de nous adresser à vous en votre qualité de président de la commission de conciliation prévue à l'article 2, alinéa 1 de la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'Etat. En effet, d'après le texte de loi, plus particulièrement de l'Article 2, paragraphe 1, alinéa 3, qui prévoit que "le président est nommé par le Grand-Duc pour une période de trois ans", vous assumez la responsabilité de cette commission en ce qui concerne tant la procédure que la convocation des délégués des syndicats les plus représentatifs aussi bien sur le plan national que dans le secteur concerné.

Il nous revient que la commission que vous présidez et qui a pour objet le litige opposant les aspirants-professeurs au Ministère de l'Education Nationale,

vient de se réunir sans que nos organisations aient été invitées à y déléguer leurs représentants. Or, vous n'êtes pas sans savoir que l'ADUSE (Association des Universitaires au Service de l'Etat) a été reconnue comme organisation syndicale représentative de la fonction publique sur le plan national par une décision du Gouvernement en Conseil de mars 1975. D'autre part, l'APESS (Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur) est sans aucun doute l'organisation qui, "pour le secteur concerné plus particulièrement", représente l'énorme majorité à la fois des professeurs en titre et des aspirants-professeurs.

En conséquence, il est évident que, conformément aux dispositions de l'article 2, 1b, l'ADUSE est une des organisations "les plus représentatives sur le plan national" et que, en tant que telle, elle aurait dû être invitée à désigner ses représentants et ce d'autant plus que le litige concerne exclusivement des agents de la carrière supérieure.

Par ailleurs il semble tout aussi évident que l'APESS, qui par le nombre de ses affiliés se signale comme l'organisation syndicale la plus représentative pour le secteur concerné aurait dû être invitée à y déléguer ses représentants.

Aussi protestons-nous formellement contre un procédé qui a eu pour effet d'écarter de la démarche de conciliation, telle qu'elle a été définie à l'article 2 de la loi susmentionnée, nos deux organisations.

Comme il y a eu manifestement entorse à l'esprit et à la lettre de la loi nous nous réservons tout droit de recours éventuel.

Veillez agréer, Monsieur le Procureur Général, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'ADUSE
Le président

Pour le Bureau de l'APESS
Le président

Fernand Bauer
52, rue Willmar
Luxembourg

Erny Nimax
153, boulevard Simonis
Luxembourg

Copie de la présente a été transmise à
Monsieur le Président du Gouvernement
Monsieur le Ministre de la Fonction Publique
Monsieur le Ministre de l'Education Nationale
Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale

25/05/79

REUNION des organisations syndicales du secteur public

avec M. L. Liesch, président de la commission de conciliation.

Objet: nomination des aspirants-professeurs

But : désignation des représentants des organisations syndicales au sein de la commission de conciliation.

(APESS: E. Nimax)

PARQUET GÉNÉRAL

DU
GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 30 mai 1979.

Aux organisations syndicales:

- 1) Confédération Générale de la Fonction Publique-CGFP-
p.a.: DALEIDEN Joseph, secrétaire général, 14, rue
des Prés, Steinsel;
- 2) AGESS - Association Générale des Enseignants de
l'Enseignement Secondaire et Supérieur, 30, Côte
d'Eich, Luxembourg;
- 3) DNAP - Délégation Nationale des Aspirants-Professeur
p.a.: M. Jemp HOSCHEIT, 13, Cité Dominique Baum,
Schifflange;
- ✓ 4) APESS - Association des Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur, p.a.: M. NIMAX Erny, 153,
Boulevard Simonis, Luxembourg;
- 5) ADUSE - Association des Universitaires au Service de
l'Etat, p.a.: M. BAUER Fernand, 52, rue Wilmar,
Luxembourg;
- 6) Association des Instituteurs Réunis du Grand-Duché
de Luxembourg, Boîte Postale 2437, Luxembourg;
- 7) Association Générale des Cadres, a.s.b.l.,
8, rue Arthur Knaff, Luxembourg;
- 8) FEDUSE - Fédération Générale des Universitaires au
Service de l'Etat, p.a.: M. MEYERS P.H., 171, Boulevard
Simonis, Luxembourg;
- 9) SETP - Syndicat de l'Enseignement Technique et Pro-
fessionnel, 106, Avenue Pasteur, Luxembourg;
- 10) Association des Employés de l'Etat, secrétariat à
Luxembourg, 15, rue E. Verhaeren.

Madame, Monsieur,

J'ai l'honneur de vous inviter à une réunion qui
aura lieu le VENDREDI, 1er JUIN 1979, à 14.30 heures,
dans l'immeuble sis 17-19, rue du Nord, (arrière-bâti-
ment, II^e étage).

Les organisations syndicales qui, jusqu'à présent,
ont exprimé l'avis qu'elles ont le droit de désigner

parmi leurs membres les représentants pour assister à la commission de conciliation ont été invitées à cette réunion.

Veillez agréer, Madame, Monsieur, l'assurance de ma haute considération.



Léon LIESCH
Procureur Général d'Etat,
Président de la commission
de conciliation.

Copie pour information à :

Monsieur le Ministre d'Etat, Président du Gouvernement;
Monsieur le Ministre de la Justice et de l'Education
Nationale;
Monsieur le Ministre de la Fonction Publique;
Monsieur le Secrétaire d'Etat au Ministère de l'Education
Nationale.

Association
des
Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 30 mai 1979

Monsieur Gaston Thorn
Président du Gouvernement
Hôtel de Bourgogne
L u x e m b o u r g

Monsieur le Président,

Malgré les démarches entreprises par l'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur (APESS) en faveur d'une nomination des aspirants-professeurs ayant terminé avec succès leur formation pédagogique, les responsables du Ministère de l'Education Nationale n'ont pratiquement rien fait pour apporter une solution globale au problème des aspirants-professeurs. Etant donné cette situation l'APESS est amenée à constater qu'il y a un grave

litige entre l'Etat-patron et les jeunes enseignants auxquels le Gouvernement refuse leur nomination. Comme l'APESS regroupe la grande majorité des aspirants-professeurs, elle demande que la procédure de conciliation prévue par la loi du 16 avril 1979 soit entamée. Par ailleurs, vu que notre Association est l'organisation syndicale la plus représentative pour le secteur concerné, elle insiste pour être représentée au sein de la commission de conciliation ad hoc.

Veuillez agréer, Monsieur le Président du Gouvernement, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APESS
Georges Milmeister
Secrétaire

Copie de la présente a été transmise à
Monsieur le Procureur Général
Monsieur le Ministre de la Fonction Publique
Monsieur le Ministre de l'Education Nationale
Monsieur le Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale
Monsieur le Président de l'Association des Universitaires au Service de l'Etat

Association
des
Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 30 mai 1979

Monsieur Léon Liesch
Procureur Général
Parquet Général
L u x e m b o u r g

Monsieur le Procureur Général,

Comme supplément à la lettre que nous avons envoyée au Président du Gouvernement et dont nous vous faisons parvenir une copie sous ce pli, nous avons l'honneur de vous fournir les renseignements suivants:

L'Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur (APESS), fondée en 1905, regroupe actuellement environ 850 membres.

D'après le titre II de nos statuts "l'Association a pour but de maintenir une union étroite entre les professeurs de l'enseignement secondaire et supérieur, de défendre les intérêts professionnels, matériels et moraux de ses membres et de sauvegarder ceux de l'Enseignement. Respectueuse de toutes les opinions philosophiques et politiques, elle se déclare neutre au point de vue idéologique et politique".

Quant aux activités de notre Association, nous vous prions de consulter le bulletin ci-joint édité périodiquement par le Comité Central de l'APSS.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur Général, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APSS
Georges Milmeister
Secrétaire

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 31 mai 1979



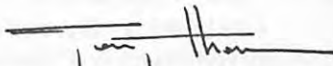
LE PRÉSIDENT DU GOUVERNEMENT

Messieurs,

J'accuse réception de votre lettre du 18 mai 1979 par laquelle vous sollicitez l'intervention du Gouvernement en vue d'une réglementation de la procédure en matière de conciliation pour le secteur public.

En réponse, j'ai l'honneur de vous informer que j'avais porté votre demande devant le Gouvernement en Conseil qui dans sa séance du 25 mai 1979 a estimé, étant donné qu'à l'heure actuelle un litige est soumis à la Commission de Conciliation, ne pas pouvoir intervenir d'office dans la procédure engagée.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments les meilleurs.


Gaston Thorn

P.S c.a.d. qu'après la fin de ce litige
mon dévouement sera consacré sur les
questions de principe qui n'auront pas
manqué par aucun tribunal de réclamation.

01/06/79

REUNION des organisations syndicales du secteur public
avec M. L. Liesch, président de la commission de conciliation.

(APESS: G. Milmeister)

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

Luxembourg, le 7 juin 1979



PRÉSIDENTE DU GOUVERNEMENT

17.26.79

Association des Professeurs
de l'Enseignement Secondaire
et Supérieur
153, bd Simonis
LUXEMBOURG

Messieurs,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre du 30 mai 1979 par laquelle vous entendez entamer la procédure de conciliation prévue par la loi du 16.4.79, pour vous informer que j'ai transmis votre demande à Monsieur Léon Liesch, président de la commission de conciliation, compétent en cette matière.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes meilleurs sentiments.

Le Président du Gouvernement

Ministre d'Etat

14/06/79

REUNION intersyndicale AGESS, APESS, DNAP, SEW, SETP

Objet: nomination des aspirants-professeurs

Bu t : désignation de 2 représentants au sein de la commission de conciliation (APESS: E. Nimax, G. Milmeister)

18/06/79

REUNION des organisations syndicales du secteur public

avec M. L. Liesch, président de la commission de conciliation.

(APESS: E. Nimax)

21/06/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 18.00

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S),
P. Elsen (Sa), G. Floener (Sud), P.E. Hoffmann (IP),
P. Reckel (CU), F. Scholtus (LRSL)

Excusés : C. Felten (T), R. Brachmond (LCD), J. Hansen (LHCE),
E. Linster (LGL), P. Schiltz (AL), F. Schmit (LCE),
R. Strainchamps (LGE)

I. COMMISSION DE CONCILIATION

Au cours du mois d'avril 1979, l'AGESS avait décidé de porter le litige qui oppose les aspirants-professeurs au Ministère de l'Education Nationale devant la commission de conciliation prévue par la loi du 16 avril 1979. Lorsque cette commission se réunit pour la première fois, il est apparu que seules la CGFP, sur le plan national, et l'AGESS, pour le secteur concerné, y étaient représentées.

Dans une lettre commune, adressée à Monsieur Léon Liesch, Procureur Général et Président de la commission de conciliation, l'ADUSE et l'APESS ont protesté contre un procédé qui a eu pour effet d'écartier de la démarche de conciliation les représentants de ces deux organisations (cf. lettre du 18 mai 1979). En plus, l'APESS, dans une lettre adressée au Président du Gouvernement, a officiellement demandé que la procédure de conciliation soit entamée et que notre Association soit représentée au sein de la commission de conciliation ad hoc (cf. lettre du 30 mai 1979).

Comme entretemps la DNAP, le SETP ainsi que d'autres organisations syndicales du secteur public ont revendiqué aussi le droit de désigner des représentants à la commission de conciliation, M. Léon Liesch a convoqué les délégués de tous les syndicats du secteur public en vue d'un débat au sujet de la représentativité des différentes organisations syndicales. Cependant, malgré trois réunions, aucun accord n'a pu être trouvé quant à savoir quelles organisations syndicales seraient représentées à la commission de conciliation, tant sur le plan national que pour le secteur concerné.

Face à cette situation inextricable, le porte-parole de la DNAP a proposé aux autres syndicats d'enseignants d'envoyer à la commission de conciliation deux représentants qui parleraient au nom de toutes les organisations d'enseignants concernées. Après quelques réunions, les délégués de l'APESS, de l'AGESS, de la DNAP, du SETP et du SEW/OGBL sont convenus de proposer au Président de la commission de conciliation deux représentants effectifs et trois représentants suppléants (cf. lettre du 25 juin 1979). Quant aux trois représentants sur le plan national, aucune solution n'a pu être trouvée, puisque la CGFP et l'ADUSE n'ont pas réussi à se mettre d'accord sur la repré-

sentativité nationale dans le secteur public.

II. COURS DE RATTRAPAGE PENDANT LES VACANCES D'ETE

Le Comité Central charge le Bureau d'adresser une lettre au SEEN pour lui rappeler sa promesse de l'an dernier d'adapter les taux d'indemnisation pour cours de rattrapage d'été à l'évolution de l'indice (cf. lettre du 27 juin 1979).

III. CREATION D'UNE SECTION ARTISTIQUE AUX LYCEES

Le collègue Pierre E. Hoffmann fait un bref exposé sur l'évolution des travaux concernant la création d'une section artistique aux lycées.

Il rappelle avec satisfaction que le projet de loi NO 2256 portant réorganisation de la carrière des professeurs d'éducation artistique, musicale et physique a été voté par la Chambre des Députés et, au nom de GPAM, il remercie l'APESS de l'appui qu'elle a donné aux collègues du grade E6 dans leur lutte pour un classement au grade E7.

22/06/79

REUNION intersyndicale AGESS, APESS, DNAP, SEW, SETP

Objet: nomination des aspirants-professeurs,
désignation de 2 représentants effectifs et de 3 représentants suppléants au sein de la commission de conciliation. (APESS: G. Milmeister, P. Schiltz)

Front syndical des enseignants

Luxembourg, le 29 juin 1979

c/o PORTANTE Jean

2, rue Michel Weyer

Luxembourg

Monsieur Léon Liesch
Président de la Commission
de Conciliation
Litige: Nomination des
aspirants-professeurs

Monsieur,

veuillez trouver ci-joint le texte commun des organisations d'enseignants suivantes concernant les délégués des enseignants pour la commission de conciliation: AGESS, APESS, DNAP, SETP et SEW-OGBL.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le front syndical
Portante Jean

Luxembourg, le 25 juin 1979

Monsieur,

étant donné leur unité de vue sur la question des nominations, les cinq organisations soussignées ont décidé de se constituer en front syndical et de demander que la procédure de conciliation prévue par la loi du 16 avril 1979 soit entamée sur la revendication suivante:

Nomination de tous les aspirants-enseignants ayant terminée avec succès leur formation pédagogique.

A cet effet elles ont désigné comme représentants au sein de la commission de conciliation.

M. Hoscheit Jean-Pierre (délégué effectif)

M. Quintus Norbert (délégué effectif)

M. Schiltz Paul (délégué suppléant)

M. Langsam Marcel (délégué suppléant)

M. René Kollwelter (délégué suppléant)

Il va sans dire que les suppléants ont le droit d'assister à toutes les séances de la commission de conciliation.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

signatures

Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 2 juillet 1979

**MINISTÈRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE**

Monsieur le Président,

En vue d'étudier le problème de l'enseignement de la langue luxembourgeoise au niveau du premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire (loi du 23 avril 1979) et du cycle d'observation de l'enseignement secondaire technique (loi du 21 mai 1979), il est créé, auprès du Service d'Innovation et de Recherche Pédagogiques, une commission d'études qui aura pour missions:

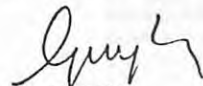
- de dresser l'inventaire des problèmes de l'enseignement du luxembourgeois;
- d'étudier les problèmes de l'enseignement du luxembourgeois au niveau du premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire et du cycle d'observation de l'enseignement secondaire technique;
- de proposer des mesures adéquates, et de préparer éventuellement un matériel didactique adéquat;
- de proposer un programme de recherches sur la pédagogie de la langue luxembourgeoise.

Je vous demande de désigner un représentant pour cette commission.

Veuillez faire connaître votre décision le plus tôt possible à Monsieur Lex Kaiser, chargé de la direction du Service d'Innovation et de Recherche Pédago-

giques.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de mes sentiments très distingués.



Guy LINSTER

Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale

Association
des
Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 11 juillet 1979

Monsieur Guy Linster
Secrétaire d'Etat à
l'Education Nationale
6, boulevard Royal
L U X E M B O U R G

Monsieur le Secrétaire d'Etat,

Par la présente, nous accusons réception des courriers du 2 juillet 1979 dans lesquels vous nous demandez de désigner des représentants de l'APESS dans des commissions ayant pour mission d'étudier le problème de l'enseignement de la langue luxembourgeoise au niveau du premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire ainsi que le problème de l'articulation de l'enseignement des mathématiques et de la langue française entre l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement postprimaire.

Cette correspondance nous est parvenue à un moment où il n'y avait plus moyen de réunir les membres du Comité Central, de sorte qu'il nous est actuellement impossible de désigner les représentants de l'APESS au sein de ces commissions. Nous vous communiquerons les noms de nos délégués dès la rentrée scolaire.

Veillez agréer, Monsieur le Secrétaire d'Etat, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Ernest Nimax
Président

Georges Milmeister
Secrétaire

05/07/79

REUNION des organisations syndicales du secteur public avec M. L. Liesch, président de la commission de conciliation.

(APESS: P. Schiltz)



Association
des
Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 14 juillet 1979

Monsieur le Procureur de l'Etat
Palais de Justice
L u x e m b o u r g

Monsieur le Procureur,

Au nom du Comité Central de l'APESS (Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur) et du Comité des Professeurs du Lycée Hubert Clement, nous tenons à vous exprimer notre indignation devant l'action lâche et révoltante de Marco Mart qui, le lundi 9 juillet 1979, s'est introduit dans le lycée Hubert Clement à Esch, a frappé à la porte où Madame Bermes faisait classe et, lorsqu'elle parut, lui a porté un coup si brutal qu'elle nécessitait par la suite un traitement médical.

Nous trouvons très grave que ceci se soit produit devant la porte ouverte d'une classe d'orientation, dont les jeunes élèves restaient longtemps commotionnés. Nous vous demandons, au nom du corps enseignant, afin qu'une action si déplorable ne fasse "école" et que le climat scolaire ne s'en trouve détérioré, d'engager les poursuites pour la répression de cette brutalité.

Veuillez agréer, Monsieur le Procureur, l'expression de nos sentiments très respectueux.

Pour le Comité des Professeurs
du Lycée Hubert Clement

L. Anter J. Hansen
S. Engel L. Stefanetti

Pour le Comité Central
de l'APESS

Georges Milmeister
secrétaire

Association
des
Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 23 juillet 1979

Monsieur Fernand Boden
Ministre de l'Education Nationale
6, boulevard Royal

L u x e m b o u r g

Monsieur le Ministre,

Au nom du Comité Central de l'APESS nous vous félicitons de votre nomination aux fonctions de Ministre de l'Education Nationale.

L'APESS se réjouit tout particulièrement de ce que l'un de ses membres se

voit conférer l'honneur et la responsabilité de veiller aux intérêts de l'Education Nationale.

Au nom de notre Association nous vous offrons notre franche collaboration; voilà pourquoi, les membres du Bureau de l'APSS se permettent de solliciter pour la rentrée scolaire une entrevue dans laquelle ils désirent faire le tour d'horizon des différents problèmes qui se posent à l'heure actuelle.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Comité Central de l'APSS

Georges Milmeister
Secrétaire

Paul Elsen
Secrétaire-adjoint

LSAP

Letzeburger
Sozialisteschen
Arbechter
Partei

POSL

Parti
Ouvrier
Socialiste
Luxembourgeois

A. P. E. S. S.

Secrétariat
général

Casino Syndical
63, rue de Bonnevoie
Luxembourg
Téléphone 484420

Luxembourg, le 23 juillet 1979

Monsieur le Président!

Après l'installation de la nouvelle Chambre des Députés et du nouveau Gouvernement il s'agit maintenant d'oeuvrer dans l'intérêt de notre population.

Le parti socialiste, conscient de ses responsabilités comme seule force politique de l'opposition parlementaire, tient à vous faire savoir qu'il entend rester ouvert à toute forme de dialogue, et qu'il aimerait avoir des contacts réguliers avec votre organisation.

Nous sommes toujours disposés à avoir des entretiens avec vous, respectivement avec des délégations mandatées, et nous essayerons d'appuyer vos justes revendications dans la mesure de nos possibilités et de notre propre programme d'action.

Veillez agréer, Monsieur le Président, l'expression de notre considération distinguée.



Benny Berg
Président

GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG

LE MINISTRE
DE L'ÉDUCATION NATIONALE

Luxembourg, le 31 juillet 1979

APESS
Secrétariat
58 rue de Schoenfels
B r i d e l

Messieurs,

Je vous remercie de votre lettre du 23 juillet 1979 et des félicitations que vous avez bien voulu m'adresser à l'occasion de ma nomination à la fonction de Ministre de l'Éducation Nationale.

En ce qui concerne l'entrevue que vous demandez, je vous prie de contacter mon secrétariat après la rentrée scolaire en vue de fixer le jour et l'heure d'une telle entrevue.

Veuillez agréer, Messieurs, l'expression de mes sentiments très distingués.

Fernand Boden

05/09/79

REUNION du bureau (Milmeister, Felten, Elsen)



Association
des
Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 5 septembre 1979

Monsieur le Ministre
de l'Education Nationale
Fernand Boden
6, bd Royal
L u x e m b o u r g

Monsieur le Ministre,

Il nous revient que le poste de directeur du Collège d'enseignement moyen à Luxembourg sera déclaré vacant dans un proche avenir.

A cette occasion, notre Association tient à rappeler qu'elle a toujours été d'avis que les candidats au poste de directeur d'un établissement d'enseignement postprimaire seraient à choisir parmi le personnel enseignant du grade E7. Dans une lettre du 25 avril 1979, le Comité Central de l'APESS a d'ailleurs attiré l'attention des députés sur l'avis du Conseil d'Etat concernant le projet de loi NO 2271 et notamment sur les commentaires de la Haute Corporation sur les directeurs à nommer dans les lycées techniques qui seront créés en vertu de cette loi. Nous y avons écrit que "nous partageons intégralement les raisons pour lesquelles le Conseil d'Etat insiste sur la nécessité de confier la direction d'un lycée technique uniquement à un professeur du grade E7." D'ailleurs, lors des débats au sujet du projet de loi NO 2271, votre propre parti s'est rallié à cette façon de voir. Nous vous prions donc, Monsieur le Ministre, de nommer au poste de directeur du Collège d'enseignement moyen à Luxembourg un membre du personnel enseignant du grade E7.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre parfaite considération.

Pour le Comité Central de l'APESS

Le secrétaire

20/09/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 18.00

Présents: E. Nimax (P), G. Milmeister (S), C. Felten (T),
 P. Elsen (Sa), J. Hansen (LHCE), P.E. Hoffmann (IP),
 P. Reckel (CU), P. Schiltz (AL), F. Schmit (LCE),
 F. Scholtus (LRSL), R. Strainchamps (LGE), L. Weis (Nord)

Excusés : A. Bartz (VP), E. Linster (LGL)

I. COMMUNICATIONS

1) Comité National de la sécurité dans les écoles

Le Président informe le Comité Central d'une lettre du Ministère de l'Education Nationale, dans laquelle l'APESS est invitée à désigner un délégué au sein du Comité National de la sécurité dans les écoles, prévu par la loi du 16/11/1978.

2) Fédération Internationale des Professeurs de Langues Vivantes (FIPLV).

Dans une lettre adressée au Président de l'APESS, le Secrétaire Général de la FIPLV prie le Comité Central de désigner un "Liaison Officer" auprès de la Fédération. Le collègue Camille Thill (LCE) s'est déclaré prêt à assumer cette charge.

3) Lettre du Président du POSL

Le 23 juillet 1979, M. Benny Berg, Président du Parti ouvrier socialiste luxembourgeois, a adressé une lettre au Président de l'APESS dans laquelle il fait savoir que son parti entend rester ouvert à toute forme de dialogue et qu'il aimerait avoir des contacts réguliers avec notre Association. Le Comité Central charge le Bureau de répondre à cette invitation du POSL (cf. lettre du 24 septembre 1979).

II. VACANCE DE POSTE DE DIRECTEUR AU CEML

Le Comité Central procède à un échange de vues sur la situation créée au CEML par la vacance du poste de directeur.

III. PREPARATION DE L'ENTREVUE DU BUREAU AVEC LE MEN

La majeure partie de la réunion du Comité Central est consacrée à la préparation de l'entrevue que le Bureau aura le 27 septembre 1979 avec le nouveau Ministre de l'Education Nationale, M. Fernand Boden. Après un vaste tour d'horizon de nos principales revendications, le Comité Central charge le Bureau de discuter avec le MEN des problèmes suivants:

- a) Nomination des aspirants-professeurs
- b) Revendications salariales (traitements, examen de fin d'études, coefficients pour chargés de cours)
- c) Conditions de travail (adaptation de la tâche hebdomadaire à la semaine

de 40 heures, leçons supplémentaires, effectifs de classe)

d) Régime des vacances

e) Nomination de directeurs à la tête des établissements postprimaires

IV. DONNEES CONCERNANT LES DIFFERENTS ETABLISSEMENTS SECONDAIRES

Vu que ces données ne sont pas encore complètes, le Comité Central décide d'y revenir dans une prochaine réunion.

V. BULLETIN DE L'APESS

Le prochain Bulletin de l'APESS paraîtra probablement au mois de novembre. Le Comité Central fait appel aux membres de l'APESS de collaborer à ce numéro en envoyant des articles tant pédagogiques et généraux que d'ordre syndical au secrétaire ou au trésorier Carlo Felten.

Association
des

Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 24 septembre 1979

Monsieur Benny Berg
Président
Casino Syndical
63, rue de Bonnevoie
Luxembourg

Monsieur le Président,

Agréablement surpris par votre estimée du 23/07/79, que nous avons trouvée au retour de vacances, nous nous empressons de vous confirmer que l'APESS (Association des Professeurs de l'Enseignement Secondaire et Supérieur) reste, comme par le passé, ouverte à tout dialogue et que nous serons heureux de rencontrer une délégation mandatée de votre fraction parlementaire afin de discuter avec vous des problèmes restés en souffrance ces dernières années.

Convaincus que vous assumerez pleinement le rôle de parti d'opposition que l'électeur vous a confié nous ne doutons pas qu'un échange de vues ne pourra être que fructueux pour les deux parties, d'autant plus qu'à l'heure actuelle votre programme d'action ne se cantonne pas dans des limites étroitement figées.

En vous laissant le choix de la date nous restons à votre entière disposition pour une entrevue de ce genre et vous prions, Monsieur le Président, d'agréer l'expression de nos sentiments les plus distingués.

Pour le Bureau de l'APESS

Georges Milmeister
Secrétaire

Ernest Nimax
Président

Robert Krieps, député :

*Quel est le ministre le plus
inexpérimenté ?*



27/09/79

ENTREVUE DU BUREAU DE L'APESS AVEC LE MINISTRE DE L'EDUCATION
NATIONALE, MONSIEUR FERNAND BODEN

Les membres du Bureau de l'APESS sont reçus par Monsieur le Ministre de l'Education Nationale le 27 septembre 1979 à 16,30 heures. Le Président propose au Ministre de commencer l'entrevue par le problème le plus urgent, à savoir la nomination des aspirants-professeurs, et de discuter ensuite des principales revendications concernant les traitements et conditions de travail des professeurs.

I. PROBLEME DE LA NOMINATION DES ASPIRANTS-PROFESSEURS

Le Président aborde ce problème en soulignant que les membres du Comité Central ont été étonnés de lire le communiqué de presse du 22 septembre 1979 dans lequel la CGFP prétend qu'à la suite de négociations ses efforts auraient enfin abouti "à des résultats concrets qui permettent une solution favorable et définitive par étapes successives et rapprochées de l'ensemble du contentieux." L'APESS, qui est pourtant l'organisation syndicale la plus concernée par le problème des aspirants-professeurs et qui depuis des années réclame la nomination des candidats-professeurs ayant passé avec succès leur examen pratique, trouve étrange qu'elle n'ait pas été informée par son Ministre de tutelle de ce rebondissement de l'affaire des nominations.

Le Ministre de l'Education Nationale répond que c'est le Conseil des Ministres qui a pris ces engagements et qui en a informé la CGFP. Il donne ensuite des explications plus détaillées au sujet des mesures que le Gouvernement se propose de prendre en faveur des aspirants-professeurs sans nomination: Ainsi les candidats-professeurs de la promotion 1976, les 12 aspirants-professeurs à qui on avait retiré leur nomination ainsi que la majorité des candidats de la promotion 1977 seront nommés au cours du mois d'octobre. La nomination des aspirants-professeurs de la promotion 1977 qui n'auront pas été nommés en octobre 1979 et celle des promotions 1978 et 1979 se fera en vertu de la loi budgétaire pour 1980.

Dans le même ordre d'idées, le Président propose que le Ministre convoque à nouveau la Commission Paritaire, instituée en 1977 et qui avait pour mission d'établir les critères déterminant aussi bien les nominations que les mutations parmi le personnel enseignant. Le Ministre se déclare d'accord avec cette proposition, en ajoutant cependant qu'au sein de la Commission Paritaire devraient siéger également les représentants de tous les ordres d'enseignement postprimaire.

Toujours dans le cadre des nominations des aspirants-professeurs, le Président fait remarquer que la loi du 16 avril 1979 portant réglementation de la grève dans les services de l'Etat s'est avérée impraticable - surtout en raison de l'article 2 définissant la procédure devant la commission de conciliation: Témoin les énormes difficultés pour tous les syndicats d'enseignants à s'entendre sur les noms de deux délégués et les difficultés insurmontables pour les centrales syndicales les plus représentatives sur le plan national à trancher la question de la répartition des sièges au sein de cette commission. Voilà pourquoi l'APESS est d'avis que cette loi devrait être modifiée à fond.

Au sujet des futures modalités de formation et de recrutement des enseignants, une discussion s'engage autour de la loi portant planification des besoins en personnel enseignant dans l'enseignement postprimaire. Le Ministre assure qu'il a la ferme intention de faire passer rapidement cette loi; il envisage notamment d'obliger tous les candidats au professorat à passer l'examen des Cours Universitaires et un concours d'admission au stage.

II. REVENDICATIONS CONCERNANT LES TRAITEMENTS ET LES CONDITIONS DE TRAVAIL

Le Président rappelle que les membres de l'APESS qui en mai 1979 avaient soutenu le boycottage de l'examen de fin d'études avaient accepté le compromis

négocié par le Bureau de l'APESS, compromis selon lequel l'indemnité par copie sera affectée à l'avenir du coefficient 1,3. Mais ils avaient également exprimé des réserves quant aux tarifs figurant sous d'autres rubriques du règlement grand-ducal du 23 janvier 1979: à titre d'exemple l'indemnisation accordée aux correcteurs pour les heures de surveillance.

Le Président expose - une fois de plus - le fâcheux problème des leçons supplémentaires. Comme par le passé, l'APESS exige que les leçons supplémentaires inévitables soient enfin affectées des mêmes coefficients que la tâche réglementaire et que les indemnités soient payées dans un délai raisonnable, soit dans les 30 jours après la déclaration.

La réponse du Ministre aux doléances de l'APESS est connue: Tout comme ses prédécesseurs, le nouveau Ministre affirme ne pas être le seul responsable ni du fait que les leçons supplémentaires sont toujours mises en compte sans allègement ni du retard souvent scandaleux du paiement des indemnités.

Le Président aborde ensuite le problème des traitements des universitaires au service de l'Etat. L'APESS regrette une fois de plus que les mesures sélectives d'harmonisation prises en faveur des cadres inférieur et moyen par le précédent gouvernement se soient arrêtées au seuil des carrières universitaires et que le mémoire de l'ADUSE ait été ignoré complètement. Elle exige que, pour enrayer la dégradation matérielle et morale des universitaires au service de l'Etat, le Gouvernement entame sans délai les travaux préparatoires à la révision générale de la grille des traitements et la fasse voter aussi tôt que possible.

Le Ministre ne s'oppose pas aux arguments que fait valoir le Président en faveur d'une revalorisation des traitements des universitaires au service de l'Etat, mais il est d'avis que la responsabilité en revient à son collègue, le Ministre de la Fonction Publique. Même son de cloche, lorsque le Président évoque une des revendications essentielles de l'APESS, à savoir l'adaptation de la tâche hebdomadaire à la semaine de 40 heures: le Ministre de l'Education Nationale affirme que ce problème est entièrement du ressort du Ministre de la Fonction Publique. Celui-ci aurait d'ailleurs l'intention de reconsidérer le problème de la tâche de tous les fonctionnaires. Le Président remarque que l'APESS ne saurait être d'accord avec une "réduction" de la tâche par le biais de certaines prestations nouvelles, plus ou moins camouflées, que le professeur devrait fournir en vertu de l'article 3 du projet de loi portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, prestations ne se rapportant qu'indirectement à l'enseignement proprement dit. En effet, l'APESS est d'avis que la tâche du professeur devra rester clairement définie et que l'adaptation de la tâche d'enseignement à la semaine de 40 heures devra se faire indépendamment de toutes fonctions nouvelles qui pourraient être introduites ultérieurement. L'APESS considère en outre que ce problème ne saura être mêlé à celui d'une éventuelle révision globale de la tâche des fonctionnaires par le Ministre de la Fonction Publique, et elle entend entrer immédiatement en négociations avec son Ministre de tutelle.

Le Président fait remarquer que dans un certain nombre de lycées il existe toujours des classes à effectifs trop élevés. Le Ministre assure - comme le Gouvernement précédent - que ces classes surpeuplées sont dues à un manque de locaux dans les établissements en question.

Interrogé par le Président au sujet d'une largesse excessive lors de l'octroi de certaines décharges par les responsables du SIRP, le Ministre reconnaît qu'il a l'intention d'enrayer ces pratiques à l'avenir. Par contre, il trouve tout à fait raisonnable que les enseignants des 7es d'harmonisation du Lycée technique Nic.-Biever de Dudelange bénéficient, cette année du moins, d'un grand nombre de décharges pour concertation pédagogique, coordination pédagogique, tutorat,

travaux dirigés, etc.

Le Ministre et les responsables de l'APÉSS conviennent que le nouveau régime des vacances et congés introduit par le précédent Gouvernement s'est avéré trop rigide dans la pratique et présente un certain nombre d'inconvénients. Tandis que le Ministre critique avant tout le fait que le nouveau calendrier scolaire fixe ne tient pas compte des fêtes mobiles telles que Pâques et la Pentecôte, l'APÉSS dénonce avant tout le fait que la rentrée scolaire puisse s'effectuer une semaine plus tôt qu'auparavant. Le Ministre riposte que, soucieux de ne pas trop réduire le temps scolaire, il hésite à se rallier à cette idée; que, par contre il est prêt à faire coïncider de nouveau les vacances et congés avec les fêtes traditionnelles.

La discussion porte ensuite sur la vacance du poste de directeur du CEML. Le Président rappelle que l'APÉSS a toujours été d'avis que les candidats au poste de directeur d'un établissement d'enseignement postprimaire seraient à choisir parmi le personnel enseignant du grade E7. Le Ministre déclare comprendre l'attitude de l'APÉSS, mais il dit qu'il se sentira lié par l'avis de la conférence des professeurs et qu'il fera son choix en fonction du résultat du vote.

28/09/79 REUNION intersyndicale AGESS, APÉSS, DNAP, SEW, SETP
 Objet: nomination des aspirants-professeurs
 (Rapport des représentants de l'APÉSS, de l'AGESS et du
 SETP sur leurs entrevues respectives avec le MEN -
 Commission de conciliation) (APÉSS: G. Milmeister, P. Elsen)

Association
 des
 Professeurs de l'Enseignement
 Secondaire et Supérieur
 du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 1er octobre 1979

Monsieur Fernand Boden
 Ministre de l'Education Nationale
 6, boulevard Royal
 L U X E M B O U R G

Monsieur le Ministre,

Dans une lettre du 2 juillet 1979, l'ancien Secrétaire d'Etat à l'Education Nationale, M. Guy Linster, avait demandé à l'APÉSS de désigner des représentants dans des commissions ayant pour mission d'étudier le problème de l'enseignement de la langue luxembourgeoise au niveau du premier cycle intégré de l'enseignement postprimaire ainsi que le problème de l'articulation de l'enseignement des mathématiques et de la langue française entre l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement postprimaire.

Or, cette correspondance nous était parvenue à un moment où il n'y avait plus moyen de réunir les membres du Comité Central de notre Association, de sorte qu'il nous était impossible de désigner les représentants de l'APÉSS au sein de ces commissions.

Nous sommes à présent en mesure de vous communiquer les noms de nos délégués pour les différentes commissions:

Pour la commission d'études concernant l'enseignement de la langue luxembourgeoise: M. Carlo Felten, professeur au Lycée classique de Diekirch,

pour la commission d'études concernant l'enseignement des mathématiques:

M. Gilbert Floener, professeur au Lycée Hubert-Clement d'Esch/sur/Alzette,

pour la commission d'études concernant l'enseignement de la langue française:

Mme Monique Schumacher, professeur au Lycée Michel-Rodange de Luxembourg.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de notre plus haute considération.

Le secrétaire de l'APESS

01/10/79 ENTREVUE du bureau avec M. Jacques Santer, Ministre des Finances

Objet: nomination des aspirants-professeurs

(voir: communiqué aux membres de l'APESS du 05/10/79)

04/10/79 REUNION intersyndicale AGESS, APESS, DNAP, SEW, SETP

Objet: nomination des aspirants-professeurs.

La discussion porte sur la divergence dans les déclarations faites par le MEN aux différents syndicats d'enseignants. (APESS: G. Milmeister)

04/10/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 17.45

Présents: E. Nimax (P), A. Bartz (VP), G. Milmeister (S), C. Felten (T), P. Elsen (Sa), R. Brachmond (LCD), J. Hansen (LHCE), F. Scholtus (LRSL)

Excusés: P.E. Hoffmann (IP), R. Strainchamps (LGE).

La réunion est presque entièrement consacrée au rapport du Président sur les entrevues du Bureau avec le Ministre de l'Education Nationale et le Ministre des Finances ainsi qu'à la discussion des résultats de ces entrevues.

1) Au sujet de la loi portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire, le Comité Central discute un certain nombre de problèmes soulevés par l'introduction du concours d'admission prévue par ladite loi:

- L'APÉSS participera-t-elle à l'élaboration des modalités de ce concours? La majorité des membres du Comité Central adopte une attitude plutôt réservée.

- Ce concours d'admission aura-t-il lieu seulement au cas où il y a plus de candidats que de postes disponibles ou se déroulera-t-il chaque année indépendamment du nombre des candidats-professeurs? Une majorité des membres du CC opte clairement pour la deuxième solution, mais juge indispensable aussi qu'une planification sur cinq ans soit établie par le Ministère et que pour chaque année les besoins en personnel soient publiés.

2) Quant aux nominations promises par le Gouvernement, le CC est d'avis que l'APÉSS devra veiller à ce qu'elles se fassent selon des critères justes et équitables. En effet, une question essentielle est de savoir si ces nominations doivent se faire en fonction de l'ancienneté ou du classement des candidats-professeurs ou même selon les deux critères à la fois. D'autre part, si des nominations se font pendant l'année scolaire en cours, il faut se demander ce qui adviendra des demandes de mutation introduites au Ministère de l'Education Nationale par des enseignants ayant accompli un certain nombre d'années de service.

Le CC charge le Bureau de solliciter du Ministre de l'Education Nationale une séance de travail au cours de laquelle pourront être discutées les modalités selon lesquelles les nominations des aspirants-professeurs seront faites.

Luxembourg, le 5 octobre 1979

Aux membres de l'APÉSS

Lors de récentes entrevue que M. Fernand Boden, Ministre de l'Education Nationale, et M. Jacques Santer, Ministre des Finances, avaient accordées au Bureau de l'APÉSS, le problème de la nomination des aspirants-professeurs fut discuté. Le Gouvernement envisage la solution suivante:

Dans le cadre de la loi budgétaire de 1979, les collègues de la promotion 1976, les 12 aspirants-professeurs à qui on avait retiré leur nomination ainsi que la majorité des candidats-professeurs de la promotion 1977 seront nommés au courant du mois d'octobre.

La loi budgétaire de 1980 maintient le numerus clausus à 75 nominations pour les cadres de l'administration générale, mais le suspend pour les candidats-professeurs, de sorte que tous les jeunes collègues ayant une tâche complète auront une nomination en 1980, les crédits pour cet article de la loi budgétaire étant non-limitatifs. Cette disposition s'applique à tous les aspirants-professeurs de la promotion 1977 qui ne seront pas encore nommés en octobre 1979 ainsi qu'aux promotions 1978 et 1979. Comme le Gouvernement entend de cette façon procéder rapidement à la nomination des aspirants-professeurs indispensables dans l'enseignement postprimaire, il a jugé superflu d'accorder aux chargés de cours les coefficients que l'APÉSS avait revendiqués pour eux et que le Gouvernement sortant leur avait promis.

Les aspirants-professeurs actuellement en stage et qui auront passé avec succès leur examen pratique, c.-à-d. les promotions 1980 et 1981, seront nommés en vertu des mesures transitoires qui viendront compléter le projet de loi portant planification des besoins en personnel dans l'enseignement postprimaire.

Enfin, l'accès à la profession d'enseignant des promotions futures - 1982 et suivantes - se fera en fonction des dispositions contenues dans la loi sur la planification qui sera soumise au vote de la Chambre des Députés avant Pâques 1980.

Nous tenons à informer nos collègues de ces promesses gouvernementales qui correspondent en partie aux revendications que l'APESS a présentées depuis des années, bien avant que d'autres centrales syndicales n'y aient songé!

Cependant, nous nous méfions de la restriction contenue dans la formule "ayant une tâche complète"; d'autre part, il appartiendra à l'APESS de veiller à ce que les nominations se fassent selon des critères justes et équitables.

Pour le Comité Central

G. Milmeister
Secrétaire

E. Nimax
Président

Association
des

Professeurs de l'Enseignement
Secondaire et Supérieur
du Grand-Duché de Luxembourg

Luxembourg, le 10 octobre 1979

Monsieur Fernand Boden
Ministre de l'Education Nationale
6, boulevard Royal
L u x e m b o u r g

Monsieur le Ministre,

Nous avons l'honneur de vous faire parvenir sous ce pli le rapport de l'entrevue que vous aviez bien voulu nous accorder le 27 septembre 1979 ainsi que le communiqué que le Comité Central a adressé aux membres de l'APESS à la suite de cette entrevue et de celle que nous avons eue avec M. Jacques Santer, Ministre des Finances, le 1er octobre 1979.

De ces deux entrevues il est ressorti que le Gouvernement actuel se propose d'apporter une solution définitive au problème de la nomination des candidats-professeurs ayant terminé avec succès leur stage pédagogique. A présent, il serait urgent d'élaborer les modalités selon lesquelles les nominations des aspirants-professeurs seront faites. Voilà pourquoi, nous vous demandons de fixer, dans les meilleurs délais, une séance de travail qui aura pour objet de régler les questions de détail.

A la même occasion, l'APESS entend entamer avec vous, Monsieur le Ministre, les négociations sur l'adaptation de notre tâche hebdomadaire à la semaine de 40 heures, car nous restons convaincus qu'il est exclusivement du ressort du Ministre de l'Education Nationale de remédier à la situation manifestement

injuste dans laquelle le professeur se trouve par rapport aux autres fonctionnaires de l'Etat et que l'APESS ne cesse de stigmatiser depuis huit ans.

Dans l'attente de votre réponse, Monsieur le Ministre, nous vous remercions d'avance et nous vous prions d'agréer l'expression de notre parfaite consid eration.

Pour le Comité Central de l'APESS

Le secrétaire
Georges Milmeister

19/10/79 REUNION intersyndicale AGESE, APESS, DNAP, SEW, SETP
Objet: Nomination des aspirants-professeurs (APESS: P. Schiltz)

23/10/79 ENTREVUE APESS - POSL

A la demande du parti ouvrier socialiste luxembourgeois, cette entrevue a eu lieu entre une délégation du POSL, composée de Mlle L. Schmit, MM. B. Berg, R. Krieps, R. Van den Bulcke, J. Wohlfahrt, R. Goebbels, Miller et des membres du Comité Central de l'APESS comprenant MM. E. Nimax, A. Bartz, G. Milmeister, P. Elsen, P. Reckel.

La discussion a porté sur les points suivants:

- nomination des aspirants-professeurs
- tronc commun
- traitements et conditions de travail des professeurs

24/10/79 REUNION du Comité Central de l'ADUSE
(APESS: E. Nimax, P. Elsen)

25/10/79

REUNION DU COMITE CENTRAL

15.00 - 18.00

Présents: E. Nimax (P), G. Milmeister (S), C. Felten (T),
P. Elsen (Sa), R. Brachmond (LCD), E. Goergen (Centre),
J. Hansen (LHCE), P. Reckel (CU), P. Schiltz (AL),
F. Schmit (LCE). F. Scholtus (LRSL), R. Strainchamps (LGE)

I. Nomination des candidats-professeurs. Planification

Le 10 octobre le CC avait adressé au Ministre de l'Education Nationale une lettre demandant une séance de travail afin d'élaborer les modalités selon lesquelles les nominations des aspirants-professeurs seront faites. En même temps, le CC avait fait parvenir au MEN le rapport de l'entrevue du 27 septembre et le texte du communiqué du 5 octobre.

Dans la même lettre le CC proposait au MEN d'entamer les négociations sur l'adaptation de la tâche du professeur à la semaine de 40 heures.

Or, jusqu'ici, la lettre, le rapport et le communiqué de l'APES sont restés sans réponse.

Le CC discute de divers problèmes relatifs au projet de loi portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire. Le Président pose la question si ce projet ne devrait pas être départagé en deux lois distinctes, l'une fixant les conditions d'admission au stage, l'autre engageant le MEN à faire régulièrement une planification à moyen terme. En effet, la majorité des membres du CC sont d'avis que le projet de loi tel qu'il a été déposé à la Chambre des Députés contient certaines stipulations qui dépassent largement les buts d'une loi sur la planification, notamment en ce qui concerne la fixation de la tâche du professeur.

II. Le P fait le rapport de l'entrevue du Bureau de l'APES avec une délégation du POSL (23/10/79).

Assistaient à cette entrevue de la part du POSL Mlle L. Schmit, MM. B. Berg, R. Krieps, J. Wohlfahrt, R. van den Bulcke et R. Goebbels. La réunion donna lieu à un vaste tour d'horizon, sans néanmoins apporter rien de nouveau.

III. Le délégué du LCE informe le CC de ce que le MEN a autorisé le directeur du LCE "à essayer pendant l'année scolaire 1979/80 une nouvelle formule pour la classe de 8e du secondaire technique," ceci "dans le cadre des expériences qu'organise le Ministère de l'Education Nationale pour préparer le premier cycle intégré et le premier cycle du secondaire technique."

Il semble que cette expérience résulte d'un accord entre le directeur du LCE et Messieurs Krieps et Linster, sans que les enseignants de l'établissement concerné n'aient été consultés d'aucune façon. D'autre part, il apparaît que cette façon de procéder n'a soulevé aucune objection de la part du MEN actuel.

IV. ADUSE

Un représentant de l'APES au Comité de l'ADUSE fait le rapport des modifications que l'ADUSE entend apporter aux revendications salariales des universitaires au service de l'Etat telles qu'elles avaient été exposées dans le mémoire publié en mai 1978.

En effet, dans les mois à venir l'ADUSE devra surtout se préoccuper de la révision générale des traitements que le Gouvernement a promis pour 1981.

A l'avenir l'APES sera représentée au Comité de l'ADUSE par les collègues

C. Felten,
P. Geimer,
N. Keup,
F. Massard,
E. Nimax,
H. Thomé. (Suppléants: P. Elsen et F. Scholtus)

LE CSEN ET L'ORDRE INTERIEUR

Au cours des derniers mois, les séances plénières du CSEN étaient consacrées essentiellement à la discussion de deux avant-projets, l'un devant fixer les droits et les devoirs des élèves de l'enseignement postprimaire, l'autre portant organisation des conseils de discipline auprès des établissements d'enseignement postprimaire.

Ces deux avant-projets ont été votés avec une large majorité des voix. Le représentant de l'APESS s'est toutefois abstenu lors du vote, puisque les deux textes définitifs ne tiennent pas compte de certains amendements proposés par notre association.

J. Hansen

Note de la rédaction:

Ci-dessous nos lecteurs trouvent de larges extraits de l'AVANT-PROJET DE RÈGLEMENT GRAND-DUCAL CONCERNANT L'ORDRE INTÉRIEUR DANS LES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT POSTPRIMAIRE.

Quant au deuxième avant-projet dont parle J. Hansen, nous le publierons au Bulletin 80/1.

Art. 1er - Chaque établissement d'enseignement postprimaire, désigné ci-après par "établissement", est une communauté qui comprend le directeur, les enseignants, les élèves, le personnel administratif et de service.

La mission en est l'instruction et l'éducation des élèves.

Ce but ne peut être atteint sans une estime et un respect mutuels et sans une discipline acceptée de tous.

Art. 2 - Les élèves doivent se conformer aux dispositions prises dans l'intérêt de l'ordre et de la discipline et faire preuve de politesse et de bonne tenue tant à l'intérieur de l'établissement qu'au dehors.

Les élèves sont tenus de respecter l'intégrité physique et morale de tous ceux qui font partie de la communauté scolaire telle qu'elle est définie à l'article premier.

Art. 8 - En cas d'absence d'un titulaire, et sauf décision contraire du directeur, les élèves doivent rester dans l'enceinte de l'établissement. Un enseignant, chargé par le directeur, veille à ce que les élèves puissent s'adonner à des occupations d'un intérêt éducatif.

Art. 16 - L'autorisation de partir avant le commencement des vacances et congés ou de rentrer après la reprise des cours ne peut être accordée que par le directeur, sur demande écrite, dans des cas exceptionnels.

Pour tout autre congé, la permission ne peut être accordée que pour des motifs valables sur demande écrite préalablement adressée au directeur.

Art. 17 - Des absences répétées et non justifiées ainsi que des retards réitérés entraînent des mesures disciplinaires pouvant aller jusqu'au renvoi définitif de l'élève.

Après une absence non excusée de huit jours consécutifs, les parents ou le tuteur de l'élève sont informés, par lettre recommandée, de la mesure prévue à l'alinéa qui précède. Copie de cette lettre est adressée à l'élève majeur.

Art. 18 - L'élève porté absent pendant quinze jours consécutifs sans excuse ou sans motif reconnu valable est considéré comme ayant quitté définitivement l'établissement, avec effet à partir du premier jour de son absence.

Art. 26 - Il est interdit de fumer dans l'enceinte de l'établissement sauf aux endroits à désigner par le directeur.

Art. 27 - L'élève se présentant en classe sous l'emprise de drogues prohibées ou en état d'ébriété est immédiatement retiré de la classe.

Le directeur en informe les parents et en saisit, le cas échéant, le conseil de discipline.

Art. 28 - Sont soumis à l'autorisation préalable du directeur toute vente, toute distribution, tout affichage et toute manifestation dans l'enceinte de l'établissement.

Toute publication et tout objet trouvés en possession d'un élève peuvent être confisqués s'ils sont de nature à troubler l'ordre scolaire.

Art. 30 - Toute infraction à la discipline ou à l'ordre intérieur peut être sanctionnée par une des mesures disciplinaires prévues à l'article 31 du présent règlement.

Sont notamment passibles de ces mesures :

- l'insulte et l'impertinence, la brutalité, la voie de fait commise à l'égard des membres de la communauté scolaire;
- le refus d'obéissance;
- le refus d'observer les mesures prises dans l'intérêt de la sécurité;
- le refus d'assister aux cours ou de composer;
- le retard et l'absence injustifiés;
- la fraude, le vol, le faux en écriture, la falsification de documents;
- l'incitation au désordre;
- l'organisation, dans l'enceinte de l'établissement, de réunions ou de manifestations non autorisées par le directeur;
- la dégradation ou la destruction de propriétés au détriment soit de l'Etat soit de particuliers;
- l'atteinte aux bonnes moeurs;
- la consommation et le trafic de drogues.

Art. 31 - L'échelle des sanctions disciplinaires est fixée comme suit :

1. le rappel à l'ordre ou le blâme;
2. le travail supplémentaire d'un intérêt pédagogique, proportionné à la gravité de la faute;
3. la mise à la porte au cours de la leçon;
4. la retenue en dehors des heures de classe sous surveillance et avec l'obligation de faire un devoir imposé par le professeur ou le surveillant;
5. l'exclusion de tous les cours pendant la durée de deux à huit jours de classe suivant la gravité de la faute, avec obligation de faire des devoirs imposés;
6. l'exclusion de tous les cours pour une durée pouvant aller jusqu'à trois mois suivant la gravité de la faute;
7. le renvoi définitif de l'établissement.

Art. 33 - Chaque enseignant et surveillant peut individuellement appliquer les sanctions disciplinaires prévues aux numéros 1 à 4 de l'article 31 du présent règlement.

Le directeur et le directeur-adjoint peuvent infliger les sanctions disciplinaires prévues aux numéros 1 à 5 de l'article 31 du présent règlement. Toutefois, la sanction prévue au numéro 5 ne peut être infligée qu'après convocation des parents ou du tuteur de l'élève.

Les sanctions disciplinaires prévues aux numéros 6 et 7 de l'article 31 du présent règlement ne peuvent être infligées que par le conseil de discipline dont la composition et les modalités de fonctionnement sont à déterminer par règlement grand-ducal.

Art. 34 - Contre toute sanction disciplinaire infligée par un enseignant ou un surveillant, l'élève peut introduire un recours auprès du directeur.

Art. 35 - Contre les sanctions disciplinaires prévues aux numéros 5 à 7 de l'article 31 du présent règlement, l'élève peut introduire par écrit un recours auprès du Ministre de l'Education Nationale dans un délai de trois jours francs après la notification par lettre recommandée. Le Ministre de l'Education Nationale peut se faire conseiller par une Commission des recours instituée à cet effet, et il statuera endéans les quinze jours.

CONGRES - FIPESO

FEDERATION INTERNATIONALE DES PROFESSEURS DE L'ENSEIGNEMENT OFFICIEL

STOCKHOLM 1979

R A P P O R T

Le 49e Congrès International de la FIPESO s'est tenu en Suède sur l'invitation du "Lärarnas Riksförbund", Stockholm.

Les discussions et travaux se déroulèrent du 23 au 27 juillet 1979.

Le congrès a rassemblé une centaine de participants. Vingt-quatre associations membres avaient envoyé des délégués provenant de 20 pays. De plus, les congressistes avaient le plaisir d'accueillir les représentants du Conseil de l'Europe, de la Confédération Mondiale des Organisations de la Profession Enseignante (CMOPE) et de la Fédération Internationale Syndicale de l'Enseignement (FISE). La National Education Association des Etats-Unis d'Amérique et le Syndicat de l'Enseignement et de la Science de l'URSS étaient également représentés. En outre, des délégués provenant d'Espagne et du Portugal, du Japon, du Chana, du Mali, du Sénégal, et de Sierra Leone prenaient part aux travaux du congrès.

Le thème d'étude était le suivant: la préparation à la vie professionnelle de l'enseignant du second degré aujourd'hui

Les délégués et observateurs ont examiné les aspects suivants:

1. la formation initiale
2. la formation permanente
3. les moyens pour une meilleure formation

En ce qui concerne la formation initiale ou universitaire, on a insisté sur sa cohérence et sa continuité. Elle devrait comprendre des approfondissements qui ouvrent sur une meilleure collaboration avec les autres disciplines. L'initiation

à la définition des objectifs pédagogiques, une formation à la psychologie et à la sociologie des jeunes et des adolescents e.a. ne sauraient être négligées. Plus que jamais elle devrait comprendre une initiation à la maîtrise et à l'utilisation des moyens modernes d'enseignement, des aides audio-visuelles, d'une documentation de plus en plus diversifiée.

Quant à la formation permanente, le congrès de Stockholm rappelle les objectifs et revendications déjà élaborés par le congrès de Helsinki en 1969.

Le perfectionnement du maître devrait répondre à des exigences scientifiques, pédagogiques, sociologiques et psychologiques. Les moyens à utiliser seraient variés et comporteraient des stages, des détachements temporaires pour un complément d'études universitaires ou un travail de recherche.

Le congrès de Stockholm a renouvelé sa demande d'accorder une année sabbatique à tous les enseignants, ainsi que cela est déjà pratiqué dans certains pays (Suède, Islande, Israël...). Du reste, il s'agit ici d'une revendication appuyée depuis des années par l'APESS!

Les discussions portant sur les moyens pour une meilleure formation ont d'abord essayé de définir et d'énumérer les objectifs spécifiques à toute formation initiale et permanente: fonctionnement des centres de formation, accueil des jeunes enseignants, qualification des formateurs de maîtres...

On a particulièrement relevé la nécessité d'assurer une coordination avec la recherche spécialisée en science de l'éducation et en didactique, et on voudrait renforcer les liens avec les établissements scolaires accueillant les nouveaux maîtres. Ainsi les professeurs en exercice devraient participer à l'enseignement de la théorie et de la pratique dans les centres de formation, et, pour améliorer leur qualification, ils devraient être associés à des recherches spécifiques sur la didactique des différentes branches.

En outre, le congrès demande pour les enseignants des disciplines technologiques une qualification équivalente à celle des enseignants des autres disciplines.

Enfin le congrès voudrait voir une intensification des échanges internationaux et un approfondissement de l'étude des langues étrangères. Une connaissance concrète des différents systèmes d'éducation, des pratiques pédagogiques et de la vie des enseignants dans d'autres pays favoriserait certainement une meilleure qualification des professeurs, et cela à un moment où, de plus en plus, des enfants étrangers peuplent nos classes.

Pour conclure, on peut dire que certaines de ces constatations ou revendications doivent se contenter de formulations assez générales, vu la diversité des systèmes d'éducation dans les différents pays représentés au sein de la FIPESO, cependant il est non moins vrai que surtout les exigences concernant la formation permanente et la qualification des professeurs pourraient influencer favorablement notre propre politique scolaire.

En tout cas, le rapporteur ne saurait que souligner la constatation introduisant la résolution finale:

"L'amélioration de la qualité de l'enseignement à tous les niveaux de la scolarité passe nécessairement par une amélioration de la formation initiale et permanente des maîtres dans sa durée et son contenu."¹⁾

Camille Thill

1) Le numéro du Bulletin International de la FIPESO qui paraîtra en janvier 1980 donnera le compte-rendu des séances du congrès et du comité directeur.

Mit der CSV ins Jahr 2000?

Zur „Lage der Nation“ sagte Pierre Werner im Winter 1976, das Schulsystem sei „dazu verdammt“, sich ständig zu erneuern, was die Strukturen betrifft, die Inhalte, die Methoden und auch die Zielsetzungen. In der Regierungserklärung vom 24. Juli 1979 schlägt dann der konservative Tenor voll durch: „Le Gouvernement entend adapter .. l'enseignement aux évolutions et changements sociaux, économiques, scientifiques et culturels.“ Die Schule wird nicht als ein Mittel emanzipatorischer Politik angesehen, die dem Menschen mehr Wissen, mehr Macht, mehr Freiheit, mehr Persönlichkeitsentfaltung, größere Chancengerechtigkeit und ein verbessertes, politisches Bewußtsein vermitteln soll. Die Schule hat sich nur noch den von außen gegebenen Umständen und Zwängen anzupassen. Diese pessimistische Grundhaltung, dieses Resignieren vor dem eigentlichen Bildungs- und Erziehungsauftrag der Schule in einer demokratischen freiheitlichen und fortschrittsbewußten Gesellschaft wird vielen Eltern und Lehrern zu denken geben.

Die CSV hat sich in der Wahlzeit gern als Aufbruchs-Partei („Mit der CSV ins Jahr 2000“) feiern lassen. In der Bildungspolitik wird jedoch in den nächsten fünf Jahren — abgesehen von vorsichtigem Taktieren zwischen den sehr verschieden gelagerten Interessen (der Eltern, der Grundschullehrer, der Gymnasiallehrer, der Lehrer der technischen Schulen usw.) — nicht viel geschehen: die Regierungserklärung hat für Initiativen und Renovationen keinen Spielraum gelassen und keine neuen Akzente gesetzt: nur für die Primärschule stellt man eine Reform der Inhalte, der Methoden und der Organisationsformen in Aussicht. Spätestens seit dem Grundsatzpapier der CGT ist diese Frage zu einem Politikum ersten Ranges geworden, zu dem voraussichtlich noch viel Tinte fließen wird.

Doch von der so nötigen Erneuerung der Inhalte, Methoden und Zielsetzungen im Sekundärbereich geht kaum die Rede. Die Vorbedingungen dazu, d.h. die strukturellen Reformen sind unter sozialistischer Führung verabschiedet worden: „tronc-commun“-Gesetz; Ge-

setz über den beruflichen und technischen Unterricht; Reform der Lehrlingsausbildung; Schaffung eines „Institut Supérieur de Technologie“ usw. In den vergangenen fünf Jahren waren die Partei-Kollegen Fernand Bodens im „Wort“, die Kraemer, Lafontaine, Réf, die „Lusserten“, Argus, Criticus, Vindex, S.N., r.s., f.e. usw. stets flink zur Hand mit Kritiken und demagogischen Allheilmitteln. Immer unter dem Bollendorff-Motto: „Et misst dach licht sin...“. Sollte es wirklich so sein, daß die so oft angeführten „Mißstände“ mit der Bestellung eines APSS-Vertreters zum Minister verschwunden sind?

Wie wird man die budgetären Akzente setzen?

Wird man die Kredite so verwenden, daß die Schule verbessert wird und Aufgaben übernehmen kann, die unserem gesellschaftspolitischen Bewußtsein und unserem Demokratieverständnis entsprechen? Wird man die Schule wenigstens an die sozialen, wirtschaftlichen, wissenschaftlichen und kulturellen Veränderungen anpassen — so wie die Regierungserklärung das programmatisch sagt? Oder wird Boden dem politischen Druck nachgeben und eventuelle zusätzliche Mittel nur für eine Einkommensverbesserung der Lehrer zur Verfügung stellen? Boden wäre schlecht beraten, falls er aus opportunistischen Gründen das APSS-Denk-schema übernehmen würde: „Verbesserung der Schule = Verbesserung der Arbeitsbedingungen der Lehrer.“

Sicher wird auch Fernand Boden verschiedene berechnete materielle Forderungen der Lehrerschaft anerkennen müssen. Ich denke hier u. a. an die Anpassung der Koeffizienten der technischen Schulen an diejenigen der Gymnasien. Im Zuge der Revalorisierung des technischen Unterrichts und nach der Schaffung der „Lycées techniques“ (Gesetz vom 21. 5. 1979) wird dieser Forderung der SETP nichts mehr im Wege stehen dürfen, umso mehr, als die vorige Regierung sich zu dieser Anpassung grundsätzlich bekannt hatte.

Hauptpunkt des Forderungskatalogs ist die Herabsetzung der Arbeitszeit für Lehrer. Der in Deutschland entbrannte

Streit dürfte diese Frage auch in Luxemburg wieder in den Vordergrund der APESS-Bemühungen rücken: in einigen Monaten wird der APESS-Vorstand neugewählt; die Zeit ist günstig für Vorwahl-Geplänkel beim neuen Minister! Man weiß auch von den entsprechenden Forderungen der Grundschullehrer, die seit geraumer Zeit zu Recht auf ihren „Nachholbedarf“ hinweisen.

Es geht hier um Grundsätzliches, um den Stellenwert des Lehrberufes, um die Arbeitsbedingungen, um den Platz in der Beamtenschaft. Zu diesen und ähnlichen Problemen schweigt sich die Regierungserklärung vom 24. 7. 1979 aus. Doch lange wird das Schweigen nicht dauern können. Die vorige Regierung hat die Gehälter der Grundschullehrer, der Lehrer des technischen Unterrichts

und der Zeichen-, Turn- und Musiklehrer aufge bessert. Seither sind APESS und ADUSE entschlossen, den „verlorenen“ Vorsprung wieder wettzumachen. Die Gesetzesvorlage zur Reform der Grundschullehrerausbildung wird diese Tendenzen noch verschärfen.

Hiermit sind zwei Fragen aufgeworfen, die eher allgemeiner Natur sind: Stellenwert des Unterrichts und des Lehrberufes in der mittelfristigen Regierungspolitik und Haushaltsprioritäten. Andere Grundsatzfragen bleiben ebenfalls offen — so z. B. die Stellung der Eltern in der Unterrichtspolitik, auf die der Leitartikel in der letzten „Elternzeitung“ einging. Auch hier handelt es sich um ein Politikum ersten Ranges, das die Regierungserklärung mit einer nichtssagenden Floskel abtun will.

Guy LINSTER

Mittwoch, 19. September 1979
Nr. 210



Samstag, 6. Oktober 1979
Nr. 225

War ein APESS-Vertreter fünf Jahre lang Staatssekretär im Unterrichtsministerium?

Unter dem irreführenden Titel „Zum Schulbeginn: mit der CSV ins Jahr 2000?“ veröffentlichte Ex-Staatssekretär Guy Linster am 19. 9. 79 im „t“ einen Artikel, in dem er sich weniger mit der Schulpolitik der CSV als mit der gewerkschaftlichen Arbeit der Vereinigung der Sekundarlehrer auseinandersetzte. Daß dem ehemaligen Staatssekretär die APESS seit Jahren ein Dorn im Auge ist, war für die meisten Sekundarlehrer ein offenes Geheimnis; überrascht ist man jedoch von der Art und Weise, wie Guy Linster nun, da er sein politisches Amt nicht mehr innehat, seinen tiefwurzeln Resentiments gegenüber der APESS freien Lauf läßt.

— So erklärt er sich beispielsweise durchaus damit

einverstanden, daß „verschiedene berechnete materielle Forderungen der Lehrerschaft“ vom jetzigen Unterrichtsminister anerkannt werden, ausgenommen, wenn solche Forderungen von der APESS erhoben werden.

— Einerseits gehört seiner Meinung nach „die Verbesserung der Arbeitsbedingungen der Lehrer“ zu den „grundsätzlichen“ Problemen im Schulbereich; tritt jedoch die APESS dafür ein, so sieht er darin ein Zeichen korporatistischer Anmaßung.

— Auf der einen Seite hebt er die „Aufbesserung der Gehälter der Grundschullehrer, der Lehrer des technischen Unterrichts...“ durch die vorherige Regierung belobigend hervor, andererseits jedoch befürchtet er, der APESS u. der ADUSE könn-

te es gelingen, den „verlorenen Vorsprung“ wieder wettzumachen.

— Die „Herabsetzung der Arbeitszeit“ erkennt er als einen Hauptpunkt des Forderungskatalogs der Lehrer an; gleichzeitig jedoch prangert er die „APESS-Bemühungen“ auf diesem Gebiet an, indem er sie in einen sinnlosen Zusammenhang setzt mit den Neuwahlen für den APESS-Vorstand im Februar 1980. Völlig absurd ist schließlich die Bemerkung, diese Neuwahlen lieferten eine günstige Gelegenheit „für Vorwahl-Geplänkel beim neuen Minister“.

Der lange aufgestaute Groll des ehemaligen Staatssekretärs gegen die Sekundarlehrer macht sich am deutlichsten Luft in der abstrusen Behauptung, in der Person

Fernand Bodens sei ein „APESS-Vertreter“ zum Unterrichtsminister bestellt worden. Die „t“-Leser, die diese Falschinformation für bare Münze nehmen, müssen sich dann wohl auch mit der Tatsache abfinden, daß vor fünf Jahren mit Guy Linster auch ein APESS-Vertreter ins Unterrichtsministerium berufen wurde. Vermutlich aber hat der Ex-Staatssekretär den wichtigen Unterschied zwischen APESS-Vertreter und APESS-Mitglied bewußt ignoriert (G. Linster

und F. Boden sind nämlich beide APESS-Mitglieder), um auf diese fragwürdige Art und Weise bei seinen Lesern den Eindruck zu erwecken, der APESS werde in Zukunft jeder Wunsch erfüllt, da sie ja durch den Unterrichtsminister in der Regierung vertreten sei.

Die Sekundarlehrer sind es seit Jahren gewohnt, von bestimmter Seite als privilegierte, konservativ-reaktionäre Kaste verschrien zu werden; daß sich jedoch Ex-Staatssekretär und Sekun-

darlehrer Guy Linster nunmehr in aller Öffentlichkeit, der gleichen primitiven Pauschalurteile bedient, stimmt immerhin bedenklich. Sollte er etwa mit diesem Artikel die Nachfolge eines notorischen Professorengagners im „t“ angetreten haben? Oder bedeuten seine Angriffe auf die APESS wohl gar, daß die Kampagne gegen die Sekundarlehrer in den letzten Jahren von oben herab gelenkt wurde?

Der Vorstand der APESS

Anmerkung von Guy Linster

Der APESS-Vorstand tritt einmal mehr den Mann, und nicht den Ball. Es wäre jedoch ohne Zweifel von Vorteil gewesen, wenn der Autor meinen Artikel gründlicher und etwas weniger voreingenommen gelesen hätte: er würde mir (resp. dem „tageblatt“) keine dunklen Absichten oder finsternen Machenschaften gegen die APESS unterstellen. Es gibt im „tageblatt“ keine „notorischen Professorengegner“; es scheint jedoch im APESS-Vorstand eine notorische Mehrheit zu geben, die es nicht vertragen kann, wenn ihre Ansichten und Interessen nicht pauschal und von vorneherein gutgeheißen werden.

Die APESS hat es an Sachlichkeit mir und meiner Politik der Revalorisierung des technischen Unterrichts gegenüber fehlen lassen. Nur deshalb kann sie auch diesmal aus meinem Artikel zur CSV-Schulpolitik „tiefwurzelnde Ressentiments gegenüber der APESS“ herausle-

sen. Nach allem, was in den letzten Jahren von APESS-Mitgliedern und APESS-Vertretern geschrieben worden ist, ist es wohl offensichtlich, daß die „Ressentiments“ nicht bei mir liegen!

Man wirft mir vor, ich habe den Unterschied zwischen APESS-„Mitglied“ — das ich doch auch einmal war! — und APESS-„Vertreter“ — als den ich Minister Boden hingestellt habe — bewußt ignoriert. Mitnichten. Ich kenne und mache den feinen, aber wichtigen Unterschied: Fernand Boden hat als CSV-Abgeordneter regelmäßig zu Schulproblemen Stellung genommen und dabei den Standpunkt und die Interessen der APESS inhaltlich übernommen. Er hat auf der politischen Tribüne die APESS-Thesen mit aller Deutlichkeit „vertreten“. Das war sein gutes Recht, auch wenn der APESS-Vorstand plötzlich zu merken scheint, was es für eine Lehrergewerkschaft bedeuten kann, im Laufe der letzten Jahre in die direkte Nähe der CSV gerückt zu sein. Der Vor-

stand versucht nun, Distanz zu gewinnen. Dafür hab ich Verständnis. Ich verspüre jedoch nicht die geringste Neigung, auch noch bei der „Absetz“-Bewegung als Sündenbock herzuhalten.

Als „sozialistisches“ APESS-Mitglied wurde ich mit schöner Regelmäßigkeit, besonders zum Schulanfang, von den APESS-Vertreter angegriffen. Nun ist ein APESS-Mitglied einer andern politischen Couleur Unterrichtsminister und Situationen, die früher als „unhaltbar“ angeprangert wurden, sind heute keines Aufhebens mehr wert.

Doch es sei drum: ich will es mir gesagt sein lassen. Ich werde Kollege Boden, den ich als ehrlichen Menschen und aufrichtigen Politiker kenne, nie mehr einen APESS-„Vertreter“ nennen. Es wäre ihm zu wenig Ehre angetan.

Guy Linster

Anm. d. Rd.: Damit dürfte dieser Themenkreis ausdiskutiert sein.

Guy Linsters geradezu abenteuerliche These von der CSV-hörigen APESS versuchte j-j schon einmal in der "revue" zu verkaufen. Auch die von Ressentiments völlig freie, feine Unterscheidung zwischen "ehrliche(n) Menschen" und unehrenhafter APESS ist so neu nicht. So gesehen, hat die "t"-Redaktion recht ...

Etre professeur malgré l'APESS

J'aime mon métier et je ne crois pas être malheureux. S'il est vrai que les taquineries de mes connaissances au sujet de mes congés m'irritent parfois, je dois convenir que mes conditions de travail, traitement et congés, se comparent favorablement à ceux de mes collègues à l'étranger.

Mais depuis quelque temps j'ai honte!

A lire ce que mes collègues du comité de l'APESS se permettent d'écrire, je me demande d'où ils sortent et où ils vivent. Les invectives, les affirmations fausses, les imputations malveillantes à l'égard du Ministre et du Secrétaire d'Etat dépassent les bornes de ce qu'un intellectuel et éducateur peut se permettre sans saper voire couper les relations nécessaires entre les hommes politiques, le milieu social et la fonction enseignante du secondaire.

Nous nous sommes moqués de M. Emile Schaus, nous avons abhorré M. Grégoire, nous étions en guerre avec M. J. Dupong. Nous avons dès les premiers jours honni les Kriepts et Linster.

Mais qui sommes-nous donc? Qui nous donne le droit de les condamner tous? Serions-nous l'instance du dernier recours? L'autorité morale suprême? Des ayatolas?

Prenons garde! Ces allures de censeurs ne sont pas appréciées, s'il est évident que

nous sommes égoïstes, injustes et bornés. Les jeunes collègues se rient de nos prétentions et de notre suffisance! Le milieu social s'irrite de notre ignorance des réalités économiques et sociales! Malgré nos nombreux séjours à l'étranger, nous ne semblons pas être à même de juger notre pays, notre situation matérielle, nos relations avec l'Etat par rapport à ce qu'ils sont dans les pays où nous passons nos congés.

Nous ne sommes même pas en mesure d'avouer que nous sommes des privilégiés. Nous croyons qu'à force de nous plaindre nos concitoyens nous croiront malheureux et oublieront leurs préoccupations.

L'APESS est un organisme dangereux qui ruine les relations entre les professeurs, les parents et les organes de l'Etat. L'APESS nuit à notre réputation. La mauvaise foi dont elle fait preuve depuis cinq ans, son parti pris, sa superbe nous vaudront un jeu des surprises désagréables.

Car il n'y a plus aucun homme politique qui prenne l'APESS au sérieux.

Il est heureux qu'il devient apparent que l'APESS ne représente pas la majorité des professeurs et que d'autres organismes articulent des jugements plus nuancés et se conduisent avec plus de civilités.

Magister t 16/6/79

Dire que ces élucubrations ad maiorem gloriam regnantium ont été publiées par un journal de gauche! L'APESS, syndicat de professeurs, mais syndicat quand-même, est donc "un organisme dangereux". Soyons sérieux, maître! A qui donc devez-vous vos "privilèges"? Certainement pas aux politiciens qui se fichent drôlement de béats comme vous!

Examen de fin d'études secondaires 1979

● Enseignement classique

	Sections				Total
	A	B	C	D	
Candidats (nombres absolus)	20	42	125	41	228
Admis (%)	75	80,95	60,80	70,73	67,54
Refusés (%)	10	9,52	18,40	21,95	16,66
Ajournés (%)	10	9,52	14,40	2,43	10,96
Session de septembre (%)	5	—	6,40	4,87	4,82

Résultats 1978: Total: 219 élèves; admis: 83,56 %; refusés: 16,43 %.

● Enseignement moderne

	Sections				Total
	A	B	C	D	
Candidats (nombres absolus)	98	67	265	242	672
Admis (%)	70,40	68,65	60,75	57,85	61,90
Refusés (%)	15,30	17,91	26,79	28,09	24,70
Ajournés (%)	11,22	8,95	10,56	10,74	10,56
Session de septembre (%)	3,06	4,47	1,88	3,30	2,82

Résultats 1978: Total: 623 élèves; admis: 77,04 %; refusés: 22,95 %.

● Classement par établissements scolaires

	Candidats (chiffres absolus)	Admis (%)	Refusés (%)	Ajournés (%)	session de septembre (%)
Athénée g-d	138	60,86	27,53	7,97	3,62
Lycée clas. de Diekirch	98	73,46	11,22	12,24	3,06
Lycée clas. d'Echternach	72	59,72	26,38	9,72	4,16
Lyc. de garçons (Lux.)	115	48,69	32,17	15,65	3,47
Lyc. de garçons (Esch)	125	65,60	23,20	11,20	—
Lyc. Robert-Schuman (Lux.)	85	60	18,82	14,11	7,05
Lyc. Hub.-Clément (Esch)	76	80,26	10,52	7,89	1,31
Lyc. Michel-Rodange (Lux.)	132	69,69	20,45	6,81	3,03
Pension. Notre-Dame	20	20	45	20	15
Pension. Ste-Famille	39	64,10	25,64	7,69	2,56

● Enseignement classique et moderne

— Résultats 1979: Total: 900 élèves; admis: 63,33 %; refusés: 22,66 %; ajournés: 10,66 %; session de septembre: 3,33 %.

— Résultats 1978: Total: 842 élèves; admis: 78,74 %; refusés: 21,25 %.

— Résultats 1977: Total: 797 élèves; admis: 80,17 %; refusés: 19,82 %.

● Enseignement privé

— Résultats 1979: Total: 59 élèves; admis: 49,15 %; refusés: 32,20 %; ajournés: 11,86 %; session de septembre: 6,77 %.

— Résultats 1978: Total: 53 élèves; admis: 64,15 %; refusés: 35,84 %.

R.L. 31/8/79

Nous concédons que la publication de ces statistiques assouvit la curiosité du grand public, flatte l'amour-propre de nombreux collègues et/ou incite à l'émulation profitable. Mais que signifie le commentaire énigmatique d'AW: (le LHCE occupe la 1ère place)"sans doute à l'étonnement de beaucoup de monde. Un classement qui va à l'encontre de bien des idées reçues"???

Lettre ouverte au nouveau ministre de l'Éducation nationale

LW 22/9/79

(...)

(Votre) parti n'a pas hésité à vous léguer cette grande responsabilité à un âge qui fait de vous le benjamin des ministres de l'Éducation des pays européens. Ceci nous porte à croire qu'il y a de l'espoir.

En effet, notre génération, votre génération n'est-elle pas appelée à préparer directement l'avenir de nos enfants, de vos enfants? N'a-t-elle pas le devoir d'œuvrer pour les changements dans nos écoles qui permettraient à un maximum de jeunes d'entrer dans le monde du travail avec une qualification scolaire et professionnelle polyvalente et élevée?

Au-delà des querelles doctrinaires et partisans, au-delà des positions arrêtées et figées, il y a dans l'enseignement luxembourgeois des problèmes réels qui attendent une solution.

- Les 40 % de jeunes qui chaque année quittent nos écoles sans qualifications scolaires et professionnelles.

- Le stress scolaire qui tend à augmenter, même au niveau des premières années de l'enseignement primaire.

- Les près de 30 % d'enfants d'immigrés dont beaucoup éprouvent des difficultés d'adaptation sérieuses face aux exigences des programmes scolaires actuels.

- Le malaise de beaucoup de parents aux prises avec les problèmes qui se posent au cours de la scolarité de leurs enfants.

Il y a donc du pain sur la planche!

Ainsi l'APEN se permet de vous rap-

peler certaines propositions de solution qu'elle a déjà présentées à vos prédécesseurs:

- abolition à court terme de l'examen d'admission et création d'une 7^e vraiment unique;

- introduction à moyen terme du tronc commun;

- réforme approfondie de l'enseignement primaire tenant compte de l'épineux problème posé par la présence des enfants d'immigrés;

- révision du système de cotation actuellement en vigueur dans notre enseignement;

- création de bases légales permettant une participation véritable des parents et des élèves aux décisions importantes de leur école.

Certes, nous ne prétendons pas que ces propositions constituent un remède magique à tous les maux de l'enseignement actuel, mais nous sommes convaincus que ces mesures pourraient améliorer sensiblement la qualité des prestations de l'école publique et contribuer à créer une meilleure atmosphère et des échanges plus fructueux entre les milieux familial et scolaire.

Nous espérons, Monsieur le ministre, que vous saurez aborder tous ces problèmes avec courage et lucidité, avec élan et maîtrise pour leur apporter des éléments de solutions dans l'intérêt même de l'enseignement public luxembourgeois.

Nous sommes prêts à y apporter notre collaboration.

Le comité exécutif de l'APEN

Enfin on sait pourquoi Messieurs Krieps et Linster n'ont pas osé aller au bout de la voie que leur avait tracée l'APEN: ils n'appartenaient plus à la génération "appelée à préparer directement l'avenir de nos enfants"! M. Robert Krieps, dans un de ses heureux moments d'éloquence, a trouvé d'ailleurs un terme moins encombrant pour chanter l'éloge de la jeunesse. (cf. Bulletin 74/2, p. 75)

LW 14/7/79 Die Englischlehrer und der „tronc commun“

Vor einigen Tagen berichteten wir über die Neugründung einer Vereinigung der luxemburgischen Englischlehrer (ALEA).

Unumgänglich gemacht wurde die Gründung von ALEA durch das vor einiger Zeit im Parlament gestimmte Kadergesetz zum „Tronc commun“: Schon seit langem hatten die Englischlehrer mit steigender Besorgnis davon Kenntnis genommen, daß in den 1977 und 1978 veröffentlichten Berichten Englisch für das 2. und 3. Jahr des „Tronc commun“ nicht namentlich als Pflichtfach für alle Schüler erwähnt wurde.

Die englische Sprache ist aber äußerst wichtig im Luxemburger Wirtschaftsleben. Gerade der Abbau des englischen Sprachstudiums könnte Luxemburgs internationale Zukunftschancen erheblich gefährden. Dabei sollte man nicht nur an die Einpflanzung amerikanischer Unternehmen in Luxemburg denken, sondern auch an die Teilnahme luxemburgischer Forscher, Techniker und Handwerker bei ausländischen Projekten.

Es ist notwendig Englisch als obligatorisches Fach für sämtliche Schüler beizubehalten, weil gerade eine freie Wahl für oder gegen Englisch gefährden könnte. In sämtlichen Sparten müßte dem Kinde ein erster Kontakt mit der englischen Sprache gegeben werden, selbstverständlich mit verschiedenen

Methoden und getrennter Zielsetzung. Auch die Kinder der Einwandererfamilien dürfen nicht durch eine kurzfristige Politik auf dieses internationale Mittel der Verständigung und persönlichen Bildung verzichten müssen.

In sechs Jahren müssen bekanntlich die besten Luxemburger Englischstudenten der Sektion A in die Lage versetzt werden, gleichberechtigt mit ihren englischen und amerikanischen Kollegen ein angelsächsisches Universitätsstudium zu bestreiten. Besonders unsere Wissenschaftler und Techniker müssen ausgezeichnete Kenntnisse im Englischen aufweisen, da ja 70% der Fachliteratur dieser Sparten auf Englisch veröffentlicht wird und Englisch außerdem die erste Übersetzungssprache für russische, japanische und chinesische Publikationen ist.

Es wäre also höchst unverantwortlich, die Stundenzahl dieses Unterrichts auf der untersten Stufe herabzusetzen, oder das Studium zu spät anlaufen zu lassen, da doch jedermann weiß, daß man eine Fremdsprache desto leichter lernt, je jünger man ist.

Man muß außerdem eine pädagogisch vertretbare Wochenstundenzahl für dieses Fach verlangen. Zwei oder drei Wochenstunden sind, besonders im Anfangsstadium, absolut ungenügend, vor allem wenn man bedenkt, daß diese „Stunden“ nur mehr 45 Minuten enthalten sollen!

Conscient de ces carences, Jacques Pelletier, le secrétaire d'Etat à l'Education, a voulu frapper un grand coup. Il vient de lancer des expériences pilotes d'enseignement renforcé des sept principales langues vivantes dans 70 établissements (cinq ou six heures hebdomadaires au lieu

de trois) et souhaite ouvrir un grand débat national sur la question. Tous les parlementaires et tous les ministres ont été alertés. « *La possession des langues par les futurs dirigeants est une question de survie pour l'économie de notre pays.* »

ON EN PARLE..

LA DECLARATION

GOUVERNEMENTALE

Education nationale

Tout en maintenant un haut niveau de formation, le Gouvernement entend adapter continuellement et harmonieusement l'enseignement aux évolutions et changements sociaux, économiques, scientifiques et culturels. Une attention particulière sera accordée aux besoins spécifiques de certaines groupes de jeunes, dont plus particulièrement les jeunes sur le point d'entrer dans la vie active, les enfants en difficulté d'apprentissage scolaire, les enfants doués, les jeunes filles dans le cadre de la formation professionnelle, les enfants des travailleurs migrants et les handicapés physiques et mentaux.

Une réforme de l'enseignement primaire touchera les matières enseignées, les méthodes d'enseignement et l'organisation administrative des écoles. Le passage à l'enseignement postprimaire sera facilité grâce à une observation systématique des élèves dans leur comportement scolaire, observation qui préparera une orientation efficace ultérieure. Les projets concernant la réforme de la formation des instituteurs et la réorganisation de l'Institut Pédagogique seront réexaminés.

La finalité de l'enseignement complémentaire et les modalités de transition vers les autres ordres d'enseignement postprimaire, ainsi que vers la vie professionnelle seront réétudiés.

Le système diversifié actuel de l'enseignement postprimaire sera maintenu et amélioré. Le tronc commun sera réalisé par des expériences-pilotes limitées et contrôlées, qui éviteront tout nivellement vers le bas. En tout état de cause, le Gouvernement entend préserver le libre choix du type d'enseignement.

Dans l'enseignement secondaire technique, la mise en application de la loi du 21 mai 1979 se fera en étroite collaboration avec les milieux professionnels et pédagogiques concernés. Dans cette

perspective il sera créé un Conseil Supérieur de la Fonction Professionnelle et de l'Enseignement Secondaire Technique. Le cycle inférieur (12-15 ans), par l'élaboration de nouveaux programmes, assurera aux élèves une solide formation générale et une différenciation progressive selon les voies de formation choisies.

Le Gouvernement envisage de procéder à une réforme de l'enseignement des adultes.

Dans tous les ordres d'enseignement le Gouvernement entend promouvoir la recherche et l'innovation pédagogiques.

Pour toutes les réformes scolaires qu'il réalisera, le Gouvernement procédera dans la concertation et le dialogue avec les enseignants et les parents d'élèves.

Les problèmes des écoles privées trouvera une solution dans le cadre d'un régime contractuel qui, en contre-partie des aides de l'Etat, soumettra les écoles privées à un contrôle quant au programme de l'enseignement et à la qualification du personnel enseignant.

Soucieux de résoudre le problème de la nomination des enseignants-stagiaires, le Gouvernement établira un programme pluriannuel tendant à résorber, dans la mesure du possible, le surplus de candidats-professeurs qui sont chargés d'une tâche complète. Le programme de recrutement ne devra pas bloquer définitivement les chances d'engagement des promotions futures. Afin d'éviter une pléthore dans l'avenir, une législation portant planification des besoins en personnel enseignant sera adoptée dans les meilleurs délais.

Les critères et modalités de l'actuelle législation sur les bourses d'études et les subsides pour les étudiants de l'enseignement supérieur seront reconsidérés dans un sens plus social.

Les modalités de la réglementation actuelle des vacances scolaires seront revues.

Zum Nachdenken ...

LW 21/8/79

Nicolas Estgen wurde zum neuen Direktor der Diekircher Hotelschule ernannt

Nicolas Estgen (CSV), Abgeordneter im Europaparlament wurde gestern zum Direktor des Diekircher „Lycée Technique Alexis Heck“ ernannt. Er wird diese Funktion bis Ende September ausüben und sich dann entscheiden, ob er das Amt weiterführen oder in das Europaparlament wechseln wird.

La jeunesse démocratique proteste contre la nomination de M. Estgen

Le comité exécutif de la Jeunesse Démocratique Luxembourgeoise, réuni le 21 août 1979 à Luxembourg sous la présidence de M. Claude A. Hemmer, président national,

— a pris connaissance avec stupéfaction de la nomination de M. Nicolas Estgen, parlementaire européen du Parti Chrétien-Social, au poste de directeur de l'Ecole Hôtelière Alexis Heck à Diekirch, après sa récente

t 24/8/79

promotion de professeur-attaché au poste de Conseiller de Gouvernement adjoint;

— s'étonne de la rapidité avec laquelle la cuisine populaire de pistonnage chrétienne-sociale vient d'être réouverte, en dépit des protestations du Parti Chrétien-Social contre de telles pratiques au cours de la législature écoulée;

— proteste énergiquement contre cette combine douteuse, visant uniquement à assurer à Monsieur Estgen une retraite plus aisée, étant donné qu'il ne pourra jamais exercer ces fonctions du fait de l'incompatibilité de fonctionnaire d'Etat et de parlementaire européen;

— ne voudrait méconnaître l'importance de l'Ecole Hôtelière en tant qu'institut de formation professionnelle pour de nombreux jeunes dans un secteur offrant encore bien des débouchés;

— ne peut accepter que le nouveau Ministre de l'Education Nationale, M. Fernand Boden, se prête déjà à de telles tribulations qui ne font que discréditer l'Ecole Hôtelière et ne servant en rien les intérêts du secteur hôtelier;

— lance un sérieux appel aux Ministres chrétiens-sociaux de ne point retomber dans les méandres du favoritisme dont le Parti Chrétien-Social était toujours le champion.

Unglückliche Amtseinführung des neuen Erziehungsministers

Unterrichtminister Boden hat durch zwei während der Ferien getroffene Entscheidungen Aufsehen erregt:

1. Die Nominierung des CSV-Europaparlamentariers, AFP-Präsidenten und beigeordneten Regierungsrates Nicolas Estgen zum Direktor des Lycée technique Alexis-Heck, Diekirch.

Das SEW im OGB-L begrüßt, daß zum ersten Mal ein ehemaliger Lehrer des technischen und beruflichen Unterrichts zum Direktor einer öffentlichen Lehranstalt berufen wurde.

Dies wäre besonders der Fall, wenn es sich nicht um eine rein politische Gunsterweisung handeln würde. In der Tat handelt es sich hier nicht um eine ordentliche Ernennung, sondern um eine bloße Absicherung seiner Ansprüche im Staatsdienst.

Wir verwehren uns dagegen, daß so wichtige und verantwortungsvolle Posten im Unterrichtswesen als Wartestellung für ehrgeizige Politiker mißbraucht und damit entwertet werden.

Dienstag, 28. August 1979
Nr. 192



Der Koch und sein Süppchen

Der Moralist aus dem „Luxemburger Wort“ ist daher schief gewickelt, wenn er schreibt, im Falle Estgen sei es nicht drum gegangen, „einem Beamten einen Vorteil zu verschaffen, sondern lediglich darum, einen Nachteil gegenüber anderen Beamten zu verhindern.“

Herrn Estgen ist nämlich nichts Nachteiliges widerfahren, im Gegenteil. Wenn er in 5 Jahren nicht mehr Europaparlamentarier ist, dann wird ihm die nächste Regierung einen Posten als Schuldirektor anbieten müssen, bestimmt keine Verschlechterung für einen ehemaligen Berufsschullehrer. (...)

Robert Goebbels † 6/9/79

- Bedauernswertes SEW! Da begrüßt man nun den ersten E5-Aufsteiger in den 8. Himmel der Direktoren, um ihn gleich anschliessend als Günstling zum Teufel zu jagen. Und wer, im SEW, will schon von "politischer Gunsterweisung" gehört haben?
- "... bestimmt keine Verschlechterung ..." Welch noble, fast schon angelsächsische Zurückhaltung. Weil es die Sozialisten waren, die am 21.5.79 den "Berufsschullehrern" den Weg zu Höherem ebneten? Und weil sie dabei nicht unbedingt Herrn Estgens Wohl im Auge hatten?

Über nachfolgende Textsammlung zu den Problemen der Professoren-anwärter wollen wir nicht viele Worte verlieren. Zu offensichtlich ist, dass alle Parteien versuchen, aus der Nominierungsfrage politisches Kapital zu schlagen, die CSV, indem sie die Anstellung aller in Aussicht stellt, die LSAP, indem sie sich zweiflerisch gibt und zur Wachsamkeit aufruft.

Was jedoch die Haltung der CGFP betrifft, so liegen die Dinge anders. Mit beispielloser Unverschämtheit versucht man nun schon seit Wochen so zu tun,

- als hätte es langwierige Verhandlungen zwischen der Regierung und Herrn Daleidens Monopol-Verein gegeben,
- als wäre es der alleinseligmachenden CGFP zu verdanken, wenn die neue Regierung endlich das tut, was man von der vorherigen vergeblich verlangt hat.

Nach dem Communiqué des 22.9. und der Siegesmeldung, welche das LW am 27.9 ins Land posaunte, verstummte die CGFP-Lobby des Bistumsblattes einige Wochen lang. Am 31. Oktober jedoch war's mit der Zurückhaltung vorbei: da legte man wieder den Hit von der "ausgehandelten Lösung der Professorenanwärter" auf.

Wir halten fest:

- wider besseres Wissen vermitteln CGFP und LW den Eindruck, als wäre die Nominierungsfrage so gut wie gelöst dank der "Gespräche(n) auf verschiedenen Ebenen zwischen Regierung und CGFP";
- zumindest zwei Regierungsmitglieder haben uns gegenüber dementiert, dass mit der CGFP "verhandelt" worden ist;
- keine Zeile stand bisher im LW, dass die betroffenen Professorenanwärter selbst die Lage keineswegs so rosig-optimistisch einschätzen. (vgl.: "x" 29/9 und 5/10, Flugblatt der DNAP)

Der Sinn dieser Selbstbeweihräucherungs- und Verdunklungsaktion liegt auf der Hand: die CGFP will auf diese Weise bei den Jung-Akademikern Terrain gewinnen und gleichzeitig die bisher gegen den Einheitsgedanken gefeierten Professoren verunsichern: die Regierung beugt sich den Forderungen des gewerkschaftlichen Muskelprotzes! die CGFP kämpft für die Rechte der "carrières supérieures"!

In Wahrheit geht es darum, die Monopol-Ansprüche der CGFP durchzusetzen. Dass man dabei nicht gerade zimperlich in der Wahl der Mittel ist, dürfte vorliegende Textauswahl verdeutlicht haben.

- NB 1) Was ist übrigens aus dem CGFP-Vorschlag geworden, die Professorenanwärter in den Privatschulen unterzubringen? Hat man etwa inzwischen eingesehen, dass diese Forderung - peinlicherweise - indirekt beinhaltet, dass es zuviele Lehramtsanwärter gab, was von allen anderen gewerkschaftlichen Organisationen, APESS inkl., energisch bestritten wurde und wird?
- 2) Im LW-Bericht vom 31.10 kann man lesen, dass die CGFP-Führung die "Unregelmässigkeiten" bedauert, "die das normale Funktionieren des Schlichtungsausschusses verhindern". Dabei war es die CGFP gewesen, welche dieses Streikgesetz (Anti-Streik-Gesetz, meint die DNAP) begrüßte, während wir von Anfang an Bedenken angemeldet haben. Aus Herrn Daleidens Sicht hätte schliesslich auch alles "normal funktioniert", hätten sich APESS, DNAP und ADUSE nicht gewehrt, dass CGFP und AGESS allein die Salariatspartei vertreten sollten. Und wenn sich diese Schlichtungsinstanz nun als völlig unpraktikables Instrumentarium herausstellt, so nicht zuletzt, weil Herr Daleiden Zeter und Mordio schlägt, dass ER die Bank mit einem ADUSE-Vertreter teilen soll!! c-fe

Die einen raus, die andern rein!

Donnerstag, 23. August 1979
Nr. 188



Am liebsten möchte er alle Stagiari-Professoren anstellen, hatte der frischgebackene Erziehungsminister Fernand Boden bei seinem Amtsantritt erklärt. Von diesen Worten zur nüchternen Wirklichkeit ist jedoch ein großer Schritt: Er entzog 8 Professoren ihre vom Großherzog unterzeichnete Ernennung nach einem Jahr Praxis und schickte sie wieder in die Wüste! Die besagten 8 Professoren waren laut großherzoglichem Beschluß vom 14. August und 22. September vergangenen Jahres ernannt worden und übten so ihren Beruf aus. Aufgrund eines Formfehlers reichten 9 Stagiari-Professoren eine Klage beim Staatsrat ein in der sie behaupteten, die Ernennung der 8 genannten Professoren sei unrechtmäßig und müßte widerrufen werden.

Am 13. Juli dieses Jahres hielt das Comité du Contentieux des Staatsrates fest, daß die Klage berechtigt sei, und effektiv ein Formfehler bei der Ernennung vorliege, letztere also zu Unrecht geschehen sei.

Schön und gut. Der Minister hätte so die Möglichkeit gehabt, die 9 Stagiari-Professoren, welche beim Staatsrat vorgesprochen hatten, einzustellen, da es ihnen von rechtswegen zustand und sie eventuell für die Verzögerung sogar zu entschädigen. Auf jeden Fall aber hätte er die anderen 8 im Amt lassen müssen. Denn in allen Ländern Europas gilt in solchen Fällen das „droit acquis“.

(...) 8 Professoren bangen um ihre Zukunft. (...)

Man muß hinzufügen, daß einige von ihnen, aufgrund ihrer Einstellung, sich am Ort ihrer Arbeitsstelle bereits etabliert haben, ja sogar große Schulden gemacht haben um sich ein Häuschen zu kaufen. Das Schriftstück, das ihnen dabei als Basis diente, und den Namen des Großherzogs trug, ist null und nichtig. Durch einen Federstrich des neuen CSV-Ministers Boden.

Hr. Boden hat somit sein erstes Ei in dieser Regierung gelegt. Es war ein „dickes“ Ei und steht wohl kaum in Einklang mit den großen Versprechen der ersten Tage seines Amtsantritts.

r. d.

Unterstellungen gegen den neuen Erziehungsminister

LW 31/8/79

2. Die „Entlassung“ von 12 Professoren

Am 17. Januar 1974 verankerte Unterrichtsminister Jean Dupong die diesbezüglichen Kriterien wie folgt in einem großherzoglichen Reglement:

„Les stagiaires ayant passé avec succès l'examen pratique peuvent être nommés

directement aux fonctions de professeur, selon les besoins du service et dans l'ordre de leur classement final.“

Die Kandidaten wurden also in der Reihenfolge der im Examen erhaltenen Punktzahl genannt.

Konnten von einer Promotion nicht alle Kandidaten genannt werden, dann waren diese die ersten, die im nächsten Jahr an die Reihe kamen.

Am 26. Februar 1977 nun änderte Staatssekretär Linster dieses Reglement ab und zwar in dem Sinne eines komplizierteren Klassierungsmodells, und so, daß die Kandidaten von vorhergehenden Promotionen mit den neuen vermischt wurden. So konnten Interessenten von jüngeren Promotionen die älteren überflügeln, dies um so mehr, als die Examenskommissionen in Anbetracht der neuen Klassierung die Punkte möglicherweise geschmeidiger und nuancierter verteilten. Außerdem wurde das Reglement von 1977 retroaktiv angewandt. So wurde zum Beispiel 1977 eine Kandidatin, die nach dem Reglement von Jean Dupong auf dem 3. Platz figurierete, auf den 8. Platz zurückversetzt, weil retroaktiv auf sie die neuen Bestimmungen angewandt wurden, von denen weder sie noch ihre Kommission im Verlauf ihres Examens eine Ahnung hatten.

Die Retroaktivität ist aber nach unserem Rechtsprinzip der gesetzgebenden Gewalt, d.h. der Kammer vorbehalten. Kein Reglement kann retroaktiv wirksam gemacht werden. So wurde denn auch im Oktober 1977 von Me Georges Margue beim „Conseil d'Etat“ gegen diese Willkür des Staatssekretärs Berufung eingelegt.

Der Streitsachenausschuß des Staatsrats legte am 13. Juni 1978 in seinem Beschluß klar und deutlich dar, daß Staatssekretär Linster mit der neuen Klassierung eine Gesetzwidrigkeit begangen hatte und annullierte daraufhin ausdrücklich des Staatssekretärs Klassierung.

Ein zweites Mal wurde Staatssekretär Guy Linster am 28. November 1978 von

den Interessenten beim Staatsrat angeklagt und am 13. Juli für schuldig befunden. Der Staatsrat annullierte dementsprechend die von Linster getätigten Ernennungen.

Was hat nun der neue Unterrichtsminister mit der ganzen Angelegenheit zu tun? Nichts weiter, als daß er das Urteil des Staatsrats, so wie Linster es auch hätte tun müssen (!), den Interessenten mitteilte, ihnen aber gleichzeitig in Aussicht stellte, daß sie so bald wie möglich (so viel wir wissen, praktisch gleichzeitig mit der Ernennung der von Linster benachteiligten und geschädigten Kandidaten) eine neue Ernennung erhielten.

Es gehörte also schon ein gutes Stück Unverfrorenheit und schlechter Wille dazu, die Öffentlichkeit glauben zu lassen, Fernand Boden hätte das Geringste mit der Sache zu tun. Auch werden die Betroffenen keineswegs „hängen“ gelassen. Im Gegenteil. Aus gut unterrichteter Quelle wissen wir, daß auch die übrigen Professorenanwärter, die, wie die AGESS schreibt, „wegen der absurden Austeritätspolitik des vorigen LSAP-Ministeriums verunsichert wurden“, binnen kürzester Zeit einer definitiven Regelung ihrer Situation entgegensehen können. Wie, das wird der neue Unterrichtsminister bei Schulbeginn den Interessenten wohl selbst mitteilen.

So wird Fernand Boden nach der Kriepps-Linster-Ära in mancher Hinsicht Wiedergutmachungsarbeit leisten müssen.

Solche politischen Fehlentscheidungen auf die Beamten des Ministeriums abwälzen zu wollen („Verwaltungsfehler“, wie das „t“ schreibt), zeugt von einer ethischen Erbärmlichkeit, die jeder Beschreibung spottet.

(gekürzt)

Der CSV-Bluff mit den „Stagiaren“ oder: „Et misst jo liicht sin...“

t 18/8/79

Vor den Wahlen ließ die CSV keine Gelegenheit verstreichen, aus dem Problem der noch nicht definitiv angestellten Junglehrer Kapital zu schlagen. Doch nun drückt sich CSV-Minister Boden geschickt an den gemachten Versprechen vorbei.

Die Regierungserklärung begnügt sich damit, die realistische Politik der vorigen Koalition fortzuschreiben. Heute geht nur mehr die Rede von einem „programme pluriannuel tendant à résorber, dans la mesure du possible, le surplus de candidats professeurs“. Es ist offensichtlich, daß die Vorsicht des Herrn Werner über die Wahl-Demagogie des Herrn Boden gesiegt hat.

Gut unterrichteten Pressekreisen zufolge soll die Haushaltsvorlage für 1980 keine außerordentlichen Maßnahmen zugunsten der Junglehrer enthalten.

In seiner Pressekonferenz warf Unterrichtsminister Boden seinen Vorgängern Untätigkeit vor. Er konnte aber keine konkrete und schnelle Lösung im Sinne der CSV-Motion vorlegen.

Im Gegenteil: Für den aufmerksamen Beobachter ist die Hinhaltetaktik augenscheinlich. Im Gegensatz zu allem, was die CSV früher gesagt hat, heißt es nun, die „Stagiaren“-Frage könne nur über ein Planifikationsgesetz gelöst werden.

Ich teile diese Auffassung, die ich selbst immer verteidigt habe — gegen den damaligen Abgeordneten Boden. Ich kann dem jetzigen Unterrichtsminister jedoch nicht mehr zustimmen, wenn er sagt, die Planifikations-Vorlage (doc. parl. No 2250) müsse abgeändert werden. Das hieße nämlich, daß dieses Gesetz nicht mehr, wie vorgesehen, im Herbst von der Kammer verabschiedet werden kann. Damit steht fest, daß die Lösung der Stagiaren-Frage über den Weg eines „programme pluriannuel“ zumindest um ein weiteres, unnötiges Jahr verschoben wird.

Ich fasse zusammen :

Die CSV-Minister machen hier, wie auf anderen Gebieten, ihre noch im Wonnemonat Mai gegebenen Versprechen nicht wahr. Weder über die zu schaffenden Planstellen in der Haushaltsvorlage für 1980, noch durch eine schnelle Verabschiedung der Gesetzvorlage Nr. 2250 werden die Forderungen der AGESS-CGFP oder der DAP erfüllt werden. Es wird nicht einmal von einer Anstellungsgarantie gesprochen, so wie die vorige Regierung sie auf meinen Vorschlag hin für den Jahrgang 1976 gegeben hatte !

Die Wahlen sind vorbei. Die Probleme sind geblieben. Die Einlösung der gemachten Versprechen ist nicht mehr vor-dringlich !

Guy LINSTER

La CGFP ne désarme pas

22. September 1979

Hier vendredi la «Confédération Générale de la Fonction Publique» nous a fait parvenir le communiqué suivant:

Le problème des professeurs-stagiaires

Depuis des années la CGFP oeuvre dans l'intérêt de la solution du problème des professeurs-stagiaires et accorde un appui sans réserves aux groupements professionnels des intéressés qui se distinguent par leur dynamisme: SETP/CGFP, AGESS/CGFP et DNAP.

En tant que seule organisation syndicale représentative sur le plan national de la fonction publique, la CGFP a multiplié au cours des dernières années les démarches et actions, afin de sensibiliser l'opinion publique et les autorités politiques, en vue du règlement définitif de ce grave problème, dont le pouvoir porte l'entière responsabilité.

Tout au long de la campagne électorale et de la formation du Gouvernement, la CGFP a fait pression pour obtenir les garanties nécessaires quant à la nomination de tous les candidats et aspirants-professeurs en service et ceci avant toute réforme des modalités de formation et de recrutement et la mise en oeuvre d'une procédure de planification.

Ces efforts viennent enfin d'aboutir à

des résultats concrets, qui permettent une solution favorable et définitive par étapes successives et rapprochées de l'ensemble du contentieux.

La solution négociée par la CGFP et que le Gouvernement s'engage à réaliser, prévoit:

1. qu'incessamment un certain nombre de nominations viendront éliminer les rigueurs créées par l'application de dispositions réglementaires controversées;
2. que le projet de loi portant planification des besoins en personnel dans l'enseignement post-primaire à adopter sans délai, sera complété par des dispositions transitoires permettant, dès 1980, la nomination de tous les candidats-professeurs encore en service, remplissant ou venant à remplir les conditions de qualification requises.

La CGFP note avec satisfaction que la solution retenue répond dans une large mesure aux revendications qu'elle n'a cessé de présenter, tant au gouvernement, qu'à la commission de conciliation. Les engagements pris par le gouvernement, et au respect desquels la CGFP veillera, devraient mettre fin à une situation des plus pénibles.

Lösung des Stagiarenproblems laut CGFP-Modell offiziell bestätigt

An die hundert Professorenanwärter
dürften kurzfristig angestellt werden

10 - Hinlänglich bekannt durch mannigfaltige öffentliche Protestaktionen ist die Frage der Professorenanwärter, die

voller Mißmut in den letzten Jahren ihrer Anstellung beim Staat harrten. In der Regierungserklärung vom vergange-

nen 24. Juli hatte Staatsminister Pierre Werner eine Lösung dieses leidigen Problems angekündigt durch die Aufstellung eines mehrjährigen Programmes, mit dem einerseits der Überschuß an Professorenanwärtern aufgefangen und andererseits die Einstellungschancen der kommenden Promotion nicht endgültig blockiert werden sollte.

Nur wenige Wochen nach dieser Absichtserklärung beweist die christsoziale-liberale Regierung anhand des Haushaltsplanes für 1980, daß sie mit ihrem Versprechen Ernst machen will. Wie Finanzminister Jacques Santer gestern Mittwoch bei der Pressekonferenz nach der Budgetdeponierung im Parlament auf Anfrage bestätigte, geschieht die Lösung nach jener Verfahrensweise, die in letzter Zeit bei Gesprächen auf verschiedenen Ebenen zwischen Regierung und CGFP (Confédération Générale de la Fonction Publique) ausgehandelt wurde. Vorgesehen ist hierbei die sofortige Bereinigung der durch die Anwendung einer kontroversierten Reglementierung

der vorigen Regierung entstandenen Härtefälle. Sodann kommt es zu der immer wieder von seiten der CGFP geforderten Globallösung, derzufolge das im Parlament liegende Planifizierungsgesetz für das Personal im postprimären Unterricht durch Übergangsbestimmungen ergänzt wird, die eine Anstellung sämtlicher schon in Staatsdiensten stehenden Professorenanwärtern mit erfolgreichem Stageabschluß erlauben, wie auch jener, die ihre Stagezeit erst abschließen werden.

Es dürften an die hundert Planstellen sein, die für 1979 noch vorhanden sind und umgehend besetzt werden sollen. 1980 steht eine Lösung für die annähernd 200 restlichen Professorenanwärter an, die noch keine Ernennung haben. Weiter bestätigte Finanzminister Santer gestern, daß das bereits im Parlament hinterlegte Planifizierungsgesetz, das wie erwähnt durch Hinzufügung von Übergangsbestimmungen zuerst eine Lösung des alten Problems bringen soll, noch vor Ostern verabschiedet wird.

LW

27. September 1979

Stagiarenfrage: CSV-Versprechen mit Vorsicht genießen!

Die AGESS (Association générale des enseignants de l'enseignement secondaire et supérieur) hatte gestern abend eine Informationsversammlung zu den Versprechen der CSV-DP-Regierung, betreffend die definitive Lösung der Stagiarenfrage, die bereits von ihrer Mutterorganisation, der CGFP, mit viel Vorschublorbeeren bedacht worden waren, einberufen. Die jungen Lehrer zeigten sich vorsichtiger als die CGFP, meinten zwar, daß, falls Santer und Boden ihre Versprechen hielten, das Problem gelöst werden könne, daß die Sache jedoch mehrere Haken habe. So wurden für 1980 keine Nominierungen im Budget festgehalten und die Ernennungen von dem Votum des Planifikations-

gesetzes, das jedoch ein obligatorisches Jahr am Cours Supérieur und ein Aufnahmeexamen zur Stage verlange... Um für den Fall gewappnet zu sein, wo das Votum des Planifikationsgesetzes sich dahinschleppen würde, hat die AGESS beschlossen, die eingeleitete Schlichtungsprozedur weiterlaufen zu lassen, um gegebenenfalls syndikalistische Maßnahmen ergreifen zu können. Bedauert wurde auch, daß die von der letzten Regierung beschlossenen hundert Nominierungen von den neuen Verantwortlichen dahingeschleppt werden. Wir werden in den nächsten Tagen ausführlich auf diese Problematik zurückkommen und uns mit den Luftschlossern der Santer, Boden und Co. auseinandersetzen.

M.d.B.

Samstag, 29. September 1979
Nr. 219



„Nominiert wird wer gebraucht wird . . .“

Am Dienstag nun wurde die DNAP (Délégation nationale des aspirants professeurs) von Erziehungsminister Boden empfangen.

Erpressungsversuche ?

Dieser erneuerte sein Versprechen, daß alle Professorenanwärter, die ihr Abschlußexamen erfolgreich bestanden haben bis 1980 eingestellt würden... **FALLS SIE GEBRAUCHT WÜRDEN.** Er sei persönlich der Meinung, daß sie alle gebraucht würden.

Ein ungutes Gefühl löst allseits auch die Tatsache aus, daß im Budget 1980 keinerlei Kredite für Nominierungen vorgesehen sind und die Regierung die fälligen

Nominationen über Uebergangsstimmungen im Planifikationsgesetz, das vor Ostern verabschiedet werden soll, regeln will.

Die Betroffenen sind sich bewußt, welches Risiko sie damit ausgesetzt werden.

Da das Planifikationsgesetz eine ganze Reihe von Bestimmungen enthält mit denen die Stagiare und Professorenanwärter nicht einverstanden sind, fürchten sie, daß die Regierung durch die Verbindung von Nominationen und Planifikationsgesetz die Hauptbetroffenen mundtot machen oder gar erpressen möchte.

Die DNAP begnügt sich daher nicht mit dem Verspre-

chen, daß die Professorenanwärter angestellt werden, falls sie gebraucht werden, sondern fordern die Formulierung, daß sie angestellt werden weil sie gebraucht werden, was ihrer Meinung nach in den letzten Monaten zur Genüge bewiesen worden ist.

Zweitens fordern sie eine Trennung von Nominationsfrage und Planifikationsgesetz, um sich nicht Erpressungsversuchen auszusetzen. Sie fordern kurzfristig die Bereitstellung der zunächst gestrichenen Kredite für die Nominierungen.

Demnächst wird die DNAP eine Generalversammlung einberufen, um über weitere Schritte zu befinden.

M. d. B

Freitag, 5. Oktober 1979
Nr. 224



Lösung des Stagiarenproblems 1980?

Laut WORT (j-lo) vom 27. September hält die Regierung die Lösung der Stagiarenfrage parat:

„Nur wenige Wochen nach dieser Absichtserklärung (i.e. Regierungserklärung) beweist die christsozial-liberale Regierung anhand des Haushaltsplanes für 1980, daß sie mit ihrem Versprechen ernst machen will.“
Richtig ist:

Der Haushaltsplan für 1980 sieht keine einzige Planstelle für Junglehrer des postprimären Unterrichts vor. Die vorige Regierung hatte in ihren Vorarbeiten für das Budgetgesetz 1980 75 neue Posten vorgeschlagen.

Diese Posten hätten die Ernennung von rund hundert Junglehrern im Jahr 1980 gesichert. Das wären feste Posten gewesen, über die die Abgeordneten schon in einigen Wochen abgestimmt hätten. Doch diese Posten sind nachträglich aus der Haushaltsvorlage gestrichen worden: das Budgetprojekt beweist also bestenfalls, daß die Regierung nicht gewillt ist, mit ihrem Versprechen ernst zu machen und es weiterhin bei einer allgemeinen „Absichtserklärung“ bewenden zu lassen. Weiter schreibt das Wort:

„Vorgesehen ist hierbei die sofortige Bereinigung der durch die Anwendung einer kontroversierten Reglementierung der vorigen Regierung entstandenen Härtefälle.“

Richtig ist:

Die „kontroversierte Reglementierung“ hätte es erlaubt, Lehrer der Promotionen 1976-79 zu ernennen. Der Staatsrat hat nun entschieden, daß zuerst alle Kandidaten der Promotion 1976 eine Ernennung haben müssen, ehe die Kandidaten der darauffolgenden Jahre berücksichtigt werden dürfen. Daß die sogenannten „Härtefälle“ von 1976 sofort bereinigt werden können, ist jedenfalls nur der vorigen Regierung zuzuschreiben, die im Budgetgesetz für 1979 die notwendigen Posten fest verankert hatte.

Seit Jahren werden durch das Budgetgesetz neue Planstellen für die Nationale Erziehung geschaffen. Im Jahr 1979 waren 75 Planstellen ausdrücklich für die Bedürfnisse des postprimären Unterrichts festgehalten worden, eine Prozedur, die auf die Dauer die Probleme der Stagiarpromotoren gelöst hätte, ohne den Nachwuchs brutal in Frage zu stellen.

Warum weicht der Haushaltsplan von Jacques Santer von dieser allgemein anerkannten Prozedur ab?

Die neuen Finanzminister sprechen von Veridizität und Transparenz. Doch hier geht es darum, die Öffentlichkeit und das Parlament in einer kruzialen Frage zu täuschen. Die Lehrgewerkschaften werden mit einem vagen Versprechen abgetan und vertröstet. Kommt Zeit, kommt Rat: das Planifizierungsgesetz wende die Situation wohl endgültig bereinigen.

Meine Frage:

Hat die Regierung vor, 1980 alle Stagiare, die ihr Abschlußexamen bestanden haben, zu Professoren zu ernennen? Wenn ja, warum sieht sie nicht im Artikel 12 der Haushaltsvorlage die notwendigen Posten vor?

Die Regierung weicht dieser Frage aus und verspricht statt dessen das Planifizierungsgesetz noch vor Ostern verabschieden zu lassen. Ist sie sich in dieser Frage ihrer Mehrheit so sicher? Wird das Projekt überhaupt rechtzeitig spruchreif sein? Die CGFP z. B. weiß um die Schwierigkeiten, die zu beheben sind. Wer erinnert sich nicht daran, wie noch vor kurzer Zeit die CSV ihre ALUC-Truppen gegen die von Guy Linster eingebrachte Vorlage mobil gemacht hat? Das Gutachten des Staatsrats stellt das Herzstück des Projektes, nämlich den „concours d'admission au stage“ in Frage, über den auch in manchen Lehrerkreisen keine Begeisterung herrscht. Die Junglehrer und manche Gewerkschaftler sehen in diesem Projekt sowieso nur die

„Planung der Austerität“. Erziehungsminister Boden selbst hat sich in seiner ersten Pressekonferenz sehr skeptisch zum Projekt seiner Vorgänger geäußert.

Es ist also kaum verwunderlich, wenn die Lehrgewerkschaften sich nicht darauf einlassen wollen. Seit Monaten läuft ein Schlichtungsverfahren aufgrund des neuen Streikrechts für Beamte. Stimmt es, daß beantragt worden ist, das Verfahren als gescheitert zu betrachten? Man darf annehmen, daß diese Haltung durch die Haushaltsvorlage, die keine Planstellen vorsieht, ausgelöst worden ist: die Junglehrer sehen sich hinters Licht geführt, nachdem vor den Wahlen der jetzige Kammerpräsident im Namen der CSV die schönsten Versprechen gemacht hatte.

Zudem sollte man die Gefahren allzu simplistischer Vorstellungen, wie sie damals entwickelt wurden und heute unreflektiert übernommen werden, nicht unterschätzen. Wie steht es um die Berufschancen im Unterricht in den 80er Jahren, wenn 1980-81 zwei- bis dreihundert Junglehrer auf einen Schlag eingestellt werden, während ab 1985 die Schülerzahlen auch im postprimären Unterricht zurückgehen werden? Die Regierungserklärung distanziert sich ausdrücklich von den „sozialistischen“ Reformen, obschon gerade die von Robert Krieps und Guy Linster eingeleitete dynamische Schulpolitik die Voraussetzungen für die Schaffung von weiteren Planstellen und für die positive Entwicklung der schulischen Bevölkerung war: für mehr Jugendliche eine verbesserte Ausbildung und eine humanere Schule.

Die sozialistische Fraktion wird auch in dieser Frage ihre Verantwortung übernehmen.

Benny BERG



Samstag, 20. Oktober 1979
Nr. 237

Erster offizieller Meinungsaustausch zwischen CGFP und Regierung

Die CGFP brachte hierbei erneut die ausgehandelte Lösung des Professoren-anwärterproblems zur Sprache, wobei die Regierung als Dementi zu irreführenden Meldungen ihren Willen bestätigte, gemäß dem Verhandlungsergebnis, alle im Dienst stehenden Kandidaten zu nominieren, die ihre pädagogische Ausbildungsphase erfolgreich abgeschlossen haben oder abschließen werden.

(...)

Abschließend hielt die CGFP-Führung darauf, der Regierung ihr Befremden über eine grobe Gesetzeswidrigkeit auszudrücken, die bei der Ausführung des Streikgesetzes begangen worden sei und über die Unregelmäßigkeiten, die das normale Funktionieren des Schlichtungsausschusses verhindern.

Mittwoch, den 31. Oktober 1979

Voilà plusieurs années que nous luttons sans relâche pour l'aboutissement de nos revendications légitimes. Il va sans dire que tous les points que nous avons marqués jusqu'ici (116 nominations en 79, pas de chômage pour aucun d'entre nous, disparition du spectre de la pléthore, ...), l'ont été grâce à notre mobilisation. Or, aujourd'hui, alors que le nouveau gouvernement et son ministre de l'Education Nationale essayent par tous les moyens de brouiller le jeu par des déclarations ambiguës et contradictoires, alors que par là ils ont réussi à semer un optimisme mal à propos, voire des illusions dangereuses au sein de notre mouvement, nous devons plus que jamais recourir à notre seul moyen garantissant une victoire définitive: la mobilisation active de toutes nos forces!

Car cette victoire est possible. Notre mouvement a su sensibiliser tant de syndicats, tant de partis politiques qu'aucun ministre, aucun gouvernement ne peut rester insensible à un tel rapport de forces. Mais ce rapport de forces reposant uniquement sur notre action risque de se détériorer si nous nous laissons endormir par les belles promesses d'un ministre manifestement peu au courant.

Souvenons-nous des leçons du passé! Si nous avons cru aux promesses du gouvernement précédent, notre mouvement serait aujourd'hui en voie de disparition, à un moment où nos revendications restent insatisfaites. Voilà pourquoi, en cette période décisive de notre lutte, nous devons plus que jamais resserrer nos rangs. Dans cette optique il est indispensable que chacun prenne ses responsabilités et participe à l'AG pour

- discuter des affirmations contradictoires émanant du gouvernement ainsi que des promesses sans garanties du MEN*
- refuser le chantage du gouvernement voulant intégrer nos nominations dans la fameuse loi de planification (concours, Cours obligatoire, ...)*
- agir contre l'odieuse loi anti-grève entravant dangereusement les libertés syndicales des fonctionnaires*
- décider ensemble des initiatives et des actions à envisager de toute urgence.*

L'ETRANGER:

PARALLELES ET

DIFFERENCES

63 LA RENTRÉE SCOLAIRE

Dans les collèges

● En classe de 4^e.

La réforme du « collège unique » progressivement mise en place depuis 1977 s'applique cette année aux classes de quatrième, qui sont « indifférenciées », c'est-à-dire que, comme en sixième et en cinquième, tous les élèves suivent le même enseignement, un « soutien » (voir ci-dessous) étant prévu pour ceux qui ont des difficultés.

L'horaire hebdomadaire est pour tous les élèves de 24 h. 30, ainsi réparties : français, 5 h.; mathématiques, 4 h.; première langue, 3 h.; histoire-géographie, économie-éducation civique, 3 h.; sciences expérimentales, 3 h.; éducation artistique, 2 h.; éducation manuelle et technique, 1 h. 30; éducation physique et sportive, 3 h. Chaque élève doit en outre choisir au moins une option parmi les disciplines suivantes : latin, grec, deuxième langue vivante, première langue vivante renforcée, technologie.

Les nouveaux programmes ont entraîné un renouvellement des manuels, qui sont distribués gratuitement.

Toutefois, contrairement aux dispositions prévues par la réforme Haby, tous les élèves n'entrent pas encore en classe de quatrième indifférenciée : 10 à 20 % de ceux qui étaient en cinquième l'an dernier devaient être orientés en lycée d'enseignement professionnel, 5 à 12 % vers l'enseignement pré-professionnel, 10 à 12 % devaient être admis à redoubler.

● Le « soutien »

La réforme des collèges a prévu depuis 1977 une heure hebdomadaire de soutien en français,

mathématiques et langues vivantes pour les élèves en difficulté. Les séances de soutien, qui s'appliquent maintenant aux classes de sixième, cinquième et quatrième, peuvent être scindées en demi-séances d'une demi-heure « bien réparties » dans la semaine. La recherche du « contact » et la « qualité du dialogue » doivent être privilégiées, précise une circulaire récente, qui demande au professeur de « diversifier le vocabulaire qu'il utilise, le rythme qu'il emploie » pour aider les élèves en difficulté.

● L'entrée en 6^e

Pour faciliter le passage des élèves de l'enseignement primaire au collège, une expérimentation sera entreprise en vue de « rechercher les conditions d'une meilleure harmonisation entre le niveau du cours moyen deuxième année et les exigences d'un bon déroulement de la scolarité en sixième ».

Dans les lycées d'enseignement professionnel

● Séquences éducatives en entreprise

Vingt à trente mille élèves de deuxième et troisième année feront cette année des stages en entreprise d'un ou deux mois — inclus dans le cursus scolaire. Encore appelés « éducation concertée », ces stages sont placés sous la responsabilité des professeurs et d'un « tuteur » dans l'entreprise. Ils impliquent une modification de la pédagogie, qui doit s'ouvrir davantage sur la vie, afin notamment de freiner l'« évaporation » des élèves de LEP en cours d'études. A terme, tous les élèves de ces établissements seront concernés.

De l'école au lycée

● Les projets éducatifs et culturels spécifiques

Cette notion, créée par la mission d'action culturelle du ministère de l'éducation, est destinée à relancer et à élargir les « 10 % » (temps scolaire libéré pour des activités originales) en intégrant leur esprit à toute l'activité éducative. Pour la mise en place des projets éducatifs et culturels, les établissements — collèges, lycées et LEP — pourront recevoir des subventions du ministère.

● Journée et année scolaire

Les départs en vacances d'été devraient être étalés sur une période de deux semaines (du 27 juin au 11 juillet), les académies étant regroupées en cinq zones. La date de la rentrée de 1980 n'a jamais été évoquée, ce qui ne répond toujours pas à la question de la durée des grandes vacances. A la fin de l'année 1979 toutefois, le calendrier des vacances scolaires devrait être fixé pour trois ans.

Des expériences de « journée continue » pourront être menées dans certains établissements.

● Les centres de documentation et d'information

Non seulement bibliothèques mais aussi lieux de rencontres où les élèves peuvent pratiquer des travaux de recherches, préparer des exposés, les centres de documentation et d'information (C.D.I.) seront plus nombreux. Il y aura à la rentrée deux cent soixante C.D.I. pourvus de documentalistes dans les LEP et mille quatre cent quatre-vingt-dix adjoints d'enseignement documentaliste, dans les collèges, deux types d'établissements où le nombre de C.D.I. était encore faible.

Journée continue dans les lycées : Réactions mitigées

LE FIGARO
SAMEDI 1^{er} SEPTEMBRE 1979

Réactions mitigées à la suite de l'annonce par Christian Beullac, ministre de l'Education, de la parution d'une circulaire autorisant les responsables de lycée à instituer la journée continue dans leur établissement (nos éditions d'hier). Regrettant tout d'abord qu'aucune consultation avec les diverses parties intéressées - syndicats d'enseignants, fédérations de parents d'élèves - n'ait précédé cette annonce, la Fédération de l'Education nationale (F.E.N., à direction socialiste) a néanmoins adopté une position assez modérée ne se déclarant **« pas hostile sur le principe à toute initiative qui pourrait améliorer les conditions de travail des élèves et des maîtres »**, elle souligne que les emplois du temps sont déjà établis dans la plupart des lycées, et que les établissements volontaires devront donc remodeler cette année les horaires de leurs classes à quelques jours de la rentrée.

Une situation qui, selon la fédération, risque d'entraîner **« la pagaille »**. La F.E.N. exprime également ses craintes quant à deux questions : le contenu de la journée scolaire - restera-t-il inchangé ou faut-il envisager une

réorganisation de la semaine scolaire? - et les activités des élèves l'après midi. La France est-elle actuellement assez équipée en infrastructures sportives et culturelles pour soutenir les expériences de journées continues?

C'est également la question que se posent les enseignants du Syndicat national des Lycées et Collèges (S.N.A.L.C., indépendant) affirmant **« qu'il est nécessaire de pouvoir apprécier les conditions techniques d'applications de ces expériences »**. Déplorant lui aussi l'absence de concertation, le S.N.A.L.C. avance une objection d'ordre pédagogique : les quelque cinq heures de travail intensif du matin seront-elles vraiment compensées par la détente de l'après-midi? Ne vaut-il pas mieux des demi-journées mieux équilibrées? Enfin, le S.N.A.L.C. redoute que l'instauration de la journée continue soit prétexte à une réorganisation de toute l'année scolaire et que ne soient raccourcies les vacances d'été : ce que le S.N.A.L.C. se refuse à envisager. **« On almerait en savoir plus »**, conclut-il.

Nous osons espérer que M. Fernand Boden ne s'inspirera ni de cette innovation française ni - surtout - de la tactique adoptée par M. Beullac. En effet, le MEN français semble avoir appris sa leçon au Luxembourg, pendant le règne de MM. Krieps et Linster. On ne peut qu'être frappé de la similitude de procédure: absence de consultation, annonce-surprise de la Bonne Nouvelle, quelques jours avant la mise en pratique. Mais, en fait, tout ça, c'est du passé...

la revanche du privé

« Je reçois des maîtres auxiliaires au chômage, explique le frère Gonon avec bénignité, mais aussi de nombreux professeurs en poste stable. Eh oui, ils aimeraient tant trouver un climat qui leur permette, enfin, d'enseigner... » Forcément. Dans le « privé », les fortes têtes qui « répondent » au prof, les mauvais éléments font long feu. On les vire, bon débarras, le « public » peut bien les reprendre. Le niveau d'un collègue se juge d'après les résultats au bac. Donc, dehors les perturbés, les redoublants, les mêmes à problèmes ! Bonne renommée fait ceinture dorée. A Saint-Laurent, 80 % des candidats passent le bac haut la main (65 % dans le « public »). D'autres générations de bons élèves font queue pour assurer la relève, et enjoliver l'affiche. La sélection ne pose aucun problème : la demande est largement supérieure à l'offre. La croissance démographique d'hier touche aujourd'hui l'enseignement secondaire. C'est une catastrophe pour le « public » ouvert, c'est une bénédiction pour le « privé » fermé. D'autant plus que le « public », soumis à un déferlement de réformes contradictoires, expérimente dans la douleur et essuie les plâtres. Le « privé », lui, persévère confortablement dans son être. Comme par hasard, c'est ce qu'on lui demande.

Le secrétariat général de l'Enseignement catholique règne sur dix mille établissements et cent vingt mille maîtres. D'où une inévitable pression des

syndicats. « Ils » deviennent aussi hargneux que dans le « public », dit à peu près le secrétariat. Les militants « privés » de la C.f.d.t. sont particulièrement actifs à Nantes et dans la région Rhône-Alpes. Ils luttent pour que le meilleur enseignement — le leur ? — ne soit pas réservé à une prudente élite, mais touche la masse des défavorisés. Un dessein généreux. Un peu paradoxal, malheureusement, quand on sait d'où vient le vent.

Nicole Fontaine, secrétaire générale adjointe de l'Enseignement catholique, souhaite pour le « privé » des maîtres encore meilleurs. Elle veut susciter de pieuses vocations : « C'est une des clefs de l'avenir. » On doit noter que Nicole Fontaine était, sur la liste de Simone Veil, candidate aux élections européennes. Et que le gouvernement ne veut faire aucune peine, même légère, au « privé ». Tout se passe comme si la France avait désormais deux écoles, une pour les élus, l'autre pour les réprouvés.

Certes, on ne saurait reprocher aux parents de chercher fiévreusement, au coup par coup, la moins mauvaise recette pour que leurs héritiers ne partent pas perdants dans une course où tous les croche-pieds sont permis. Mais de là à achever l'école publique, grande malade de notre système, il y a un monde. Une si vieille lune que ça, la bataille laïque ? ■

Enquête de Danièle Granet.

Pourquoi les parents cherchent-ils aujourd'hui à fuir « leur École » ?

La réponse est aisée. Depuis dix ans, l'enseignement public est attaqué par ceux-là mêmes qui devraient le défendre. Les cascades de réformes, sans concertation avec les enseignements, ont désorienté, non seulement les parents, mais aussi les maîtres du public. Comment pouvait-il en être autrement ? On leur donnait deux directions à la fois : continuer à faire des élites tout

en accueillant tous les enfants dans une École commune. (...)

Le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège continuera, contre vents et marées, à lutter pour une école où, de la classe maternelle à la classe de 3^e, les enfants et adolescents avanceraient à leur rythme.

Nous ne baisserons pas les bras.

*Jean BATTUT,
secrétaire national à l'Action laïque
du S.n.i.-P.e.g.c.*

Sans vouloir intervenir dans une affaire qui, en premier lieu, concerne parents et enseignants français, nous devons constater néanmoins, avec une certaine satisfaction d'ailleurs, que la situation décrite par l'"Express" ne vaut pas pour notre pays.

L'APESS a souligné à maintes reprises que l'introduction bâclée et généralisée du Tronc commun devrait déboucher quasi nécessairement à l'institution d'un enseignement parallèle pour privilégiés, soucieux d'épargner à leurs enfants le sort d'élèves sacrifiés sur l'autel d'une pédagogie égalitariste, voire anarchisante.

Les cris d'alarme qui nous parviennent de Suède, de France et d'Allemagne ne font que confirmer notre scepticisme vigilant.

L'article du "Point" démontre à merveille les contradictions et absurdités d'une politique scolaire qui, à force de vouloir revaloriser le travail manuel par le biais d'une scolarisation tous azimuts, aboutit aux résultats les plus bizarres: pléthore d'universitaires aux diplômes de plus en plus dévalorisés, pénurie de techniciens et d'artisans compétents et consciencieux.

Heureusement que chez nous il y a, depuis peu, le Lycée technique pour parer à telle évolution!

« Passe d'abord ton bac... »

C'était une facétie éculée de dire que bientôt il faudrait son bac pour être balayeur. Or il est aujourd'hui presque nécessaire dans certaines branches. De la garde des moutons au nettoyage des carreaux, les diplômés arrivent. Jardiniers ou palefreniers, voici les techniciens du plein air. Pour le ménage, apparaît un tout nouveau brevet d'études professionnelles de « technicien d'entretien et d'hygiène des locaux industriels ». Et puis, plus question de s'improviser jardinier... de golf ; il faudra, là aussi, un brevet spécial, préparé sur un vrai terrain, en deux ans d'études après la troisième, au lycée de Neuvic-d'Ussel, en Corrèze.

Nouveaux besoins, nouveaux parchemins. Il faut le bac (ou au moins son équivalent) cette fois pour devenir pédicure et apprendre, en deux ans, à soigner les pieds, ou pour s'initier (en trois ans) aux massages anti-cellulite. « *J'avais envie de faire de la philo. Mais on m'a conseillé de préparer un bac C* », raconte une élève d'un cours privé de rattrapage en math qui veut devenir kinésithérapeute.

Pour garder les brebis, la naïveté rustique et l'antique candeur ne sont plus de mise. La peau d'âne est plus recommandée. « *Mais nous avons beaucoup de fausses vocations, et nous conseillons aux candidats bacheliers urbains d'aller faire un stage d'un an dans une bergerie avant d'aborder l'année d'études théoriques* », explique un responsable du Centre d'études zootechniques de Rambouillet. Deux filières : après la troisième, un brevet professionnel en deux ans ; ou bien, après le bac, un brevet de technicien supérieur agricole « productions animales » qui prépare en deux ans encore à la responsabilité d'un élevage. Le bac encore et vingt semaines d'études pour

apprendre à diriger un élevage moderne de poulets à l'Institut technique de l'aviiculture.

Suffit-il au moins, pour savoir soigner les chevaux, de vivre à l'écurie ? Pas du tout. Le brevet professionnel de palefrenier se passe aussi après la troisième et deux ans d'études. Mais l'on ne devient technicien supérieur « formations hippiques » qu'après un bac B, C ou D. Futurs moniteurs d'équitation, à vos math ! « *Ce BTS a été créé parce qu'on s'est aperçu que les centres hippiques dirigés par des hommes de cheval avaient de gros problèmes financiers. On a donc voulu créer des cadres capables d'en assumer la gestion* », explique-t-on au Centre d'études zootechniques qui croule sous les demandes d'inscription.

Même succès, écologie oblige, pour tous les métiers de la nature. Il faut un bac C, D ou E et un BTS de l'Ecole technique du bois de Saint-Mandé pour devenir exploitant forestier. On doit savoir compter les chênes qu'on abat. Les meuniers ne dorment plus depuis que le bac et deux ans d'études sont requis pour sortir de l'Ecole nationale supérieure de meunerie. Quant aux laitiers, ils seront nantis d'un diplôme d'études supérieures de l'Institut national d'études sur le lait et la viande de l'université de Caen. Les viticulteurs n'ont rien à leur envier. Le savoir des maîtres de chais qui se transmettait jadis, tastevin à la main, de père en fils ne suffit plus. Pour devenir un œnologue distingué, il faut aujourd'hui passer par la fac, à Bordeaux, à Montpellier, à Reims ou à Dijon. On ne s'étonnera plus que les cuisiniers et les hôteliers eux aussi aient leurs parchemins, un BTS « gestion des hôtels ou restaurants » ou « production culinaire ».

La revalorisation du travail manuel, prônée par Lionel Stoleru, voulue par VGE, passera-t-elle, d'abord par l'université ? ● CATHERINE PIERRE

Une réforme proche de la révolution : la création d'un professorat d'arts plastiques

La classe de dessin va disparaître des lycées et collèges. A l'origine de cette mesure se trouve paradoxalement un inspecteur général de l'Instruction publique, Jean-Michel Colignon, qui est également le doyen français des disciplines artistiques. Il a expliqué à France Huser par quel type d'enseignant il veut remplacer le « prof » de dessin traditionnel et en quoi ce changement va très au-delà du seul cycle scolaire.

JEAN-MICHEL COLIGNON. — Jusqu'à maintenant, nous vivions sur un héritage, la sclérosante tradition des ateliers et des académies. Le seul critère d'appréciation était la ressemblance. Evidemment, le jour de l'examen, la notation était aisée. Il suffisait, comme pour une version latine, de relever les faux sens, contresens, inexactitudes... Le dessin devenait en somme une banalisation de la photographie. Ainsi conçu, il n'était pris en considération qu'à l'école. Quant à l'enseignement d'un dessin plus valable, inutile de se leurrer : dans les établissements scolaires, de la 6^e à la 3^e comprise, nous disposons de 120 heures — soit l'équivalent de trois semaines dans une école des Beaux-Arts. De plus, à partir de la classe de seconde, les cours de dessin ne sont pas exactement supprimés mais rendus facultatifs — ce qui revient à peu près au même. Or qui tiendrait le pari de réussir en quarante fois moins de temps que les écoles des Beaux-Arts ce qu'elles ne réussissent, elles, que dans

8 % des cas ?

Qu'attend-on désormais de ces professeurs d'arts plastiques qui ont remplacé les anciens professeurs dits de « dessin » ?

J.-M.C. — Qu'ils reviennent à leur véritable vocation : celle d'éducateur. Ils doivent utiliser les formes, les couleurs, les matériaux, non pas pour faire répéter, copier servilement à des enfants le monde qui les entoure, mais à des fins éducatives : c'est-à-dire pour former les esprits, aider l'enfant à s'épanouir, à participer à sa propre éducation ; il s'agit d'abandonner une partie d'un « savoir-faire » qu'on distribuait autrefois à une petite minorité au profit d'un « savoir-être » que l'on propose à tous.

Comment est née cette réforme ?

J.-M.C. — Entre 1948 et 1952, dans les « classes nouvelles », on expérimentait beaucoup. On se souvenait des expériences de Freynet ou Montessori, et, à travers eux, de l'école américaine de pédagogie. On découvrait qu'il existait une « autonomie » de l'enfant. Des classes déjà étaient autodisciplinées : plus de cours traditionnels ! Par exemple, j'avais un fichier où chaque élève suivait, indiquait lui-même ses progrès et le programme qu'il souhaitait ; chacun allait à son propre rythme. C'est à ce moment-là que le professeur de dessin (que j'étais encore) a compris qu'il avait un autre rôle à jouer que d'apprendre à reproduire une feuille de platane ou d'imposer aux gens des tête-à-tête interminables avec des tabourets à mettre en perspective...

Le Nouvel Observateur

Lundi 3 septembre 1979

Nous reproduisons cette interview (abrégée) et l'article du "Monde" conc. la presse à l'école parce que nous espérons susciter des réactions de la part de nos lecteurs. On a reproché au Bulletin d'abandonner la réflexion pédagogique. Aux collègues de prouver le contraire!

LA PRESSE A

L'ÉCOLE

Ce qu'en pensent parents et enseignants

LES organisations de parents (1) comme celles d'enseignants sont, dans l'ensemble, favorables à l'étude et à l'introduction de la presse à l'école. Avec des nuances de deux ordres : quant au danger d'endoctrinement à éviter et quant aux moyens matériels nécessaires.

La Fédération des conseils de parents d'élèves (F.C.P.E., présidée par M. Jean Cornec) voit en la presse « un outil particulièrement utile au développement de l'esprit critique de chacun ». Elle « pose le problème des crédits accordés aux établissements scolaires pour l'acquisition du matériel pédagogique et d'enseignement » dont la presse est l'« un des éléments ».

Pour la Fédération des parents d'élèves de l'enseignement public (PEEP, présidée par M. Antoine Lagarde), la presse « illustre tout à fait l'éducation hors des murs de l'école » et présente donc « un réel intérêt pédagogique ». Mais trois conditions doivent être remplies : que « le pluralisme d'opinions

soit exigé », que « les enseignants soient préparés à cette tâche » et que « les parents participent au choix des journaux ».

Enfin, l'Union nationale des parents de l'enseignement libre (UNAPEL) estime que la presse à l'école est « un instrument essentiel de l'éducation des jeunes » qui doivent « apprendre à lire et critiquer des informations contradictoires de façon à pouvoir se situer personnellement en toute liberté ».

La météo et le cours des matières premières

Du côté des enseignants, le Syndicat national des instituteurs et professeurs de collège (SNI-P.E.G.C.) rappelle qu'« il a toujours été favorable à l'utilisation de la presse à l'école dès lors qu'est respecté le principe de laïcité et qu'il ne s'agit pas de se livrer à un prosélytisme, quel qu'il soit ».

Grâce à l'introduction de la presse à l'école, de « toute la presse », précise-t-il, le Syndicat général de l'éducation nationale (SGEN-C.F.D.T.) considère que « les jeunes pourront prendre contact avec les réalités du monde contemporain, avec la vie de tous les jours ». Pour le SGEN, les enseignants devraient être formés en cette matière,

amenés à collaborer avec les journalistes et les entreprises de presse, et des crédits devraient être dégagés par le ministère de l'éducation.

Une note discordante dans cette quasi-unanimité : M. Jean Bastié, professeur de géographie à la Sorbonne (Paris-I) et secrétaire général de la Fédération nationale des syndicats autonomes de l'enseignement supérieur et de la recherche, avait déclaré au colloque de l'association Presse - Enseignement (le Monde du 12 mai 1979) craindre que l'examen de la presse à l'école n'« introduise des oppositions politiques entre enfants, entre ceux-ci et leurs enseignants, entre famille et éducation ». Il propose que l'« étude de la presse à l'école se limite aux bulletins météorologiques et à celle des cours des matières premières ».

(1) Les adhérents n'adoptent pas toujours le point de vue de leurs dirigeants. Ainsi, bien que les responsables de la Fédération nationale de parents d'élèves de l'enseignement public, dite « Fédération Giraudeau-Demaret » se déclarent « partisans de l'introduction de la presse à l'école sous toutes ses formes et sans aucune censure », des militants de cette organisation ont protesté l'an dernier contre l'utilisation par une enseignante de Creil (Oise) d'un texte intitulé : « Nous les rockers » paru dans le *Nouvel observateur*. A la suite de cette affaire, l'enseignante a fait l'objet d'une sanction disciplinaire.

Où va l'enseignement du français ?

LES jeunes Français apprennent-ils la langue de leur pays ? La question doit être posée. Les Presses universitaires ont publié en 1973, un petit livre de M. Lucien Morin intitulé *Les Charlatans de la nouvelle pédagogie*. M. Morin est professeur à l'Université de Québec. Ses exemples concernent le Canada et les États-Unis, mais il n'aurait pas eu de peine à en trouver en France.

Quels sont donc les impératifs de la méthode nouvelle qui envahit nos écoles et nos lycées ? Tout d'abord, il est entendu que l'orthographe est inutile. On ne l'enseigne plus. On tolère dans les copies de licenciés en puissance des fautes qu'un instituteur de jadis n'aurait pas admises d'un candidat au certificat d'études primaires. Pour justifier cet abandon, on soutient que l'orthographe française est trop difficile. Comment faisons-nous donc pour l'apprendre à l'école de notre village ? Il m'arrive de correspondre avec des camarades de ce temps. Leurs lettres sont vierges de fautes. Nous n'étions pas plus intelligents que les écoliers d'aujourd'hui, mais on ne nous avait pas mis dans la tête que parler c'est savoir. L'orthographe est indispensable pour différencier le sens des mots : *raisonner* et *résonner* se prononcent de la même manière et ne veulent pas dire la même chose *faim* et *fin*, *amande* et *amende* ; on pourrait multiplier les exemples. La forme des temps de verbe n'est pas moins importante.

Du même coup, on a changé les dénominations. Le pronom est devenu le substitut, appellation bien moins parlante. L'analyse grammaticale se fait dé-

sormais par groupes de mots. M. Lancalet donne cet exemple dans *La Revue universelle* : « Le petit chien du boulanger se promène dans la rue » : d'après les nouvelles grammaires il faut analyser « le petit chien du boulanger » : groupe sujet, ce qui est méconnaître la nature de chaque mot (article, adjectif, substantif...) et sa fonction (sujet, complément), pseudo-simplification qui engendre nécessairement la confusion et qui, entre autres conséquences, rend plus difficile l'initiation aux langues qui ont conservé des déclinaisons.

L'expression orale ayant priorité sur l'expression écrite, le temps n'est pas loin où l'on ne comprendra même plus la lettre d'un fils ou d'un ami. Mais il est posé en vérité d'évidence que les jeunes sont des prodiges, sans grammaire, ni vocabulaire : d'une spontanéité géniale c'est ce qu'on appelle la créativité. Un futur éducateur québécois la définit ainsi : « Être créatif, c'est être libre ; c'est faire quelque chose par soi-même, tout seul, sans aide de qui que ce soit. Pour être créatif, il ne faut pas parler de logique, pis d'intelligence et de choses semblables. La créativité, ça vient comme ça, sans idée préconçue, sans plan préétabli, sans ordre. C'est quelque chose de spontané, d'instinctif. Ça ne se définit pas. ... Être créatif, c'est avoir la vérité sans penser. Être créatif, ça arrive quand la pensée ne marche plus, quand elle s'arrête et c'est quand la pensée s'arrête que la vérité se trouve en nous. »

Je ne suis pas au bout de mon propos. A samedi !

Pierre GAXOTTE,
de l'Académie française

Nous sommes sûrs que cette prise de position (c?)académicienne relancera le débat chez nous. De nombreux collègues ont une opinion fondée et précise au sujet de la nouvelle pédagogie du français. Espérons qu'ils auront le courage de la défendre en public!

Chers petits

LE POINT N° 366 - 24 SEPTEMBRE 1979

Chaque année, c'est le concert : le cartable et les cahiers coûtent encore plus cher que l'an passé.

En France, la gratuité des manuels scolaires existe depuis 1977. Elle touche cette année la classe de quatrième. Pourtant, la Confédération syndicale des familles et celle du cadre de vie protestent. Le prix des fournitures a grimpé de 8 à 15 %. Les plus coûteuses sont celles intéressant les élèves du technique, dont les parents sont souvent aussi les moins argentés : il leur faut en plus acheter du matériel onéreux (tenue de travail, caisse à outils, planche à dessin...). Pour eux, le prix de la rentrée frôle les 1 000 francs.

En Allemagne, la gratuité des fournitures scolaires lancée en 1948 pour les manuels va beaucoup plus loin. Elle varie selon les *lander*. Champion, le Bade-Wurtemberg offre toute fourniture d'un coût supérieur à 1 DM (2,38 F), y compris les vêtements professionnels. Le Schleswig-Holstein a fixé, lui, le seuil de la gratuité à 2 DM. Dans le *land* de Berlin, cahiers et nécessaire à écriture sont gratuits. S'y ajoutent, dans l'Etat de Hambourg, blocs, papier à dessin... La calculatrice de poche est annoncée pour 1980 dans le Bade-Wurtemberg.

En France, il faudra attendre 1983 pour que les manuels soient gratuits jusqu'au baccalauréat. Le budget de cette gratuité est passé, entre 1977 et cette année, de 0,22 % à 0,16 % du budget total de l'Education... ● C.P.

Manuel scolaire unique ?

□ Inquiétude au Syndicat national de l'Edition : la gratuité des manuels scolaires, telle qu'elle est conçue actuellement, ne remplit pas toujours son rôle pédagogique. Le manuel-type demandé par le ministère de l'Education est allégé, standardisé : il doit être « lisible pour tout le monde ». C'est du nivellement. La qualité des manuels français a baissé. Leur exportation vers l'étranger a également diminué. Le nombre de créations baisse aussi d'année en année. On s'achemine lentement vers la mort du pluralisme. Vers le manuel unique. Autre constatation : les manuels ne sont pas donnés à l'élève, mais prêtés pour l'année. Il ne pourra donc les conserver. Or — le S.N.E. n'est pas le seul à le dire : de nombreux parents d'élèves, professeurs et recteurs se joignent à lui — si la **gratuité-prêt** est un excellent premier pas, le but doit être la **gratuité-don** des manuels. Et de manuels **mellieurs**. Mais faut-il s'en prendre à l'éditeur si, dans tel manuel introduit en quatrième cette année, il n'y a qu'un paragraphe de 5 lignes sur Mazarin et de deux pages sur le « Club Méditerranée »... interview exclusive de Gilbert Trigano comprise. ■

FIGARO MAGAZINE 22/09/79

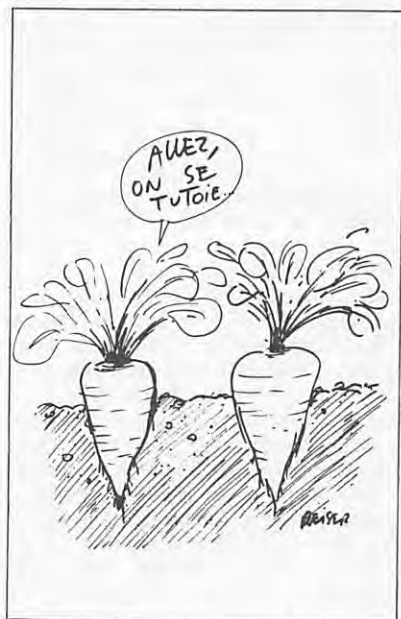
Et chez nous? Ni prêt, ni don, mais le livre scolaire-poule d'or. Exagération? Allez donc vous procurer le recueil de textes philosophiques pour les classes de 1e, édité par le Ministère de l'Education Nationale (ou serait-ce, par hasard, le Ministère des Finances?). Le libraire vous passera 40 feuilles en vrac pour 211 (deux cent onze) francs. (A titre de comparaison: un exemplaire du dernier Bulletin de l'APES, 150 pages brochées, coûta, TTC, 80.- frs.!)

*On peut tutoyer son prof et Dieu
mais pas son sergent ni Coluche.
Alors, « tu », « vous » : complicité, différence ?
« Déshabillez-moi », chantait Juliette Gréco...*

Depuis quelques années, les parents n'ont plus l'oreille qui frise quand leurs enfants rentrent du lycée en parlant de « Jacques, le prof de maths », ou de « Michèle, la prof de chimie ». Elle est passée l'époque où, tablier boutonné et chaussettes sans plis, on entrait au lycée pour s'entendre donner du « Monsieur ou Mademoiselle vous... » A la rentrée, cette année, nombreux sont les professeurs qui ont affronté leurs nouveaux élèves avec un « dites-moi tu... » tout sourire, crispé ou non. Démago ? Pas vraiment. Ces profs-là sont de la génération du « tu » de la révolte qui a secoué les poussières de craie, du « tu » fraternel des potaches en mal d'oxygène.

En juin 1978, « L'Ecole ouverte », un journal pour enseignants, avait demandé un sondage à Louis Harris-France auprès des professeurs. Parmi les questions, celle-ci : la familiarité avec les élèves rend-elle le cours plus facile ? Les moins de 30 ans ont répondu oui à 70 % ; les 30-49 ans, oui à 57 % ; seuls les plus de 50 ans ne plébiscitaient la familiarité qu'à 50 %. Le « tu » du prof est un symptôme comme le bureau magistral qui a dégringolé de l'estrade et les tables en rond dans la classe. C'est plus qu'une mode, c'est un nouvel ordre du monde. Et les nostalgiques de la trique qui « apprenaient à vivre aux morveux » ont raison d'y voir un bouleversement sans précédent.

Partout où le « tu » a remplacé le « vous » respectueux, s'installe un nouvel équilibre des forces. Autrefois, on tutoyait les intimes ou les gens que l'on considérait comme radicalement subalternes. Le maître, le père, le colonel, le curé représentaient des autorités indiscutables marquées par le



« vous » pluriel, qui dépasse la personne. En principe, « je vouvois mes élèves, confie Pierrette Flutiaux, professeur au lycée Chaptal, à Paris, mais il m'arrive souvent d'avoir un « tu » qui m'échappe. Je ne suis jamais gênée que des élèves me tutoient. » Cette réflexion eût été absurde il y a vingt ans. Si artificiel qu'il puisse être, le « tu » marque une incertitude dans les rapports humains, des fissures dans les cloisons qui séparaient autrefois hermétiquement les classes et les rôles sociaux. Il n'y a plus vraiment les enseignants et les enseignés, les parents et les enfants, les grands et les petits.

LILIANE SICHLER ■

Einmal die Woche

Die Lehrerverbände stoßen zunehmend auf Schwierigkeiten, ihre Forderungen nach kürzerer Arbeitszeit plausibel zu machen. Nach einer GEW-Studie lehnen zwei Drittel der befragten Eltern das Ansinnen ab.

Und kaum sind die Sommerferien im ersten Bundesland vorbei, sind auch die Lehrer, als gebe es keine anderen Schulthemen, wieder im Gespräch. Im nordrhein-westfälischen Revier, dort wo der Kohlenpott am schwärzesten ist, lehnte es jeder zweite Junglehrer ab, am Montag letzter Woche seinen Schuldienst anzutreten — für den sozialdemokratischen Kultusminister Jürgen Girgensohn eine „bedauerliche Grundeinstellung“ des pädagogischen Nachwuchses (SPIEGEL 32/1979).

Was Wunder, daß es den Lehrerverbänden zunehmend schwerer fällt, ihre Forderung nach kürzerer Arbeitszeit plausibel zu machen. Um eine „Gleichbehandlung mit anderen Beschäftigten im öffentlichen Dienst zu erreichen“, streiten die Verbände seit Anfang des Jahres für den Einstieg der Lehrer in die 40-Stunden-Woche — die Gewerkschaft Erziehung und Wissenschaft (GEW) ebenso wie die Katholische Erziehungsgemeinschaft Deutschlands, über alle ideologischen Schranken hinweg.

Während die Arbeitszeit fast aller Beschäftigten in den letzten Jahren teils erheblich zurückging, sei der Pflichtunterricht für Lehrer bei steigenden Anforderungen praktisch unverändert geblieben, geht die Klage, und allerlei Statistisches dient als Beleg. So ermittelte der Schweinfurter Statistik-Professor Henning Mittelbach in einer bislang unveröffentlichten Lehrerbefragung für den Bayerischen Philologenverband

eine durchschnittliche Arbeitsbelastung von 52,7 Stunden die Woche.

Mittelbach ließ — repräsentativ ausgewählt — 139 Lehrer an 39 bayrischen Gymnasien für zwei Wochen im Mai Buch führen. Deutschlehrer mit zwei Nebenfächern bescheinigten sich dabei die längste Arbeitszeit pro Woche, 55,1 Arbeitsstunden — davon 11,2 Stunden für die Unterrichtsvorbereitung, 21 Stunden Unterricht, 10,4 Stunden für Korrekturen; der Rest geht für Konferenzen, Elternabende oder Verwaltungsarbeit drauf.

Nicht viel weniger arbeiten danach die Fremdsprachler (54,6 Stunden) und die Naturwissenschaftler (rund 54 Stunden). Selbst die Kunsterzieher bringen es bei 25,4 Unterrichtsstunden auf eine Gesamtarbeitszeit von 50,6 Stunden.

Derlei Befragungen und Durchschnittsberechnungen lassen freilich die Vorteile des Lehrerberufs wie Dispositionsfreiheit und häufige Ferien außer acht und auch individuell unterschiedliche Belastungen unberücksichtigt. Und es gibt ihn ja wirklich, den Lehrer, der schon mittags Tennis spielt oder seinen Rasen mäht — kaum ein Vater oder eine Mutter, die so einen nicht beim Namen wüßten.

Selbst wenn die Gewerkschaft, wie der Hamburger GEW-Vorsitzende Dietrich Lemke sagt, von Beginn an „ohne Illusionen war, was die Unterstützung in der Öffentlichkeit angeht“ — die laufende Diskussion hat „sicherlich Sympathiewerte“ gekostet, gibt der Düsseldorfer GEW-Geschäftsführer Bodo Hombach zu. Christians fürchtet gar, „daß die Aversionen jetzt stärker sind, als sie vorher waren“.

Und es gibt ihn ja wirklich, den SPIEGEL-Journalisten, der recherchiert. Was Wunder, dass es dem Leser schwer fällt zu glauben, dieser "Bericht" sei in Augsteins Magazin erschienen.

Nachfolgende Situationsberichte unterschiedlicher Couleur spiegeln eine recht kontradiktorische Schulwirklichkeit wider. Wir enthalten uns absichtlich jedes besserwisserischen oder triumphalistischen Kommentars. Uns ging es nie darum, nur die Stimmen zur Kenntnis zu nehmen, die unsere Position untermauer(te)n. Die Schule ist uns zu wichtig, als dass wir partout recht behalten wollten; aber dies schliesst auch ein, dass sie uns zu schade sein sollte, um profilierungssüchtigen Polit-Strategen als Werbeträger für rechte oder linke Wahlparolen zu dienen.

Wenn Sie von einem Bundesland ins andere ziehen, können die Kinder ihr blaues Wunder erleben

Die Streitfrage lautet: Qualität oder Quantität? In den Unionsländern verläßt nicht einmal jeder vierte die Schule mit dem Abiturzeugnis. Die Lehrer in den sozial-liberal regierten Ländern dürfen hingegen beinahe jeden zweiten Schüler für hochschulreif erklären. In Berlin, Hamburg oder Bremen gibt es deshalb fast keine Hauptschüler mehr. In Rheinland-Pfalz stellen sie immerhin noch 49 Prozent.

Bonnens Bildungsminister Jürgen Schmude (SPD) hält nur den einen Weg für richtig. Schmude zu BUNTE: „In Bayern steht die Auslese der

BUNTE 27. September 1979

Besten im Vordergrund. In Berlin die Förderung der Breite. Meiner Ansicht ist diese Förderung für die Zukunft unseres Landes und jedes einzelnen Schülers das Bessere.“

Doch gerade Berlin mit dem größten Angebot, sich weiterzubilden, verzeichnet seit Jahren die höchsten Zuwachsraten an arbeitslosen Jugendlichen.

Der Frankfurter Bildungsexperte Professor Dr. Rudolf Amthauer glaubt deshalb: Je mehr sich die Politiker um die Abiturienten kümmern, desto eher vernachlässigen sie die übrigen. Der Professor warnt vor den Folgen: „Es wird übergenug Mundwerker geben, aber Handwerker werden an allen Ecken und Enden fehlen.“

In den SPD/FDP-regierten Ländern werden heute von den Industrie- und Handelskammern 40 000 Lehrlinge weniger freigesprochen als vor zehn Jahren, in den Unionsländern wurden es seit

1969 11 000 mehr. Professor Amthauer: „Ein motivierter Hauptschüler ist für die Wirtschaft nützlicher als ein fehlgeleiteter Gymnasiast.“

Höhere Bildung für alle ist für Bundesminister Jürgen Schmude nur „die Antwort auf den Wunsch vieler Eltern, ihren Kindern eine bessere Zukunft zu ermöglichen.“

Der Fernsehjournalist von Lojewski rechnet sich nicht zu den Befürwortern dieses Systems: „Es werden zwar alle Kinder von der Einschulung bis zur Entlassung möglichst chancengleich gefördert. Aber es ist die Chance der Langsamsten und Unbegabtesten. Die Gesamtschule ist leistungshemmend. Begabte, leistungsfähige und auffassungsfreudige Kinder bringt sie um ihr Recht auf Bildung und freie Entfaltung. Auf keinen Fall haben Kinder in der Bundesrepublik noch gleiche Chancen. Und ihre Familien können längst nicht mehr von einem Bundesland in ein anderes ziehen.“

Hanna-Renate Laurien (CDU), Kultusminister von Rheinland-Pfalz, sieht die Ursachen dieser Entwicklung jedoch eindeutig bei den Politikern: „Wenn man das berufsbildende Schulwesen nicht nachdrücklich verstärkt, wie es in allen CDU/CSU-regierten Ländern geschieht, dann werden Eltern sehr oft glauben: »Es gibt nur einen Weg zum Erfolg für mein Kind, und der heißt Abitur.« Und wenn Tausende auf diesen Weg strömen, darf man nicht erstaunt sein, daß darunter auch mehr Ungeeignete sind. Aber der Jugendliche, der schöpferisch in einem Handwerk tätig

sein kann, hat es doch nicht verdient, als Vier-minus-Abiturient durchs Leben zu laufen, statt als Eins-plus-Gehilfe oder Meister seinen Weg zu gehen. Für uns ist der geglückte Hauptschul-Abschluß, ist die geglückte Lehre genauso wichtig wie das geglückte Abitur. Wer aber die Meinung vertritt, daß nur die Zahl der Abiturienten zählt, darf sich nicht wundern, wenn er zu anderen Ergebnissen kommt.“

Wie kommt es zu Erfolg oder Mißerfolg in der Schule? Bildungsexperte Amthauer mißt dem System nicht weniger, aber auch nicht mehr Bedeutung bei als der Intelligenz, der Motivation und der Herkunft des Schülers: „Früher kam ein hoher Teil der Kinder aus besseren Kreisen, die von ihren Eltern zum Abitur gepreßt wurden. Durch Druck und Nachhilfe wurde die Motivation so weit erhöht, daß sie es schafften. Heute aber wird eine große Zahl von Kindern auf die höhere Schule geschickt, deren Eltern diese Motivation nicht aufbringen. Damit werden viele Kinder ans Messer geliefert. Um aber dieses System trotzdem zu erhalten, haben die Politiker das Ergebnis durch Aufweitung der Schulnoten korrigiert.“

Immer mehr Eltern, die mit dem öffentlichen Schulsystem unzufrieden sind, suchen die Lösung bei den 1142 katholischen und 730 evangelischen Privatschulen in der Bundesrepublik. Doch dort muß jeder zweite Bewerber heute bereits abgewiesen werden.

(gekürzt)

Auf dem Rücken der Kinder

In Hamburg werden die Gesamtschulen, die bisher nur Versuchscharakter hatten, jetzt gesetzlich abgesichert: Ein „Verdienst“ der CDU, die durch öffentliche Angriffe und Anklagen die SPD-Mehrheit in der Bürgerschaft unter Zugzwang setzte.

Kurz-Protokoll dieser SPD-Flucht nach vorn: Im vorigen Sommer rief die Schulbehörde Grundschul-Eltern zur Abstimmung darüber auf, an welche weiterführende Schule sie ihre Kinder schicken wollten. 3916 Eltern — rund ein Fünftel aller Befragten — entschieden sich für die Gesamtschule. Während in anderen Bundesländern jedes Jahr wieder mehrere tausend Kinder vergebens vor den überfüllten Gesamtschulen stehen, weil es dort an Plätzen fehlt, mochten die Hamburger keine Bewerber abweisen. Sie entwickelten einen Plan: Zusätzlich zu den acht bereits vorhandenen sollten 14 neue Gesamtschulen kommen. Um die Kosten niedrig zu halten, wurden passende Gebäude von Gymnasien, Haupt- und Realschulen ausgesucht. Nach und nach sollen dort Gesamtschüler jahrgangsweise aufrücken. Mit dieser allmählichen Schul-Umwandlung wird garantiert, daß alle Schüler den gewünschten Abschluß an der Schule ihrer Wahl erreichen können. Weder Lehrer noch Schüler sollen verdrängt

oder von einer Gesamtschule „geschluckt“ werden.

In zwei Fällen lief es anders als geplant. Verwaltungsgerichte hoben auf Eltern-Antrag die behördlich verfügte Schulreform an zwei Gymnasien auf. Hamburgs Oberverwaltungsgericht (OVG) sorgte am 7. September mit einem heiklen Beschluß schließlich für den Funken, der eine Kettenreaktion auslöste. Das Gericht stoppte die Umwandlung des Gymnasiums Neu-Altona und wies die Schulbehörde an, die dort untergebrachten vier Gesamtschulklassen der fünften Jahrgangsstufe aufzulösen. Mit 21 Hamburger Gesamtschulen sei „das für eine Erprobung notwendige und zulässige Maß“ möglicherweise überschritten. Es sei noch zu klären, ob die Verdrängung herkömmlicher Regelschulen „mit dem Versuchscharakter der Errichtung von Gesamtschulen zu vereinbaren ist“.

So unumwunden hat sich noch selten ein deutsches Verwaltungsgericht in Schulpolitik eingemischt. Hamburgs CDU und die Springer-Presse feierten den Richter-Spruch denn auch freudig-erregt als „Schlappe“ und „Desaster“ für Bürgermeister Kloses Schul-Senator Joist Grolle. Doch die Schadenfreude war nur kurz — bis der Gesetzentwurf der SPD vorlag. Er soll die Gesamtschulen absichern, ebenso wie den Freiraum der Behörde, auf sinkende Schülerzahlen und veränderte Schul-Wünsche rasch zu reagieren.

GESAMTSCHULEN

Wie isset?

Eine unter Verschuß gehaltene Untersuchung in Nordrhein-Westfalen verschärft den politischen Streit um die Gesamtschulen: Sind sie nun besser oder schlechter als die anderen Schulen?

Seit drei Monaten streiten Landespolitiker aller Parteien in Nordrhein-Westfalen um ein Papier, das noch keiner von ihnen gelesen hat. Christdemokraten spekulieren, der Text werde die Jugend in „ein unabsehbares Abenteuer“ stürzen. Die Liberalen verschoben eigens ihren Landesparteitag in die Adventszeit, um sich ja keine falsche Meinung zu bilden. Und Sozialdemokraten, die auch nichts Genaueres wußten, bedrängten ihren Kultusminister Girgensohn: „Jürgen, wie isset?“

Das Interesse gilt der bisher umfangreichsten Untersuchung der Gesamtschule an Rhein und Ruhr — jenes Schultyps, von dem sich die Bildungsreformer die Beseitigung allen Schulübels, deren Widersacher allenfalls „sozialistische Einheitsbildung“ versprechen.

Zwei Wissenschaftlergruppen unter Leitung der renommierten Gesamtschulforscher Helmut Fend (Konstanz) und Jürgen Raschert (Berlin) haben die Schulform detailliert untersucht und die Ergebnisse in einem über hundertseitigen Abschlußbericht zusammengefaßt. Er ist erheblich, womöglich ausschlaggebend für die Entscheidung, ob die Gesamtschule im volkreichsten Bundesland, wo es zur Zeit 30 Versuchsschulen dieses Typs gibt, eine Zukunft hat oder nicht.

SPD-Girgensohn hat das brisante Papier, das in dieser Woche einer redaktionellen Endbearbeitung unterzogen werden soll, seit Wochen unter Verschuß. Er zaudert, die Ergebnisse zu veröffentlichen. Denn anders als frühere wissenschaftliche Untersuchungen stellt die NRW-Studie die Gesamtschule nicht rundheraus positiv

dar, sondern stellt ihr ein vergleichsweise mageres Zeugnis aus — ausgerechnet in puncto Schülerleistungen.

Beim Vergleich von neun der 30 Gesamtschulen mit entsprechenden Lehranstalten des traditionellen Schulsystems (Hauptschule, Realschule, Gymnasium) ermittelten die Professoren bei den eher schwächeren Schülern im sechsten Schuljahr noch „durchweg höhere Testleistungen“ in den Gesamtschulen, „in den Bereichen Satzlehre, mathematische Denkaufgaben und Bruchrechnen sehr signifikant und in den Bereichen Leseverständnis, Rechtschreiben und Englisch tendenziell“.

Deutlich schlechtere Ergebnisse brachten die Tests dagegen bei besseren Schülern, denen nach der Grundschule der Besuch der Realschule oder des Gymnasiums empfohlen worden war. Hier liegen, so ermittelten die Wissenschaftler,

die Testergebnisse der Schüler des traditionellen Schulsystems in allen schon genannten Lernbereichen deutlich über den Testergebnissen der entsprechenden Gesamtschüler. Die nach dem Kriterium der Grundschulempfehlung leistungsstärkeren Schüler aus dem traditionellen Schulsystem lösten durchschnittlich zwischen 5 Prozent (mathematische Denkaufgaben) bis 15 Prozent (Englisch) mehr Testaufgaben als die entsprechenden Gesamtschüler.

Krasser zeigten sich die Unterschiede in den neunten Klassen. „In etwa gleiche Testergebnisse“ wurden zwar bei Hauptschülern und vergleichbaren Gesamtschülern beim Leseverständnis, in Rechtschreibung, Mathematik und Physik ermittelt; in Englisch aber waren die Ergebnisse der Hauptschüler schon deutlich besser.

Bei den für die Realschule oder das Gymnasium empfohlenen Schülern gab es gleiche Testergebnisse nur noch in Physik.

In allen anderen Lernbereichen erreichten die Schüler aus dem traditionellen Schulsystem bedeutsam höhere Testergebnisse als die entsprechenden Schüler aus Gesamtschulen. Dieser Befund zeigt sich besonders ausgeprägt im Fach Englisch, in dem diese Schülergruppe im traditionellen Schulsystem 17 Prozent bzw. 20 Prozent höhere Testleistungen (es wurden zwei Tests eingesetzt) als die

entsprechenden Gesamtschüler erbrachten. In den anderen Lernbereichen liegt die Differenz jeweils um 10 Prozent der maximal erreichbaren Punktezahl in den Tests.

Daß solche Ergebnisse die Gesamtschuldiskussion in Nordrhein-Westfalen aufs neue entfachen werden, versteht sich — schwierig für die Sozialdemokraten, die an einem bildungspolitischen Trauma leiden, seit vor anderthalb Jahren ihr Modell der „Kooperativen Schule“ durch ein Volksbegehren gekippt wurde; ersprießlich für die Unionschristen, die schon seit geraumer Zeit damit hausieren gehen, an NRW-Gesamtschulen gäbe es „Leistungsrückstände bis zu fünfzig Prozent“, auch wenn es, wie nun im Abschlußbericht der Fend/Raschert-Untersuchung zu lesen ist, weit geringere Differenzen sind.

Gleichwohl eignet sich die Studie für CDU-Propaganda nur bedingt. Denn ebenso überraschend wie die Ergebnisse der Leistungstests sind auch deren Bewertungen. Danach nämlich „verbietet es der Untersuchungsbefund, Leistungseinbrüche als zwangsläufige Folge des Gesamtschulsystems zu interpretieren“.

Die Wissenschaftler machen deutlich, daß die „Leistungseinbrüche“ zu erheblichem Teil NRW-spezifische und untersuchungsmethodische Ursachen haben. Daß „Schüler mit Spitzenleistungen in Gesamtschulen unterrepräsentiert zu sein scheinen“, hat beispielsweise einen einfachen Grund: Der Besuch der Gesamtschule in NRW ist freiwillig, und viele Eltern schicken ihre Kinder bevorzugt erst dann in die neue Schule, wenn ihnen der Schulerfolg an Realschule oder Gymnasium fraglich erscheint — ein „verdeckter Ausleseeffekt“, der erklärt, warum an Gesamtschulen häufiger „schwierige Schüler“ anzutreffen sind.

In den Gesamtschulen erreichen auch, dank des besonders ausgeprägten Systems der Förderung, mehr Schüler die 9. Klasse als in den Hauptschulen; dort wären rund acht Prozent von ihnen, mehrfach sitzengeblieben,

schon abgegangen — wiederum ein Nachteil für die Leistungsstatistik der Gesamtschulen.

Mehr auf Fehler der nordrhein-westfälischen Administration deutet eine Passage in dem Bericht hin, in der es heißt, die Untersuchungen in den Versuchsschulen zeigten eine „Varianz“ in den Leistungen, die „sehr viel größer als zwischen den beiden vergleichenden Schulsystemen“ sei. Während an einigen Gesamtschulen nämlich überdurchschnittliche Leistungen festgestellt wurden, schnitten zwei Schulen so miserabel ab, daß sie „zu einer Verzerrung des Gesamtschulergebnisses“ führten. „Da muß bei uns“, so gesteht ein Girgensohn-Vertrauter ein, „etwas nicht geklappt haben.“

Eben dies könnte Girgensohn, als „guter Mensch von Unna“ unter Genossen geachtet, aber als Ressortchef ohne Fortüne, das Ministeramt kosten. Seit er die Fend/Raschert-Untersuchung gelesen hat, versucht er, die zutage geförderten Schwächen der Gesamtschulen einigen Spitzengeneros mit Düsseldorfer Großzügigkeit zu erklären: Kein anderes Bundesland habe der Gesamtschule so viel „Entwicklungsspielraum eingeräumt“. Die Gesamtschulversuche hätten hier „von vornherein auf einer sehr breiten, pädagogisch offenen und liberalen Basis stattgefunden“. Es seien zwar, so Girgensohn, in aller Regel Pädagogen mit „Elan und Einsatzbereitschaft“ an die Gesamtschulen gegangen, doch habe es ihnen oft an Erfahrung gefehlt.

70 Prozent der NRW-Gesamtschullehrer sind Neulinge von der Hochschule, höchstens aber fünf Jahre im Beruf. „Es ist zu vermuten“, so die Prüfer, daß die jüngeren Lehrer „bestimmte Leistungsstandards, auf denen die Tests beruhen, weniger streng sehen“. Dafür bemühen sich die Gesamtschullehrer eher um bislang in den herkömmlichen Schulen vernachlässigte Lernziele und Lerninhalte — zu Recht, wie die Wissenschaftler meinen.

Denn „für die Beurteilung von Schule überhaupt“, besonders aber der Gesamtschule, könnten „die fachlichen

Lernleistungen nicht das einzige Beurteilungskriterium sein“. „Immer wichtiger“ würden statt dessen allgemeine und soziale Fähigkeiten, etwa zur Informationsbeschaffung, zum kritischen Verstehen von Informationen, zur Zusammenarbeit und Toleranz.

So sind denn auch Fertigkeiten, Sätze wie „Die Maid ist zart besaitet“ oder „Der Brotlaib als Leibspeise“, wie Fend es korrekt zu Papier zu bringen verlangte, an Gesamtschulen weniger gefragt. Die Rechtschreibung nimmt dort „zeitlich nur einen halb so großen Stellenwert ein“ wie in den Lehrplänen der herkömmlichen Schulen.

Inwieweit es den Gesamtschulen in Nordrhein-Westfalen gelungen ist, die für wichtig erachteten sozialen Fähigkeiten stärker auszubilden, sagt diese Studie freilich nicht — dieser Bereich wurde, erkennbar ein Mangel der Untersuchung, kaum geprüft. Paradoxiertweise konzentriert sie sich auf das, was in den Bewertungen dann wieder relativiert wird: auf die Leistungsvergleiche.

Statt dessen verweisen die Autoren auf Untersuchungen anderer Wissenschaftler, die etwa bei Leistungsvergleichen durchaus positive Ergebnisse für die Gesamtschule ausweisen. So ermittelte der Stuttgarter Wissenschaftler Rudolf Weiss 1975 für baden-württembergische Gesamtschüler bessere Leistungen in den Bereichen logisch-mathematischen Denkens, beim Lesen und in der Satzlehre, eine Überlegenheit der traditionellen Schulen dagegen nur in Englisch. Im Schleswig-Holsteinischen fielen bei Untersuchungen 1977 zwar die Mathematik-Leistungen der Gesamtschüler ab, dafür lagen sie aber in Deutsch und Weltkunde durchweg über ihren Konkurrenten.

Und auch die in diesem Jahr veröffentlichte und wohl „methodisch sorgfältigste Untersuchung“, wie die Wissenschaftler finden, die zwar aus Österreich kommt, aber mit der westdeutschen Schullandschaft „in hohem Maße vergleichbar“ ist, ergibt für Gesamtschüler „keine erheblichen Differenzen“. Im Gegenteil: Das Leistungs-

niveau der guten Schüler war vergleichbar hoch, das der schwächeren in einzelnen Fächern, etwa Physik, Chemie, Geschichte, Sozialkunde und Geographie, sogar besser. Da in der Gesamtschule zudem die pädagogische Absicht, „ein angstfreies Klima in den Schulen zu schaffen, weitgehend realisiert“ worden sei, ist das Resümee der Wissenschaftler eindeutig.

Im „Entwurf zum empfehlenden Schlußteil“ der Untersuchung mahnen die Forscher in „übereinstimmender Ansicht“ die Politiker, die Gesamtschule „sollte in Nordrhein-Westfalen gegenwärtig zu einer Regelschule werden“ — neben dem traditionellen Schulsystem zwar, aber stark verklammert und einander angenähert, etwa durch die gemeinsame schulfornunabhängige Orientierungsstufe in der 5. und 6. Klasse und einer Koordination der Lehrpläne.

„Trotz Schwächen einzelner Gesamtschulen oder bestimmter Varianten“ habe sich die Schulreform, so die Wissenschaftler, „als System im ganzen bewährt“ und werde von „einem erheblichen Teil der Bevölkerung als eine normale Schule akzeptiert und nachgefragt“.

Gleichwohl werden sich die Politiker schwertun, dem Rat zu folgen. Die nordrhein-westfälische Christenunion wird gar nicht erst in Versuchung kommen. Für sie ist, wie CDU-Mann Albrecht Beckel sagt, das dreigliedrige Schulwesen eh das Wahre, „das ist der Normalzustand von Schule“.

Und die Sozialdemokraten, die im nächsten Jahr sowohl eine Landtagswahl als auch eine Bundestagswahl als Regierende zu überstehen haben, sind vor allem ängstlich. Girgensohns Ministeriale kamen in einer internen Wertung der Fend/Raschert-Studie zu dem Schluß, nun solle im Gesamtschulbereich „die Schulaufsicht verstärkt werden“. Abzusehen ist schon, wie die vom ständigen Schulkampf eingeschüchterten Genossen den Professoren-Vorschlag, die Gesamtschule zur „Regelschule“ zu befördern, ins Unverbindliche abwandeln werden — „Angebotschule“, allenfalls.

Schwedens einst hochgelobte Schule steckt in der Krise

(dpa). – Das schwedische Schulwesen, lange gerühmt wegen seiner Schülerfreundlichkeit und Chancengleichheit, steckt in der Krise. In jüngster Zeit sind mehrere Untersuchungen vorgelegt worden, die alle zu dem Ergebnis kommen, daß das Betragen, die Leistungen und das Wissen der Schüler sehr zu wünschen übrig lassen. Aufgeschreckt durch die Hiobsbotschaften haben besorgte Lehrer und Eltern jetzt zur Gründung eines Verbandes aufgerufen, der dafür eintreten soll, daß mit der gegenwärtigen Schulpolitik gebrochen und im Unterricht wieder Ordnung und Wissen vermittelt werden sollen.

An Disziplin scheint es vor allem der Schuljugend in den Großstädten zu mangeln. Die oberste Schulbehörde ermittelte, daß in den Stockholmer Schulen in der Oberstufe sechs Prozent aller Schüler „schwänzen.“ Als Gründe für das Fernbleiben vom Unterricht gaben die Schüler an, sie fänden den Unterricht langweilig, fühlten sich in der Schule nicht wohl oder seien durch Arbeit in der Freizeit müde.

Zerstörungswut und Schreckenskommandos

Schlimm ist die Zerstörungswut der Schuljugend. In den Schulen Stockholms wurden im vergangenen Jahr durch Demolieren von Fenstern und Türen Schäden von etwa 20 Millionen F angerichtet. Für den Ersatz von gestohlenem oder beschädigtem Unterrichtsmaterial – vom Werkzeug bis zum Tonbandgerät – mußten rund 5 000 000 F ausgegeben werden. In der Helene Holms Schule in Malmö kam es so weit, daß der Schulleiter uniformierte Wächter mit Schlagstöcken anfordern mußte, weil eine Gruppe von 16jährigen Schülern ein Schreckensregiment führte. Die Halbstarken verwüsteten nicht nur die Einrichtung der Schule sondern bedrohten auch die Lehrer und kündigten ihnen Prügel an.

Schwierigkeiten schon beim Alphabet

Vielfach hapert es – selbst bei Schü-

lern höherer Klassen an den Grundfertigkeiten lesen, schreiben und rechnen. Aus einer Untersuchung der Universität Likoeping geht hervor, daß jeder fünfte Schüler in der Klasse Fünf der Grundschule nicht das Alphabet beherrscht. In Göteborg fand eine Lehrerin, als sie sich mit den Lese- und Schreibschwierigkeiten bei 500 Schülern ihres Gymnasiums befaßte, heraus, daß jeder zweite von drei Gymnasiasten starken Bedarf an Leseübungen hatte. Die Hälfte der Schüler brauchte Nachhilfe bei der Rechtschreibung.

Lehrer können nicht rechnen

Auch mit der Ausbildung der Lehrer selbst steht es nicht zum besten. So ergab eine Untersuchung in Göteborg, daß jeder zweite angehende Lehrer für die Unter- und Mittelstufe der Grundschule im Schwedischen Mängel in der Rechtschreibung, Grammatik und Wortbedeutungskunde aufweist und an der Hochschule in Vaexjoe wurde festgestellt, daß 90 Prozent aller angehenden Lehrer nicht richtig rechnen könnten. Kein Wunder, hieß es in bissigen Pressekommentaren, daß die Kinder nichts lernen, wenn schon die Kenntnisse der Lehrer lückenhaft sind.

Die Politiker sind sich darüber einig, daß dringend etwas zur Verbesserung der Verhältnisse getan werden muß.

Schüler fühlen sich nicht wohl

Verunsichert halten die Schweden Umschau, wie es in den anderen Ländern mit der Schule aussieht. So berichtete eine Stockholmer Zeitung über das Bundesland Baden-Württemberg. Dort würden die Schüler noch gefordert, hieß es, Zeugnisse seien eine Selbstverständlichkeit und Probleme mit der Disziplin kenne man nicht. Ironisch verwies das Blatt darauf, daß Schweden immerhin einen Rekord aufzuweisen hat. Kein Land habe einen so hohen Prozentsatz von Schülern, die sich in der Schule nicht wohl fühlen.

TRIBUNE

LIBRE

ZUM SCHULBEGINN:

MIT GUY LINSTER INS SCHULJAHR 79/80 ?

Wenn Guy Linster in seinem "t"-Artikel "Zum Schulbeginn: Mit der CSV ins Jahr 2000?" schon "Vorwahl-Geplänkel" zu den Neuwahlen des APSS-Vorstandes kommen sieht, so liest sich der Rest dieses Schriftstückes, als wolle er selber damit das Startsignal zu eben demselben Vorwahl-Geplänkel geben und am Ende vielleicht selber ein Wort dabei mitreden. Denn eine Liste mit so vielen Wünschen, für deren Erfüllung im Schulsektor er sich hier einsetzt, ist fast eine Anbiederung, wie sie in Wahlzeiten gemacht wird. Hören wir uns das einmal an:

Die Schule, so Guy Linster, müsse angesehen werden "als ein Mittel emanzipatorischer Politik, ... die dem Menschen mehr Wissen, mehr Macht, mehr Freiheit, mehr Persönlichkeitsentfaltung, grössere Chancengleichheit und ein verbessertes, politisches Bewusstsein vermitteln soll."

Das wird uns mit einer Naivität aufgetischt, als wenn wir in den letzten fünf Jahren nicht gelernt hätten, zwischen den Zeilen zu lesen. Da wird uns der Mund wässrig gemacht mit "dem eigentlichen Bildungs- und Erziehungsauftrag der Schule in der demokratischen, freiheitlichen und fortschrittsbewussten Gesellschaft". "Initiativen und Renovationen" werden von der neuen Regierung gefordert; "neue Akzente" werden in der Regierungserklärung vermisst. (Dass der ehemalige Staatssekretär gerade nach seiner eigenen Amtsperiode "neue Akzente" für notwendig hält, ist ein peinliches Eingeständnis). "Erneuerung der Inhalte, Methoden und Zielsetzungen im Sekundarbereich" seien nötig. Die "Kredite müsse man so verwenden, dass die Schule verbessert wird und Aufgaben übernehmen kann, die unserem gesellschaftspolitischen Bewusstsein und unserem Demokratieverständnis entsprechen". Guy Linster setzt sich für "verschiedene materielle Forderungen der Lehrerschaft" ein, "Grundsätzliches" liegt ihm am Herzen, nämlich der "Stellenwert des Lehrerberufs, die Arbeitsbedingungen, der Platz in der Beamtenschaft". Das alles wird uns so aufdringlich vor die Füße geworfen, so unverschämt vor die Nase gehalten, als wäre es vor dem 10. Juni schon dagewesen und wir hätten es nur glatt übersehen. Man kommt sich vor wie in einem Warenhaus, wo nach einem schlechten Saisonverkauf Restposten in wirren Haufen zum Ausverkauf feilgeboten werden: "Greifen Sie bloss zu! Da liegt noch ein neuwertiger "tronc commun", den zuvor fast niemand wollte. Nehmen Sie den doch gleich mit!" Wonach aber hätte man vor dem 10. Juni wirklich greifen können? Wo waren damals beispielsweise die Brotkörbe, von denen sich die Professorenanwärter nach bestandenen Examen hätten ernähren können? Nur Ranschwaren "made in Hongkong", wie die vertrackte Ferienordnung z.B., belebten den Markt. Der Warenkorb allerdings, so wie ihn sich Guy Linster heute vorstellt, quillt über, so reichhaltig ist das darin enthaltene Angebot. Er braucht nur noch von der neuen Regierung gefüllt zu werden! Besten Dank an Herrn Linster! Nachdem bei ihm fünf Jahre lang Lieferschwierigkeiten bestanden, ist es wirklich nett von ihm, bei Herrn Boden auf die Erfüllung all jener Wünsche zu drängen. Wie aber, wenn dieser sich dabei auch soviel Zeit liesse?

Immerhin, Hand aufs Herz (das bei so manchen Pädagogen von der anatomisch richtigen, der linken Seite, ein bisschen weggerutscht ist): Wenn Guy Linster endlich (!) im Schuljahr 1979/80 bereit wäre, die wirklichen (nicht die erfundenen) Probleme unseres Schulsystems lösen zu helfen, das würde uns aufrichtig freuen.

Nico Thewes (LMRL)

Viel Glück im Nachexamen!

Am kommenden Montag, den 10. September, ist offizieller Schulbeginn im postprimären Unterricht. Wie gewohnt werden an diesem ersten Schultag die Nachexamina abgehalten. Für ein paar hundert Schüler schlägt dann die Stunde der Wahrheit. Werden sie in die nächste Klasse aufsteigen, oder werden sie nach einem mißglückten Schuljahr und einer durch Lernen verpfuschten Ferienzeit, auch noch die Schmach des Durchfallens auf sich nehmen müssen?

Um letztere Möglichkeit zu verhindern, werden begüterte Eltern ihren Kindern wohl teure Nachhilfestunden geben haben. Wie aber steht es um die Kinder, deren Eltern selbst nicht in der Lage sind, ihnen zu helfen, und für die Privatstunden unerschwinglich sind?

Für sie, genau wie für alle anderen, gibt es die „Cours de rattrapage“, welche vom LSAP-Unterrichtsminister Robert Krieps und seinem Staatssekretär Guy Linster vor Jahren, im Zeichen der Chancengleichheit, eingeführt wurden. Jahr für Jahr funktionieren nun schon diese kostenlosen Nachhilfekurse während der drei letzten Ferienwochen. Inzwischen sind sie zur regelrechten schulischen Institution geworden und ein jetziger oder zukünftiger Unterrichtsminister wäre schlecht beraten, diesen Dienst am Schüler zu reduzieren oder gar abzuschaffen.

Genau wie in den vergangenen Jahren, fanden also auch dieses Jahr die Nachhilfekurse statt. Ein besonderes Lob gebührt wieder einmal Camille Kieffer und seinem Service der „Orientation scolaire“, welche für die Organisation und Vorbereitung der „Cours de Rattrapage“ verantwortlich zeichneten. Alles administrative hat hervorragend geklappt.

Daneben gibt es aber auch leider einige Mißstände, welche den Nachhilfekursen nicht gerade förderlich sind. Wie kann z. B. ein Cours de rattrapage Erfolg haben, wenn dort 13 Schüler aus 4 Gebäuden mit 11 verschiedenen Nachexamenprogrammen sitzen? Hier muß sofort Abhilfe geschaffen werden. Genau wie es jetzt schon in einzelnen Schulen der Fall ist, so muß auch auf Landes-

ebene ein einheitliches Nachexamenprogramm für jede Klasse und jedes Fach geschaffen werden. Andernfalls wird der Ertrag der Ferienkurse minim bleiben. Mit ein wenig gutem Willen seitens der Professoren wäre hier schnellstens Remedur geschaffen.

Aufgefallen ist auch, daß manche Schüler der unteren Klassen im Nachexamen u. a. einen französischen Aufsatz schreiben müssen. Wie aber sollen 14jährige, die während des ganzen Jahres Schwierigkeiten im französischen Aufsatz hatten, nun plötzlich nach 2 Monaten Ferien, eine brillante Abhandlung schreiben? Aufsatzlehre ist doch eine Sache von Monaten, wenn nicht von Jahren. Eine Prüfung, die man in 10 Monaten unter der tagtäglichen Anleitung eines Lehrers nicht bestand, kann man unmöglich nach 4 Wochen Ferienarbeit mit Erfolg abschließen. Es wäre in der Tat angebracht, die Schüler nur in Sparten zu prüfen, die sie im Buch oder im Heft lernen und nachprüfen können.

Übrigens dürfte inzwischen auch dem letzten Provinzpädagogen klar geworden sein, daß aufsatzschwache Schüler des öfteren aus sozialschwachen Schichten kommen und zum Teil unschuldig an dieser mitleubedingten Schwäche sind.

Im Zeichen der Chancengleichheit sollte in den Nachexamina nur wirklich „in 2 Monaten Erlernbares“ geprüft werden.

Abschließend sei noch bemerkt, daß es bei der Verkündigung der Resultate ein bitteres Erwachen geben wird für die Schüler und ihre Eltern, welche glaubten, der alleinige Besuch der Nachhilfekurse genüge, um das Nachexamen zu bestehen. Eine seriöse Vorbereitung einer Supplementarprüfung besteht nämlich aus einer intensiven, kontinuierlichen Arbeit von wenigstens einem Monat; die Cours de rattrapage, genau wie alle privaten Nachhilfestunden auch, dienen hauptsächlich zur Lernhilfe und Lernkontrolle. Hoffentlich wurden sie auch nur als solche verstanden.

Sollte dies der Fall sein, so bleibt uns fürs Nachexamen am nächsten Montag nur noch die Daumen zu drücken. Bonne chance!

Kugène SCHMIT

LA PEDAGOGIE ANTISEXISTE SOUS ATTAQUE

Dans le bulletin 1/1979 de l'Apess un certain "Reri" courageusement pseudonyme s'en prend avec autant de hargne que d'ignorance au groupe de travail "Pédagogie antisexiste" du Centre de recherches pédagogiques qu'il accuse (en vociférant à tort et à travers) - de lâcheté! Ce qui est remarquable pour qui n'a même pas le courage de ses opinions (ici des calomnies, il est vrai) et n'ose signer ses attaques de son nom. Soit dit en passant.

Ensuite, pourquoi donc ces pédagogues hautement suspects pécheraient-ils par lâcheté? En refusant, d'après notre Reri fort mal informé, de mettre les pieds dans une salle de classe pour se complaire au seul jeu des théories saugrenues. Or, tous les membres du groupe de travail en question sont des enseignants à plein temps, de quelque ordre d'enseignement qu'ils proviennent, n'en déplaise aux Reri et Co. Une minorité a pu décrocher une heure de décharge hebdomadaire, ce qui est trois fois rien à côté du travail à accomplir, pour lequel il faudrait totalement décharger resp. charger une équipe de chercheurs.

Que les Reri daignent donc s'informer avant d'aller déverser leur bile dans le bulletin de l'Apess ou ailleurs et, pour commencer, qu'ils s'informent un peu du sens véritable de la lutte antisexiste - je peux leur indiquer une bonne liste de bouquins, qu'ils feraient mieux de parcourir, s'ils veulent être des interlocuteurs valables dans ce débat. En attendant, comme toujours et surtout dans la confrontation avec les idées nouvelles, ce sont l'ignorance et l'arrogance qui vont de pair pour cracher sur ceux qui sont un tantinet mieux informés, plus lucides et plus courageux que les petits machos réac à la Reri.

ABSCHIED VOM „BRUNNEN“?

Mit dem Beginn des neuen Schuljahres 1979/80 soll im Deutschunterricht der Unterstufe "Der Brunnen" endgültig durch 3 Bände von "Lesen, Darstellen, Begreifen" ersetzt werden. Damit wird eines der ältesten und wohl auch eines der besten Unterrichtswerke luxemburgischer Herkunft um 3 wesentliche Bände amputiert.

Die Begründung gibt eine Brief des Staatssekretärs vom 19.10.77, der an den Präsidenten der Nationalkommission für das Fach "Deutsch" gerichtet ist: Die Auflage der Bde I und II der Anthologie sei erschöpft, es sei angebracht, sie durch ein anderes Handbuch zu ersetzen, vorzüglich durch ein deutsches, das den neuen Tendenzen unseres Unterrichts besser entspreche und auch billiger sei.

In Wirklichkeit aber ist das eben eingeführte deutsche Arbeitsbuch viel teurer geworden, und ob es den Anforderungen unserer Schule genügen kann, bleibt zweifelhaft. (Vgl. Carlo Felten, Brunnenvergiftung in Bulletin de l'APSS, 1977/2).

Gewiss, die Anlage der neuen Bücher scheint sorgfältig durchdacht und wohl auch wissenschaftlich erarbeitet, die Aufmachung ist modern und ansprechend. Dennoch lassen sich hier gewichtige Einwände erheben.

So hat bereits die Nationalkommission in ihrer Sitzung vom 26.04.79 auf den "Formalismus" des grammatischen Teils hingewiesen, der, ganz abgesehen von dem Fehlen einer systematischen Abstimmung der einzelnen Abschnitte, den üblichen Fehlern unserer Schüler kaum entgegenwirken könne. Und tatsächlich ergeht sich das Werk allzu häufig in einem langatmigen Fragenkomplex, der auf formale Merkmale hinzielt, während das Textverständnis dabei leicht in den Hintergrund gerät. Wer etwa Erich Kästners ebenso muntere wie tief sinnige "Ansprache zum Schulbeginn" so zerfragt, der darf sich nicht wundern, wenn hier der Langeweile und Müdigkeit im Klassenzimmer weiter Vorschub geleistet wird. Was sollen uns andererseits die linguistischen Spielereien im Zusammenhang mit "Ichorientiertem und fremdorientiertem Sprechen und Schreiben" einbringen, wenn wichtige Voraussetzungen eines korrekten Ausdrucksvermögens unsern Schülern abgehen?

Allzu ausgedehnte Fragenkomplexe oder Arbeitsanweisungen müssen schliesslich den Lehrer gängeln und gehen notwendigerweise auf Kosten des inhaltlichen Angebots. Und gerade in dieser Hinsicht bietet "Der Brunnen", besonders Band III, entscheidend mehr. Unsere Handbücher sollten Anregungen geben, Impulse zur persönlichen Lektüre, und ein solches Ziel erreicht man in erster Linie durch ein vielfältiges und weitgefächertes Textangebot.

Weiter verlangt "Lesen, Darstellen, Begreifen" vorzüglich Arbeitskreise und Gruppenarbeit. Aber auch "Der Brunnen" könnte hier mit seinen Schwerpunkten (Schule, Krieg, Arbeitswelt...) recht gute Ausgangsmöglichkeiten bieten. Das Gedicht im allgemeinen und die Lyrik im besonderen finden bei uns noch einen breiten Raum, und die Auswahl der Prosatexte kann manchem Vergleich standhalten.

Übrigens dürfte Gruppenarbeit in solchem Umfang bei uns kaum geplant oder durchführbar sein. Unsere sprachlichen oder zeitlichen Verhältnisse sind, zum Teil wenigstens, andere. Einem muttersprachlichen Deutschunterricht kommt in der Bundesrepublik eine viel grössere curriculare Bedeutung zu: eine solche aber setzt Anforderungen voraus, denen unsere Schüler kaum genügen können. Für

welches Fach etwa gibt es in Luxemburg die von den Herausgebern verlangte "Mitbestimmung der Schüler über den Aufbau der Lernprozesse"? Sind wir hier nicht einer Illusion erlegen, indem wir ein Handbuch einführen, das unsern Schulverhältnissen weder in der Realität noch in den Möglichkeiten der Planung entspricht? Sollten wir nicht von bescheideneren, dafür aber realistischeren Modellen ausgehen? - So könnte das Lese- und Arbeitsbuch "Wirklichkeiten" aus dem Schöningh-Verlag bei einer Neubearbeitung des "Brunnens" uns manch nützliche Anregung geben.

Gewiss, "Der Brunnen" ist nicht vollkommen gewesen, aber er ermöglichte uns, ein anpassungsfähiges Unterrichtswerk zu besitzen, das unserer spezifisch luxemburgischen Situation gerecht wurde und damit auch der Literatur unseres Landes einen verdienten Platz einzuräumen in der Lage war. Er könnte aktueller sein, Arbeitsanregungen geben, Ergebnisse der Kommunikationsforschung und der neueren Didaktik berücksichtigen, aber wir sollten nicht leichtfertig auf ein wesentliches Instrument eigener Unterrichtsgestaltung verzichten, ein Instrument, das sich in Jahrzehnten der Schulpraxis bewährt hat. Gerade in der Unterstufe, die noch unter die allgemeine Schulpflicht fällt, sollten wir ein luxemburgisches Handbuch zur Verfügung haben. Der Kostenpunkt kann jedenfalls unter den gegebenen Umständen kein Gegenargument darstellen.

Warum sollte für den Deutschunterricht nicht mehr möglich sein, was für den Französischunterricht unbestritten ist? Könnte nicht hier wie dort eine Arbeitsgruppe, eventuell in Zusammenarbeit mit der Nationalkommission und dem Centre de recherches pédagogiques, sich um die Ausarbeitung neuer Handbücher bemühen? Die bewährte Grundlage ist gegeben, der praktischen Beispiele gibt es genug. Viele hoffen auf Verständnis und Mithilfe des neuen Unterrichtsministers.

Camille Thill

REFLEXIONS

A considérer notre enseignement d'aujourd'hui il faut bien avouer que l'école, loin d'être la base pour une meilleure société future, n'est que le triste reflet du monde dans lequel nous vivons.

L'enseignement en pleine évolution depuis 1968 n'a pas vu cette phase de transition facilitée par la politisation à outrance à laquelle on a pu assister ces derniers temps. Après une (trop) longue période de stagnation, le MEN et le SIRP ont réformé, innové, tâtonné, expérimenté, regroupé, renommé, bouleversé et projeté (surtout!) - pour en arriver à quoi...?

Au début de cette nouvelle législature le monde de l'enseignement n'est que questions: l'orientation de notre enseignement continuera-t-elle à être fonction de l'idéologie du parti politique au pouvoir? Le MEN continuera-t-il ses expériences en se laissant influencer par des groupes de pression intéressés plutôt que par une politique responsable et conséquente? Qu'advient-il des réformes entamées (ou mieux ébauchées) et souvent loin de pouvoir être exécutées? A quoi auront servi les réflexions des nombreux groupes de travail ayant projeté un type d'école qui peut-être ne verra jamais le jour? Mais surtout et avant tout:

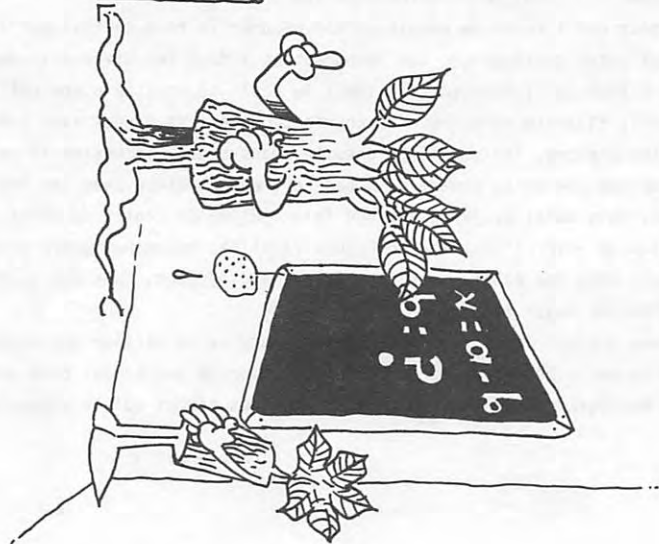
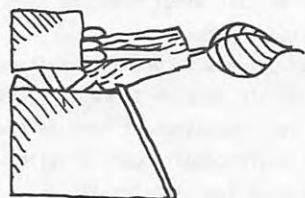
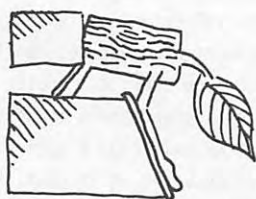
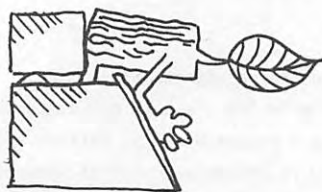
quelle est ou sera la finalité de notre enseignement?

Ces questions expliquent en partie le "ras-le-bol" qui commence à se manifester parmi le personnel enseignant. Il y a encore d'autres raisons. Tout en ayant conscience de son rôle d'éducateur, le professeur se voit souvent réduit à la fonction d'instruction eu égard aux exigences du programme et des examens. - Tout en respectant le fameux principe de l'égalité des chances, l'enseignant, en contact journalier avec toutes sortes d'élèves, avalera difficilement le principe de l'ouverture à tous les élèves d'un enseignement secondaire qui, par essence, prépare aux études universitaires. - Si l'absence de sélection, ou le refus de sélectionner les élèves, principe encouragé par certaines autorités, arrange bien certains professeurs, cela se fait au détriment des collègues qui leur succèdent et surtout du niveau des classes en général et des élèves méritants en particulier. Les professeurs "pro-sélection" ne le sont certainement pas par sens d'élitarisme, mais tout bonnement par sens des réalités: une sélection se fera toujours dans notre société; si ce n'est à l'école, ce sera dans la vie professionnelle, et plus elle tarde, plus grande sera la désillusion. Tirailée entre deux théories opposées, l'enseignant ne sait plus à quel saint se vouer: il impose des normes et sélectionne en conséquence, et on le qualifie d'élitariste; il ne le fait pas, laisse passer, et se fait ainsi complice d'un laisser-aller général qui en fin de compte ne profite à personne.

Après l'élève, c'est le professeur qui est la première victime des continuel 'changements de direction' (dans le double sens du terme!). - Les valeurs fondamentales qui étaient à la base de l'enseignement dans le passé ont été radicalement éliminées - et je dirai heureusement pour certaines d'entre elles. Rien cependant n'a remplacé certains principes indispensables.

Alors, pour que l'école de demain puisse assumer le rôle capital qui lui revient dans notre société, que les responsables à tous les niveaux se donnent, et donnent à tous les intéressés, le temps de répit nécessaire à une réflexion commune sur la finalité de notre enseignement. Que soient fixées avec précision les finalités d'abord, les modalités ensuite. Dans cette discussion il ne faudra jamais perdre de vue qu'au centre du débat se trouve l'élève avec ses aspirations, ses besoins, mais aussi sa jeunesse. Une fois l'élève au centre du débat, on ne risquera plus de noyer l'essentiel dans des rivalités mesquines entre groupes d'enseignants dans des débats sans fin parce que utopiques, dans des querelles de gros et petits sous, etc.

Les élèves sentent bien le climat d'incertitude et de malaise qui caractérise nos écoles en cette période. Une fois l'orientation de nos écoles bien définie, les élèves trouveront peut-être un sens nouveau aux études qu'ils poursuivent.



ANSTÖSSIGES I

Blättert man dieses "Bulletin" durch, könnte man versucht sein, eine gewisse Zufriedenheit an den Tag zu legen:

- das Heft bietet eine Menge Informationen aus dem In- und Ausland;
- der APESS-Sekretär, fleissig wie gewohnt, gibt allen Mitgliedern Aufschluss über die Arbeit der letzten Monate (à propos, welche Gewerkschaft oder welche Partei hierzulande informiert so rückhaltlos-vollständig über Interna?);
- trotz amateurhaftem lay-out glauben wir, dass es gelungen ist, einen annehmbaren Kompromiss zu finden zwischen budgetären Spar-Erwägungen und den Erfordernissen einer übersichtlichen Gliederung;
- die Meinungsbeiträge dieser Nummer verraten nicht nur stilistisches Geschick, sondern auch ein neuerstarktes Selbstbewusstsein vieler Sekundarlehrer.

Und dennoch besteht m.E. kein Anlass für (selbst)zufriedenes Händereiben:

- dieses "Bulletin" wurde (wieder einmal!) von einer Handvoll Kollegen "gemacht". Schier verzweifeln könnte man über die Schreibfaulheit der grossen Mehrzahl;
- verzweifeln kann man aber auch darüber, wie wenig Echo und Aufmunterung diejenigen finden, welche ihre Nerven strapazieren, um das zu verteidigen, was wir alle eigentlich verteidigen müssten. Man stösst ganz einfach in einen aseptischen, kritik-losen, nicht-zu-provozierenden Raum. (Im günstigsten Fall kann man sich Karrieresucht vorwerfen lassen.)

Und doch weiss ich aus eigener Anschauung, wie engagiert und heftig Kollegen polemisieren und kritisieren: gegen die ideologischen Sandkastenspiele angehender und gestandener Schulpolitiker, gegen die Auswüchse und Ungereimtheiten der Ministerialbürokratie, gegen die Unzulänglichkeiten des jeweiligen Haus-Managements, und...

So liefern z.B. die Französischebücher der Kollegen Fayot, Obertin und Wolff seit Jahren Pausen-Gesprächsstoff, dies vor allem, nachdem sie mit ministeriellem Segen zum Regel-Lehrwerk erhoben wurden. Es blieb jedoch einem Kollegen des Lycée technique vorbehalten, die öffentliche Diskussion einzuleiten. Ich weiss nicht, ob er recht oder unrecht hat. Ich weiss nur, dass manche seiner Überlegungen seit langem in der Luft hingen. Warum aber traute sich niemand mit der Sprache heraus, warum konnte diese Diskussion nicht mit Anstand und Fairness in den Spalten des "Bulletin" ausgetragen werden?

Man komme mir nicht mit dem scheinheiligen Argument, pädagogisch-didaktische Probleme gehörten nicht zum Kompetenzbereich des APESS-Organs! Wem nützt es, schwelende Konflikte nicht auszutragen, sondern zu verdrängen? Weshalb klammern wir uns

so verzweifelt an die Illusion eines geschlossenen Lehrkörpers, dessen unterschiedliche, ja oft konträre schulische Vorstellungen um Gottes willen ja nicht in die Öffentlichkeit gelangen dürfen? Geschieht dies nicht, weil die kompakte Anonymität des "corps" uns einen gewissen Schutz verspricht vor den Unbilden einer Umwelt, die wir als lehrerfeindlich empfinden?

Führt dies alles aber nicht dazu, dass persönliche Berufsprobleme im Ego-Kämmerlein auf Eis gelegt werden? Dass wir in die abschirmende Sphäre der Familie oder der Hobbyisten flüchten, wo wir Ersatz zu finden hoffen für fehlendes berufliches Ausgefülltsein? Erstarrt der schulische Mikrokosmos so nicht zur Karikatur einer Lebensform, die es längst nicht mehr gibt?

Wenn ich diese Fragen stelle, so vor allem, um bewusst zu machen, dass wir nichts zu gewinnen haben, wenn wir unsere Konflikte hinter vorgehaltener Hand austragen. Organisatorische Reibungen und ideologische Spannungen erscheinen mir nicht als Makel, sondern als Grundlage der Stärke, als Beweis für die Funktionstüchtigkeit einer demokratischen Schule; erzwungene oder nur mehr geheuchelte Homogenität hingegen artet aus in mechanisch-lebloses Funktionieren um des Funktionierens willen.

Und warum sollte das "Bulletin" nicht Spiegelbild einer komplexen Schulwirklichkeit sein, warum sollte nicht hier artikuliert werden, was uns ärgert oder bedrängt?

Es bleibt zu hoffen, dass ich nicht nur wohlwollende Zustimmung ernte oder kritische Kommentare, die das Pausenzeichen nicht überleben ...

ANSTÖSSIGES II

Natürlich kann man auch, statt der einheimischen Französischbücher, die deutsche Reihe "Lesen, Darstellen, Begreifen" anführen, um zu belegen, wie ohnmächtig-passiv wir kritisieren - im kleinen Kreis der Kaffeepause-Kollegen. Diese Lesebücher ersetzen den "Brunnen" einheimischer Faktur, der ohne Zweifel überholbedürftig war, aber genauso zweifellos dem präventösen deutschen Handbuch das Wasser hätte reichen können.*

Muss in diesem Zusammenhang nicht bedauert werden, dass es hierzulande unmöglich scheint, einheimische Schulbücher zustandezubringen? Wohlgermerkt, ich mache mich nicht stark für Bücher, die von einem oder zwei Autoren zusammengebesselt werden, unter Ausschluss der interessierten Lehrerschaft, wenn auch u.U. mit dem Segen des zuständigen Ministers.

Ich meine bloss, es müsste möglich sein, im Rahmen einer Neustrukturierung der

*Dieses Urteil sollte nicht zu falschen Schlüssen verleiten: auch ich sprach mich für LDB aus - weil die Alternativlösungen noch Schlimmeres befürchten liessen.

Programmkommissionen, kompetente Kollegen damit zu beauftragen, Lehrbücher und Arbeitshefte zu erstellen, die auf hiesige Verhältnisse zugeschnitten sind.

Verlag, Druck und Vertrieb brauchten dabei nicht einmal vom Ministerium selbst übernommen zu werden; was dabei herauskommt, siehe S. 71 in diesem Heft.

Die APESS gründete vor Jahren eine "Société Coopérative des Enseignants du Grand-Duché de Luxembourg", die seitdem Dornröschens Schlaf träumt. Einmal im Jahr weckt sie der Steuerprinz, um zu hören, was sie denn nun so erwirtschaftet habe. Errötend, haucht sie dann ein schamvolles "Nichts!" und versinkt wieder in jungfräuliche Träume.

Es besteht also ein Instrumentarium, um Schulbücher in eigener Regie zu verlegen und zu vertreiben!! Warum also nicht einmal den Versuch wagen, uns über unsere Bedenken und Minderwertigkeitsgefühle hinwegzusetzen?

Unentwegte, welche (immer noch) daran glauben, dass es besser ist, Schule zu gestalten als wehklagend-dulderisch zu erleiden, sollten sich zu erkennen geben!

C. Felten (LCD)

VOM REGEN IN DIE TRAUFE ?

Als nach den Wahlen vom 10. Juni 1979 im Erziehungsministerium die Mannschaft R. Kriepps - G. Linster abgelöst wurde von dem "superjung arrivierten Publikumsliebbling" Fernand Boden (C. Meder dixit), gab es innerhalb der Lehrerschaft unterschiedliche Reaktionen: die einen waren der Meinung, dass sich mit dem neuen Mann am "Boulevard Royal" das Verhältnis Professoren - Unterrichtsminister nach fünf Jahren gespannter Beziehungen verbessert werde und sich endlich manche berechtigte Forderungen der Lehrer erfüllen würden; andere zeigten sich weniger optimistisch und nahmen eine abwartende Haltung ein: schliesslich erhoben sich auch skeptische Stimmen, die vor allzu hochgeschraubten Hoffnungen warnten und sogar prophezeiten, der Unterrichtsminister Boden werde sich, sobald er einmal von der Oppositionsbank auf die Regierungsbank hinübergewechselt sei, nicht mehr an die früheren Stellungnahmen des Abgeordneten Boden erinnern. Wenn man die Amtshandlungen des neuen Erziehungsministers nach vier Monaten Tätigkeit unter die Lupe nimmt, hat es durchaus den Anschein, als ob diese warnenden Stimmen recht behielten.

In der Tat, bereits eine der ersten politischen Entscheidungen Fernand Bodens hat allenthalben - nicht nur bei der Lehrerschaft - Aufsehen erregt und Befremden und Ärger ausgelöst: die Günstlingswirtschaft im Interesse "verdienter" Parteibonzen, die unter dem vorigen Ministerteam bereits auf die einhellige Ablehnung aller nicht parteipolitisch engagierten Lehrer gestossen war, treibt mit der vorübergehenden Ernennung des Europaparlamentariers Nic. Estgen zum Direktor der Hotelschule in Diekirch die schönsten Blüten. Wer seine Amtszeit als Minister mit einem solchen politischen Fauxpas

einleitet, wird wohl kaum den Anspruch erheben können, mit der von der vorherigen Regierung betriebenen Politik der Vetterwirtschaft aufräumen zu wollen - auch (oder sogar) wenn diese peinliche Affäre in der Öffentlichkeit mit langatmigen Erklärungen und Entschuldigungen gerechtfertigt wurde.

Auch was die Ernennung der Lehramtskandidaten betrifft, unterscheidet sich bisher die politische Hinhaltetaktik des neuen Unterrichtsministers kaum von den Ausweichmanövern seiner Vorgänger: Obschon die AP ESS-Führung nach zwei Aussprachen mit Unterrichtsminister Fernand Boden und Finanzminister Jacques Santer die Überzeugung gewonnen hatte, die Zukunft der noch nicht ernannten Lehramtsanwärter sei nun endlich abgesichert, musste sie nachträglich feststellen, dass die Erklärungen, die Erziehungsminister F. Boden den Vertretern der verschiedenen Lehrgewerkschaften getrennt gegeben hatte, keineswegs übereinstimmen, ja sogar voller Widersprüche waren... Auf einen Brief vom 10. Oktober 1979, in dem der AP ESS-Vorstand den Minister um eine weitere Unterredung in dieser Angelegenheit bat, ist bisher noch keine Antwort erfolgt...

Auch in bezug auf Gehaltsansprüche und Forderungen nach besseren Arbeitsbedingungen hat Herr Boden die Taktik seiner Vorgänger übernommen: schuld an den immer noch zu hohen Klassenbeständen der meisten postprimären Schulen sind, beispielsweise, nach Minister Boden, die fehlenden Klassensäle... Über die langjährige Forderung der AP ESS nach Anpassung der Arbeitszeit aller Lehrer an die Wochenstundenzahl anderer Beamten wird erst gar nicht diskutiert, sondern die AP ESS-Vertreter werden an den Minister für den Öffentlichen Dienst verwiesen...

Was ist schliesslich von der rühmend hervorgehobenen Dialogbereitschaft der CSV zu halten, wenn in Echternach, auf Drängen des dortigen Lyzeumsdirektors und mit dem schriftlichen Segen des Unterrichtsministers, ein neues pädagogisches Experiment gestartet wird, ohne dass die Lehrer an dieser Schule vorher auch nur im geringsten darüber informiert, geschweige denn zu Rate gezogen wurden?

Auch wenn man bereit ist, jedem frischgebackenen Minister eine Anlaufzeit einzuräumen, auch wenn es verfrüht erscheint, an Hand der oben angeführten Beispiele ein Urteil über den neuen Mann im Erziehungsministerium zu fällen, so beweisen doch diese Entscheidungen einmal mehr, dass die Interessen der Schüler und die Forderungen der Lehrer immer wieder dem politischen Kalkül der Parteien jedweder Couleur geopfert werden.

G. M.

POINTS DE VUE

Il existe, selon mon avis, deux façons d'éducation. La première, la plus agréable, est de présenter un enseignement avec des plaisirs simples et immédiats, qui ne dérange pas le bon fonctionnement des viscères et qui va dans le sens des idées à la mode momentanée, des illusions, de la facilité: personne ne fait des efforts, tout le monde croit être content. C'est la complicité des badauds autour de Tabarin sur le Pont Neuf. Mais Tabarin n'est pas Molière.

Il y a une autre conception de l'enseignement, c'est de nous inviter, nous-mêmes et les élèves, à escalader les hauteurs, quitte à trébucher parfois. Le respect pour l'élève passe par le refus de trop de concessions à son égard. «Ce n'est pas l'abîme qui est dangereux, mais la pente.» (V. Hugo) Il nous faudra sans cesse essayer de remonter cette pente. Peu importe que l'éducation penche à droite ou à gauche; l'essentiel est qu'elle donne une leçon de

tenue et que cette leçon améliore l'homme; il s'agit de faire de tout jeune homme, de toute jeune fille, un seigneur, une dame, et non pas de toute dame et de tout seigneur un personnage médiocre. Misons surtout sur la qualité de l'homme et accordons à chacun des chances égales pour développer, non pour freiner ses qualités. Ne faisons pas comme ce directeur de course cycliste qui ordonna, à quelques kilomètres de l'arrivée, aux meilleurs coureurs de s'arrêter, d'attendre les trainards afin que tous puissent franchir ensemble la ligne: il voulut dans sa compétition un programme commun, unique... et il obtint un résultat inique.

La culture, l'éducation naissent d'une tension, non d'un désistement, d'un apaisement, d'une capitulation. Culture et éducation, tout comme la liberté, appartiennent à ceux qui la conquièrent; il n'y a pas de conquête sans combat.

Ben Molitor: Discours d'adieu, octobre 1977

L Il n'y a plus d'éducation. On fait un bachelier, un licencié, un docteur, mais un homme, il n'en est pas question. Au contraire, on passe quinze années à détruire sa virilité. On rend à la société un petit mandarin ridicule, qui n'a pas de muscles, qui ne sait pas sauter une barrière, qui a peur de tout, qui, en revanche, s'est bourré de toutes sortes de connaissances inutiles, qui ne sait pas les choses les plus nécessaires, qui ne peut donner un conseil à personne, ni s'en donner à lui-même, qui a besoin d'être dirigé en toutes choses, et qui, sentant sa faiblesse et ayant perdu ses lisières, se jette pour dernière ressource au socialisme d'Etat. — Il faut que l'Etat me prenne par la main, comme l'a fait jusqu'ici l'Université. On ne m'a appris qu'à être passif. Un citoyen, dites-vous ? Je serais peut-être un citoyen, si j'étais un homme.

Jules Simon
(1814-1896)
ministre
de l'Education publique

Effort et responsabilité

L E thème de l'effort, la plaidoirie pour une pédagogie de la responsabilité, impliquant une éducation de la liberté, constitue un axe essentiel de réflexion pour notre Fédération. La liberté suppose en effet un effort constant, indissociable d'ailleurs de la création de l'intérêt chez l'enfant.

C'est ainsi que les adultes doivent aider les jeunes à comprendre qu'il n'y a pas de pédagogie sans contraintes, sans difficultés à surmonter, sans efforts sur soi-même à faire. Ils doivent aider les jeunes à prendre eux-mêmes

L A morale est un fait social qui porte en lui-même son commencement et sa fin ; et la morale sociale devient ainsi par-dessus tout une question de culture, non pas seulement de la culture que donne l'éducation primaire, mais celle qui résulte des législations bien faites, et aussi de la pratique intelligente de l'esprit d'association.

La vraie morale, la grande morale, la morale éternelle, c'est la morale sans épithète.

... C'est la bonne vieille morale de nos pères, la nôtre, la vôtre, car nous n'en avons qu'une.

L'enseignement moral destiné à compléter et à relier, à relever et à ennobler tous les enseignements de l'école.

Jules Ferry
(1832-1893),
ministre
de l'Education publique.

en charge une part de leur éducation, à acquérir le sens des responsabilités, à refuser la passivité et la mentalité d'assistés. Tous les laxismes engendrent fatalement les démissions (...)

La Fédération de l'Education nationale entend réhabiliter l'éducation civique. Il doit bien s'agir *d'éducation* et non de simple instruction civique. Moyen de former, de façon harmonieuse et concomitante, aussi bien l'homme que le travailleur ou le citoyen, moyen également de réhabiliter les vertus collectives et de défendre la consommation collective contre la consommation gadget. ■

André Henry,
secrétaire général
de l'Education nationale
5 septembre 1979.

Chancengleichheit

Kaum irgendein Schlagwort in der Gegenwartspädagogik ist geeigneter als dieses, wenn es darum geht, die grotesken Irrwege aufzuzeigen, die durch ideologische Beschränktheit den Menschenverstand zu locken vermögen. Es soll aber nicht geleugnet werden, daß dieses Wort als politischer Köder außerordentlich wirksam ist. Daß es sich um einen Köder handelt, der keineswegs pädagogischen sondern sogenannten gesellschaftspolitischen Zielen dient, kann keine noch so gelehrte Abhandlung verlecken, auch nicht die soeben erschienene Veröffentlichung der OECD „Soziale Umwelt und Schulerfolg“ von Torsten Husén (Diesterweg 1978, deutsch von Helga Thomas). Nennen wir das Kind beim Namen: es gibt keine Chancengleichheit unter den Menschen in dem Sinne, daß allen alles zu erreichen möglich wäre, wenn man nur die entsprechenden Umweltbedingungen schafft. Denn die geistige und die biologische Ausstattung, mit der ein Mensch ins Leben eintritt, d. h. den Mutterleib verläßt, ist von Individuum zu Individuum verschieden. Nichts aber kann durch äußere Einflüsse in den Menschen hineingetragen werden, das nicht durch die Anlage gedeckt ist. Sicherlich kann man Anlagen fördern oder vernachlässigen: schaffen kann man sie nicht. Das hat auch H. Roth nicht gemeint, als er das mißverständliche Wort „begaben“ prägte. Die Überwertung der Wirksamkeit des „Milieus“ bis zur völligen Leugnung von bestimmenden und begrenzenden Erbanlagen ist nicht zuletzt als emotionale und politische Reaktion auf die dilettantische und verhängnisvolle Rassentheorie des Nationalsozialismus verständlich. Jedermann, der dies durchschaut, wird gegenüber einer ebenso dilettantischen Milieutheorie die nötige Distanz halten. Man soll hier nicht um Prozente rechten: Anlage und Milieu stehen in steter Wechselwirkung. Was der Staat zur Bildung beitragen kann und soll, das ist die Behebung von Informationsmängeln über Bildungseinrichtungen und die Bereitstellung der materiellen Grundlage (Gebäude, Lehrmittel,

Verkehrseinrichtungen). Man sollte nicht so tun, als gebe es Menschen oder Menschengruppen, die für sich Bildungsprivilegien beanspruchen und als sei eine politische Bewegung vonnöten, diese „Privilegien“ zu beseitigen, um „Chancengleichheit“ herzustellen. Solche Argumentation ist Unfug, nicht nur pädagogisch sondern auch politisch. Unfug ist somit auch die Beseitigung gewachsener Strukturen durch ein Einheitssystem (Gesamtschule) und die Zwangsverschulung der Gesellschaft (Abitur für alle, Massenuniversität, institutionalisierte Erwachsenenbildung). Die gesunde, die geistig und materiell produktive Gesellschaft ist nicht die unterschiedslose Masse, sondern die natürlich strukturierte Gemeinschaft. Die Menschen haben zwar vom Start weg die gleiche Chance, ein sinnvolles Leben zu führen; aber die konkrete Gestaltung dieses Lebens ist individuell begrenzt, und Bildung ist in erster Linie Erkenntnis der eigenen Grenzen. Diese Fähigkeit zu fördern ist Richtziel aller Erziehung. Hier handelt es sich aber nicht so sehr um intellektuelle Vorgänge (Prüfungen, Zeugnisse) als um Formung des Charakters. Die intellektuell begründete „Aufklärung“ seit dem 18. Jahrhundert, als deren verführerische Scheinblüte der dialektische Materialismus die Völker des 20. Jahrhunderts betört, hat zwar kräftige Impulse zur Entwicklung des Schulwesens geliefert, gleichzeitig aber eine Überwertung der Formbarkeit des Menschen eingeleitet, die in Verbindung mit dem technischen Fortschritt den euphorischen Optimismus des marxistischen Zukunftsglaubens begründet. Es besteht aber kein Zweifel, daß, je perfekter die Chancengleichheit von Mensch zu Mensch, Mensch zu Gott, Mensch zu Natur staatlich verordnet wird, desto mehr die Chance schwindet, als Mensch unter Menschen zu leben. Menschlich nämlich ist die Ungleichheit, Gleichheit bietet keine menschlichen Chancen.*

Hierzu noch ein Wort von Erich E. Geißler (Erziehung und Wirklichkeit — Allgemeinbildung in einer freien Gesellschaft; Deutscher Pädagogik- und Hochschulverlag, Düsseldorf 1977, S. 116 f): „Will man die wirkliche

pädagogische Qualität einer organisatorischen Einrichtung beurteilen, muß man sie zuerst kritisch von dem simplen Determinismuskonzept der Sozialisationstheorie lösen, daß gleiche Voraussetzungen zu gleichen Konsequenzen führen. Hier wird ein unangebrachtes Kausalitätsmodell auf menschliche Individualität angewendet und dabei übersehen, daß von der Innenseite der Person, der Art und Form des jeweiligen subjektiven Erlebens, entscheidende Wertungen ausgehen: Was dem einen höchster Genuß ist, bereitet dem anderen Ekel; was für den einen ein hohes Lebensziel und Grund für lange Anstrengungen darstellt, ist für den anderen nur Grund zur Langeweile. Eine gleichmäßige Zufriedenheit und ein gleichmäßiges Glück resultieren folglich gerade nicht daraus, daß alle unter gleichen Bedingungen existieren, sondern aus dem Vermögen, das zu realisieren, was ihnen erstrebenswert erscheint."

* Wie abstrus und gefährlich zugleich der Gleichheitswahn ist, zeigt sich deutlich in einem Zitat aus dem zweiten „Familienbericht“ der westdeutschen Bundesregierung an den Bundestag (15. 4. 1975) bzw. der zugrundeliegenden Expertise: „Da der Abbau der Ungleichheit das Ziel ist, bedeutet dies in der Praxis der Familienpolitik Abbau des ungleichen Familieneinflusses und damit Kollektivierung der Erziehung.“ (S. 71)

Dr. Otto Vicenzi:
 Schule - woher, wohin?
 Verband der Professoren Österreichs
 Eigenverlag - Wien

Christian Beullac ministre de l'Éducation

Il n'y a pas d'éducation sans morale

■ A la veille de « votre » seconde rentrée, estimez-vous que « l'ouverture de l'école sur la vie » progresse ? Que répondez-vous aux entrepreneurs qui constatent que le système scolaire ne prépare pas les jeunes à affronter les réalités d'aujourd'hui, la concurrence, le risque, l'incertitude ?

□ Je vais vous surprendre. Votre question me confirme qu'une révolution s'est faite dans les esprits et que nous n'en avons pas encore conscience. C'est un renversement de cent quatre-vingts degrés. La permissivité, le souci de l'épanouissement sans effort, le refus de la compétition traumatisante et de l'exercice répétitif qui ennue ont été longtemps à la mode. Le paradoxe est que, aujourd'hui, les parents, les éducateurs et les enfants réclament, par une sorte de retour du balancier, ce qui a été banni durant vingt ans.

C'est vrai, en effet, que dans les sociétés occidentales, riches et comblées par une organisation économique et politique adaptée au progrès scientifique et technique, le système scolaire s'est peu à peu éloigné de la concurrence, du risque, et de l'incertitude. Il n'avait pas à y préparer les enfants puisque ces données avaient presque disparu.

Au fond, c'est dans l'ordre des choses qu'il y ait adéquation entre l'enseignement et la société. L'état d'esprit des parents et des enseignants a reflété l'épanouissement général. Une génération qui n'avait connu que le progrès facile, sans crise et sans recul, a souhaité ardemment que ses enfants, dès l'école, vivent le même monde de satisfaction. S'ils n'obtenaient pas leur dû, c'est « qu'on ne voulait pas leur donner ». Assurer la meilleure répartition possible d'une croissance assurée, c'était le but du politique dans la société et l'exigence première dans l'éducation.

Mériter et gagner

Aujourd'hui, les Français, même s'ils ne le

proclament guère, ont compris que les belles années sont derrière eux. La société anonyme de distribution d'assurances tous risques et d'irresponsabilité illimitée est en train de disparaître.

L'Europe n'a plus de rente de situation lui assurant des dividendes. Nous ne pouvons plus regarder la compétition comme un spectacle ou une simple fantaisie sportive.

Il nous faut, en tant que nation, mériter et gagner. Mais chacun d'entre nous sait bien que c'est son affaire personnelle, et qu'il nous faut l'apprendre à ceux qui nous sont chers : nos enfants.

De là, pour ce qui est de l'éducation, ce changement d'attitudes qu'il nous faut mettre à jour, sans rien bousculer.

Les Français se disent entre eux que, pour réussir, il faut se préparer par l'exercice, se renforcer par la répétition, s'entraîner à l'effort. Ils voudraient que l'on pratique l'esprit d'équipe, que l'on forme des hommes capables d'audace, d'imagination et de courage. Ils s'interrogent sur les moyens d'y parvenir.

Ce renversement de la conscience collective va ouvrir l'école à la vie. Michel Crozier a rappelé qu'on ne réforme pas la société par décret, et, en effet, dans un pays libre et de responsabilité, on ne gouverne pas l'école par circulaire ministérielle. Organiser le changement, c'est d'abord le décrire, c'est libérer la parole et la pensée bloquées par le conformisme et les habitudes ? Je marquerai, à chaque occasion, les temps forts de cette longue route, comme je l'ai fait tout récemment pour la formation des instituteurs ou l'éducation concertée.

Je n'entends pas pour autant limiter ma tâche à celle du chœur antique commentant une action à laquelle il ne participe guère. Ma responsabilité étant de conduire ce changement, j'ai défini les objectifs et les moyens. Ils sont inscrits dans la loi et le seront chaque année dans le budget. La volonté, l'enthousiasme et la foi seront à la mesure des nécessités nouvelles, des nécessités qui sont déjà là et qui ne cessent de s'imposer d'avantage. ■

LGE-FILMPRODUKTION

ZEIT ...

MAGAZINE**MAGAZINE****MAGAZINE**

LGE-FILMPRODUKTION ZEIGT

Angefangen hat es vor zwei Jahren. Der einstündige Filmstreifen, der im Rahmen unseres Schulfestes vorgeführt wurde, trug den schlichten Titel "Méng Schoul" und war eher beiläufig entstanden. Das Kameraauge des Lehrers hatte im Laufe der Zeit vieles festgehalten: Szenen aus dem Schulalltag, Bilder von kulturellen Ereignissen, Eindrücke von mehr oder weniger sportlichen Veranstaltungen. Nur zögernd wurde mit dem Gedanken gespielt, das umfangreiche Material zu sichten und zu ordnen. Die Montage- und Synchronisationsarbeiten, die schliesslich doch in Angriff genommen wurden, waren recht mühselig und dauerten mehrere Monate. Als es dann endlich soweit war und der Titelvorspann unter Fanfarenklängen zum erstenmal über die Leinwand flimmerte, da ahnte noch niemand, welche Geister damit wachgerufen wurden.

Der Erfolg unseres ersten Schulfilms liess sich sehen. Sämtliche Vorstellungen waren im Handumdrehen ausverkauft, das Publikum - Eltern, Lehrer und Schüler - war begeistert, und so blieb uns nichts anderes übrig, als nach einem bewährten Rezept der Filmbranche zu verfahren und auf der Stelle mit den Dreharbeiten zum zweiten Teil der "Serie" zu beginnen.

Der zweite Teil (der immerhin eine Spieldauer von 90 Minuten hat!) wurde termingerecht zum nächsten Schulfest fertiggestellt und fand einen noch grösseren Anklang als der erste. Bislang dürften mehr als 1000 Zuschauer diesen Streifen gesehen haben. In regelmässigen Abständen finden Vorführungen statt, neue Mitarbeiter konnten gewonnen werden, es wird wieder geplant und gedreht. Kurzum, das Unternehmen blüht.

Wie ist dieser Erfolg zu erklären? Und überhaupt: was soll das Ganze? - Es wäre ein leichtes, pädagogische Überlegungen ins Feld zu führen, um unsere Arbeit zu begründen und zu rechtfertigen. Dass nebenbei für den einzelnen so manches abfällt, versteht sich von selbst. Schüler, die an den Filmen mitgearbeitet haben, wissen, was ein Zwischenschnitt ist und wozu eine Klappe dient. Das Pilottonverfahren ist ihnen ebenso vertraut wie der Phasentrick oder die amerikanische Nacht. Anregungen gibt es genug, und die Zahl derer, die ihr Taschengeld zusammensparen, um eine Filmkamera zu kaufen, nimmt beständig zu.

Dennoch ist es nicht unsere Absicht gewesen, einen gezielten Unterricht in Medienkunde zu erteilen. Der Zeitraum, in den unser Schaffen notgedrungen fällt - freie Nachmittage und Ferien -, wäre dazu auch denkbar ungeeignet. Wenn wir Filme drehen, so erwarten wir von dieser Tätigkeit das gleiche Mass an Entspannung und Unterhaltung, wie es später auch dem Zuschauer zuteil wird. Wir sind keine gequälten Künstlernaturen, in unseren Filmen werden keine metaphysischen und keine sozialkritischen Probleme erörtert. Was wir anstreben, ist weniger der künstlerische Tiefgang als die technische Perfektion. "Es war wie im richtigen Kino" - wer unsere Arbeit so beurteilt, zollt uns das höchste Lob.

Im Mittelpunkt unserer Filme steht das LGE. Die Anstalt, in der wir unterrichten (bzw. unterrichtet werden), hält uns demnach auch

in der Freizeit gefangen. Mit Masochismus hat das allerdings nichts zu tun. Im Gegenteil. Wer die Konzeption unserer Filme kennt, wird begreifen, dass mancher Schüler auf eine Ferienreise verzichten und statt dessen lieber in unser "Atelier" kommt. Man hat das Kino wohl, um es abzuwerten - eine Traumfabrik genannt. Unser Bestreben ist es, dieser Definition in jeder Hinsicht gerecht zu werden. Den dokumentarischen Stil, der dem ersten Teil unseres Schulfilms über weite Strecken zugrunde lag, haben wir schnell aufgegeben. Realität interessiert wenig, man begegnet ihr täglich. Darum zeigen wir die Schule nicht, wie sie ist; wir zeigen sie auch nicht, wie sie sein sollte, sondern wie sie sein könnte. Der Phantasie sind dabei keine Grenzen gesetzt.

Was geschieht nachts im LGE? Mit dieser Frage beschäftigt sich zum Beispiel der zweite Teil von "Méng Schoul". Und da passiert tatsächlich allerhand: dämonische Lehrer wandeln auf den Spuren der Doktoren Faust und Frankenstein, sie brauen ungesunde Säfte zusammen und basteln an einem klapprigen Homunculus, dessen zügellose Vernichtungswut allen zum Verhängnis wird; tapfere Bibliothekare blasen zur Jagd auf einen geheimnisvollen Bücherklau, der sich schliesslich als transylvanischer Graf entpuppt und nur dadurch zur Strecke gebracht werden kann, dass ihm ein Exemplar der französischen Schulgrammatik unter die Nase gerieben wird; unsere Schule ist auch nicht mehr das triste Gebäude, das jeder zur Genüge kennt, sondern ein architektonischer Prachtbau, eine Hochburg der abendländischen Zivilisation, eingebettet in ein waldiges Hügelland, auf dem Kühе grasen und wo ewige Ferienstimmung herrscht.

Der Orts- und Sachkundige wird natürlich die unterschwellige Ironie bemerken, die in solchen Szenen zum Ausdruck kommt. Vielleicht sind unsere Filme doch nicht so harmlos, wie es den Anschein hat. Uns hat es jedenfalls Spass gemacht, Hector, den altgedienten Knochenmann aus der Biologieabteilung, zu mitternächtlicher Stunde durch die leeren Korridore zu hetzen! Die optische und akustische Verfremdung einer vertrauten Umgebung - nachts heulen die Wölfe um das LGE -, das paradiesische Spiel mit stereotypen Motiven aus der Filmgeschichte, der häufige Einsatz von Trickverfahren und Spezialeffekten: das alles ist sehr aufregend und weckt immer wieder von neuem das Interesse der Zuschauer.

Aufregend sind auch die Möglichkeiten, die der Film uns im Hinblick auf Mythen- und Legendenbildung gibt. Das Kellergewölbe unter der Schülerbibliothek ist auf einmal nicht mehr ein öder Abstellraum, sondern der Schlupfwinkel des hauseigenen Vampirs, das Chemielabor wird zur Giftküche skurriler Adepten, der Biologiesaal zur Experimentierwerkstätte eines teuflischen Magiers. - Nüchterne Menschen werden jetzt den aufgeklärten Kopf schütteln und denken, hier werde Obskurantismus in seiner schlimmsten Ausprägung praktiziert. Wir sind nicht dieser Meinung. Gewiss, die Schule ist zum Lernen da, doch wem schadet ein gelegentliches Schmunzeln. Selbst ein höllisches Lachen macht das Dasein um einiges erträglicher. Schüler, die den grässlichen Leinwandtod ihrer Lehrer beklatscht haben, verlassen den Kinosaal geläutert und befriedigt. Eine kollektive Katharsis hat stattgefunden, die latente Aggressivität ist abgebaut worden, der Unterricht kann fortgesetzt werden. "Wo waren wir stehengeblieben...?"

Vieles weist darauf hin, dass wir den richtigen Weg beschritten haben. Lehrer, die dem Treiben am Anfang mit Misstrauen und Skepsis begegnet sind, stehen heute vor der Kreissäge Schlange, lassen sich

vom Maskenbildner Schusswunden zufügen oder entblößen ihren Nacken unter dem Fallbeil eines erregten Septimaners, der laut Drehbuch den Henker zu spielen hat. Eine ausgereifte Super 8 - Technik ermöglicht die reibungslose Herstellung von Filmen, deren Gesteuerungspreis vertretbar ist und deren Bild - und Tonqualität keine Wünsche offenlässt. "Méng Schoul II" hat insgesamt 15.000 Franken gekostet, eine bescheidene Summe, wenn man bedenkt, dass der Streifen die Länge eines normalen Kinofilms hat. Die Einnahmen aus den Vorführungen reichen zwar aus, um die Produktionskosten zu decken, aber ohne die persönliche Opferbereitschaft aller Beteiligten wäre unsere Tätigkeit nicht denkbar. Förderungsmittel stehen uns nicht zur Verfügung, die technische Einrichtung ist mit privaten Geldern finanziert worden, eventuelle Unkosten (Garderobe, Maske, Transport) werden von unseren Mitarbeitern aus eigener Tasche bestritten. Das ist vielleicht nicht die ideale Lösung, aber was soll's? Uns macht es Spass, und zur Zeit stecken wir schon wieder mitten in den Dreharbeiten.

Der dritte Teil unserer Produktion versucht aufzudecken, wie jene ominöse "Sektion K" funktioniert, die - angesichts der wachsenden Kriminalität hierzulande - kürzlich in verschiedenen Lehranstalten des Sekundarunterrichts eingeführt wurde. Sieben weitere Folgen sind in Vorbereitung.

Gaston Rollinger



INFORMATIQUE:

COMMENTAIRES ET BILAN

S'il est un sujet sur lequel s'acharnent avec une rare tenacité les journalistes depuis quelques années, c'est certainement celui de la microélectronique et de l'informatique. Des commentaires plus ou moins pessimistes sur le danger des microprocesseurs tueurs d'emplois alternent avec des spéculations souvent très hardies sur la "nouvelle" société informatique, société où tous les citoyens auront accès quasi illimité à n'importe quelle source d'informations, fut-ce banques de données scientifiques ou liste des spectacles, courrier électronique ou fichiers des anniversaires des membres de la famille. Si en plus le président de la république française s'en mêle en annonçant la société télématique pour les années 1980 et en exigeant une préparation adéquate de "l'homme informaticus", il est grand temps de reprendre son souffle et de faire quelques réflexions à tête froide. C'est ce que je propose dans cet article, qui comprendra en première partie des commentaires généraux et en deuxième un bilan sur les travaux faits avec les élèves du LCD dans le domaine de "l'informatique".

LES SYSTEMES TRADITIONNELS.

Je ne vais plus vous ennuyer par un historique détaillé sur les ordinateurs. Retenons simplement que pendant les années 1940 à 1952, les rares ordinateurs existant dans le monde n'avaient qu'un faible impact en dehors des laboratoires universitaires ou militaires où ils étaient utilisés.

Dans les années cinquante, ceci va graduellement changer. Et à partir de 1960 la multiplication des installations se fait de façon quasi exponentielle. L'électronique ayant fait le pas des tubes à vide aux semi-conducteurs, d'abord discrets puis en circuits intégrés, les installations deviennent rapidement plus performantes, plus maniables et meilleur marché. A partir de 1970 pratiquement aucune banque ne fait plus sa gestion sans ordinateur, qui lui permet un accès rapide aux différents fichiers et un contrôle simplifié des transactions journalières ou mensuelles. Si au début des années 1970, les points d'étranglement se situaient à l'entrée des données, qui se faisait encore par cartes perforées encodées près de l'installation centrale, l'introduction des réseaux de transmission changera tout cela. Aujourd'hui toute filiale importante est reliée à l'ordinateur central par une ou plusieurs lignes de transmission des données, et les terminaux installés aux guichets sont utilisés pour toutes les opérations de change, de retrait, de versement etc. Pour les clients, les opérations bancaires se sont simplifiées et sont devenues plus rapides; quant au personnel, le passage à la technique nouvelle ne semble guère avoir posé de trop grands problèmes. Pour le secteur bancaire, tout indique que la révolution informatique s'est faite calmement; le client l'a subie, souvent en l'ignorant même, et son mode de vie n'en a pas été bouleversé.

Ceci n'est pas le cas dans le secteur industriel. En effet, aussi longtemps que les ordinateurs étaient des machines volumineuses. Exigeant un encadrement spécial (salles climatisées, par exemple), leur impact sur les méthodes de production était limité. L'avènement des microprocesseurs va changer tout cela.

LES MICROPROCESSEURS.

Rappelons qu'un microprocesseur est un circuit intégré qui

correspond à ce qu'on appelle communément "l'unité centrale" d'un ordinateur.

Reliez un tel microprocesseur à un deuxième circuit permettant l'échange des données avec le monde extérieur et à un Chip permettant le stockage en mémoire, et vous avez pratiquement construit un microordinateur avec 3 circuits intégrés; si cette petite machine ne permet certainement pas la gestion du fichier des CCP, vous pouvez quand-même l'utiliser pour commander une machine à laver ou un système anti-vol. En augmentant quelque peu votre investissement, vous pouvez construire pour moins de 100.000.- fr une machine capable de réaliser des opérations réservées il y a dix ans à des "colosses" coûtant entre cent et mille fois plus cher.

Evidemment cela change tout: on peut envisager maintenant d'incorporer un microordinateur dans les appareils de mesure, pour faciliter leur emploi et pour faire un contrôle immédiat des données mesurées; de même on ajoutera à la machine à écrire un petit ordinateur permettant de préparer et de corriger une lettre avant de l'imprimer, et d'utiliser des blocs standards préparés (p. ex. la formule "Veuillez agréer..." sera appelée par une simple touche); la justification à gauche et à droite est automatique; une fois imprimé, le texte sera archivé sur disquette magnétique. Toutes ces utilisations des microordinateurs sont en train de devenir monnaie courante, sans que le grand public ne s'en émeuve outre mesure; il me semble que la révolution se fait également pour ces produits sans que l'utilisateur moyen soit bouleversé.

Evidemment il n'en va pas de même pour le tourneur ou le mécanicien de précision, qui fabriquaient les leviers et rouages compliqués remplacés par quelques circuits intégrés. De même la petite secrétaire qui ne faisait rien d'autre que de taper à la journée des lettres, risque de devoir céder sa place à sa collègue de l'échelon supérieur, qui fera son travail sur un automate de texte. Il est cependant probable que le volume des affaires à traiter augmentera tellement vite, et que le nombre des nouveaux appareils à contruire croîtra rapidement, de sorte que finalement ni le mécanicien, ni la secrétaire ne perdront leur emploi, quitte à devoir se plier à un réapprentissage. L'exemple de l'Allemagne semble confirmer cet optimisme: à Stuttgart p. ex., on cherche fébrilement de la main d'oeuvre, même sans qualifications spéciales, sans la trouver; et cependant il y a seulement deux années, le passage à la microélectronique avait provoqué justement dans la même région de profonds bouleversements.

L'APPRENTISSAGE CONTINUËL: Cependant on exigera de plus en plus du personnel une adaptation continue. Aujourd'hui déjà, certaines firmes n'hésitent pas à consacrer jusqu'à 10% du temps de travail de leurs employés à leur instruction. Cet enseignement échappera de plus en plus à l'école traditionnelle. Son rôle n'en sera pas pour autant amoindri: elle doit préparer ses élèves à cet apprentissage, et comme toujours elle doit leur fournir les bases nécessaires, une certaine flexibilité de l'esprit et un esprit critique.

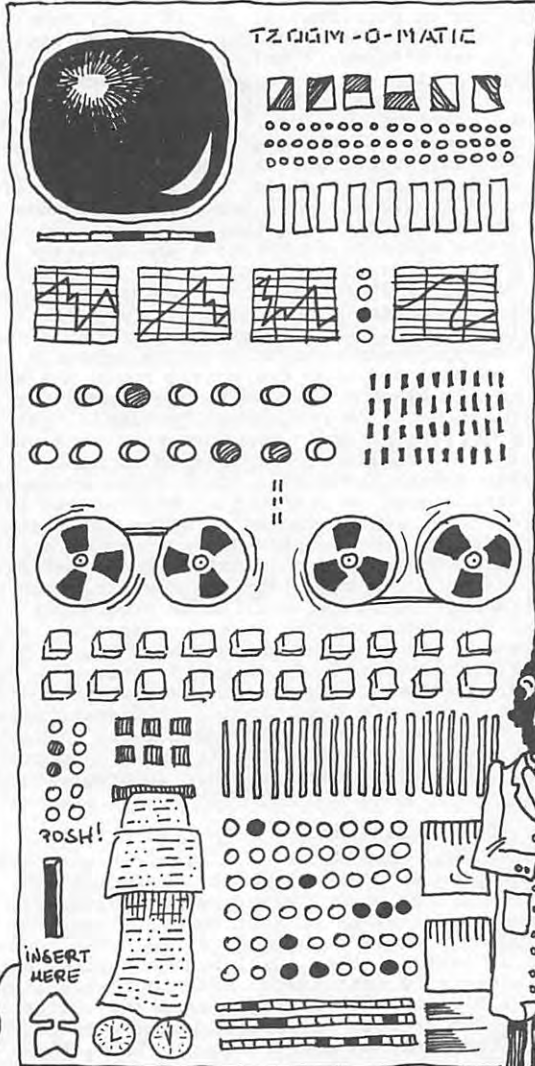
PROGRAMMER: Le mot "informatique" est un mot dont le sens est parfois très fluet; pour le commerçant informatique est synonyme de gestion de fichiers et de stock, pour le médecin informatique signifie diagnostique assisté, pour l'artiste c'est l'exploitation des possibilités graphiques de l'ordinateur et l'ingénieur comprendra sous informatique le contrôle des processus et la régulation intelligente; l'enseignant parlera d'informatique s'il réalise un cours programme ou un cours assisté par l'ordinateur, et le cryptographe s'il s'occupe de chiffrement et de déchiffrement automatiques. Finalement, un seul point commun à tout cela: l'utilisation d'un

ordinateur qui peut faire des travaux tellement divers parce qu'il a été convenablement programmé. C'est donc la programmabilité qui peut expliquer l'énorme potentiel de cet outil, et c'est elle qui est la clé à toute utilisation intelligente de l'ordinateur.

Il est évident que tout ce que peut faire le lycée, c'est de lever un peu le voile sur ce problème: il serait assez vain de vouloir refaire avec les élèves le programme complet du système d'information de la caisse d'épargne! Mais on peut montrer comment fonctionne cette programmation sur des exemples plus simples: on peut écrire avec eux un programme pour simuler une expérience physique, une réaction chimique, ou pour faire un calcul mathématique compliqué. On peut surtout rendre attentifs les élèves à la foule des problèmes qu'ils rencontrent dans les différentes branches, et qui en général sont esquivés. Par exemple, combien d'élèves savent faire un ajustement pour trouver le polynôme qui représente au mieux leurs résultats des travaux pratiques? Combien ont essayé de trouver une solution numérique à une équation du quatrième degré? On pourrait ainsi multiplier les exemples: dans les branches scientifiques du lycée les problèmes intéressants à résoudre sur l'ordinateur abondent, même dans les branches littéraires, il est facile de faire de petits programmes pour s'exercer aux traductions; en éducation musicale on pourrait penser à synthétiser à l'aide de la machine des sons respectant toute une série de contraintes données. Finalement tout se ramène à un point: il faut donner aux élèves un outil de programmation simple, qui les rende capables de résoudre sur l'ordinateur des problèmes divers. Selon mon avis, c'est là la meilleure préparation au monde "informatisée" que l'on puisse donner aux élèves. Ceci exige évidemment l'accès direct à un ordinateur. On pourrait m'objecter que la faculté de savoir programmer sera de moins en moins importante: en effet l'industrie propose de plus en plus des programmes spécifiques tout faits ou des modules préprogrammés (pensez par exemple aux modules enfichables pour les calculatrices Hewlett-Packard ou celles de Texas instrument). Cela est vrai; mais programmer ne devrait pas signifier seulement encoder dans une certaine langue. Traiter des problèmes sur l'ordinateur exige d'abord qu'on ait une bonne connaissance de ces problèmes, de ce qu'on veut et de la méthode (l'algorithme) qui devrait aboutir à la solution. De plus, le nombre de problèmes à résoudre étant infini, l'industrie ne pourra jamais proposer une solution complète à chacun. Il faut donc être capable de modifier un programme "précuit" pour l'adapter à ses besoins, ou assembler différents modules en un programme plus vaste.

LES COURS DU LYCEE CLASSIQUE DE DIEKIRCH

Pendant maintenant 6 ans, nous avons eu à Diekirch un cours facultatif de programmation et d'initiation à l'informatique. Les seuls autres établissements du pays à enseigner un tel cours (obligatoire dans leur cas) étaient et sont encore l'institut supérieur de technologie (l'école technique) et le Lycée technique, école de commerce et de gestion (ECG). Quelques tentatives ont été faites à Esch-sur-Alzette et à Echternach. Mais pour autant que je sache, elles n'ont pas été poursuivies régulièrement. (Cette année-ci, le Lycée technique des arts et métiers commencera un cours plus spécialisé pour les techniciens en électronique). Il ne faut d'ailleurs pas confondre le cours d'informatique, obligatoire, de la section D avec celui dont je parle: le cours de la section D est essentiellement livresque et ne comporte pas de travaux concrets sur l'ordinateur. Après plus de 5 ans, il est temps de faire un



bilan de notre expérience et d'en tirer quelques conclusions.

LES ELEVES: Les élèves qui ont suivi ce cours étaient et sont des élèves de troisième, deuxième et rarement première; aucune section spéciale n'est prescrite, mais pratiquement la majorité des élèves étaient de la section B ou C, rarement D. Je n'ai jamais eu un élève de la section littéraire. Le nombre des inscriptions oscillait entre 8 et 24, mais il fallait toujours compter avec 30% à 50% de défections en cours de route (plus le nombre des inscriptions était grand, plus le pourcentage des défections l'était également). Les raisons de ces abandons étaient la surcharge réelle (ou prétendue?) des élèves par les travaux scolaires habituels, ou un manque d'intérêt. Le noyau des "durs" qui restaient était composé alors d'une demi-douzaine de "mordus" (je dirai même de computer freaks) et d'un nombre égale d'élèves dont l'intérêt était réel, mais moins passionné. Plusieurs des élèves qui ont suivi ce cours ont choisi par la suite une carrière informatique (en général des études spécialisées en Allemagne); souvent leurs connaissances de base leur facilitaient l'accès au centre de calcul de leur université.

LES DEBUTS: La langue de programmation enseignée dès le début était le basic: c'est une langue de programmation très simple à apprendre et à utiliser, mais très efficace pour résoudre le genre de problèmes dont j'ai parlé en haut. A l'époque nous faisons un peu figure de pionniers: l'école technique enseignait le fortran et l'ECG n'introduisait le basic qu'un peu plus tard. Ces trois écoles utilisaient les installations de l'école technique: un système de mini-ordinateur Hewlett-Packard. Il faut d'ailleurs insister sur l'extraordinaire rôle qu'a joué l'école technique qui, mettant ses installations à notre disposition, rendait possible l'essai d'un tel cours. Pratiquement l'équipe des professeurs travaillant sur l'ordinateur de l'école technique était constituée de MM. Lahr, Sales (dont le décès prématuré a été une grande perte), Dühr pour l'E.T., Asselborn pour l'ECG, Massen pour le LCD et Weis pour le Ministère de l'Education Nationale, qui essayait de coordonner nos expériences (et qui est l'exemple-type, qu'un littéraire peu devenir, s'il y met l'effort nécessaire, un excellent programmeur).

Le cours du LCD comprend une introduction historique sur les machines à calculer et les systèmes d'ordinateurs, quelques notions des techniques utilisées, mais surtout un enseignement du basic et son utilisation pour résoudre des problèmes. L'enseignement proprement dit de la langue ne prend guère plus de cinq à huit heures, de sorte que la majorité du temps restait disponible à l'étude de cas et à la solution de problèmes divers (par ex. problèmes mathématiques, simulations, poésie automatique, chiffrage et déchiffrage, graphiques etc.). Pendant les trois premières années, les élèves écrivaient leurs programmes sur des cartes spéciales; chaque samedi, je faisais le voyage à l'école technique, pour y faire passer ces programmes sur l'ordinateur. Les petites erreurs étaient corrigées sur place, pour éviter aux élèves une déception trop grande, si un programme n'était pas exécuté par faute d'une virgule manquante, par exemple. Les "listings" (programme imprimés avec leurs résultats) étaient distribués le lundi et leur discussion se faisait lors du cours suivant. Evidemment, tout ceci n'était pas l'idéal: les élèves n'avaient aucun contact direct avec la machine; les délais étaient trop grands et il fallait parfois attendre trois à cinq semaines pour qu'un programme soit exécuté sans fautes.

LES MICROORDINATEURS: L'avènement des premiers microordinateurs allait heureusement changer cette situation. En décembre 1976, M. Mootz et moi-même faisons un voyage, à Bruxelles pour aller voir

un microordinateur SWTPC, base sur le microprocesseur 6800 de Motorola, qui venait justement de sortir aux Etats-Unis; une petite firme de Bruxelles en assurait la vente. Nous étions agréablement surpris par les performances de la machine: son basic, p. ex. était supérieur à celui de l'ordinateur de l'école technique, et les possibilités d'utiliser le microordinateur pour des commandes diverses et pour lui attacher différents interfaces pour le relier à un oscilloscope, à un enregistreur..) étaient très grandes. Puisque nous n'avions aucun crédit officiel disponible, nous faisons alors la seule chose possible: nous achetions, chacun pour son compte, un système en kit, comprenant l'ordinateur, un terminal et une interface pour stocker les programmes sur cassette ordinaire. Puisque le système était en kit, il fallait le monter soi-même; rien, même les touches du clavier, n'était pré-assemblé! Après un mois de travail assidu, plusieurs milliers de points de soudures et quelques sueurs froides lors des manipulations des circuits MOS délicats (et surtout introuvables à l'époque), les 2 systèmes étaient opérationnels. Depuis cette date, ils sont sous tension, jour et nuit, pratiquement, sans interruption. Les pannes ont été relativement peu fréquentes (surtout des mémoires défectueuses et des difficultés de lecture avec les cassettes) et ont toutes pu être redressées par nous-mêmes. Une telle façon de construire soi-même son ordinateur a permis d'acquiescer une foule de connaissances nouvelles: c'est là, plus que la question du moindre prix par rapport à un système en marche, le principal intérêt du kit.

Lorsque ces systèmes étaient prêts, nous pouvions par un coup de chance, acquiescer trois terminaux d'occasion, permettant une impression sur papier et une lecture et perforation de bandes perforées. Un de ces terminaux était installé "off-line" au lycée, et fut finalement, après que le centre d'informatique de l'état eut donné un avis pas trop défavorable, payé par un crédit extraordinaire du Ministère.

ABANDON DES CARTES MARQUEES. A partir de ce moment, nous abandonnions les cartes marquées, et les élèves écrivaient leurs programmes sur le terminal (solitaire) du lycée et me remettaient la bande perforée correspondante. Chaque soir, je passais ces bandes chez moi sur l'ordinateur, et les élèves avaient leurs résultats en général le lendemain.

LE NOUVEAU SYSTEME DU LYCEE. Finalement, nous pouvions franchir la dernière étape. L'année passée, sur un avis favorable du centre d'informatique de l'état, le Ministère nous autorisait à acquiescer un petit système pour les besoins de l'école. Nous choissions de nouveau un système SWITP, pour les raisons suivantes:

- à ce moment, ce système était toujours, un des plus performants et des moins chers
- nous avions accumulé un stock non négligeable de programmes pour ce système
- le professeur 6800 était devenu un standard de l'industrie
- l'expérience que nous avions acquise avec nos systèmes nous autorisait à faire la maintenance nous-même.

Ce système était également livré en kit. Cependant, cette fois-ci l'assemblage nous prenait beaucoup moins de temps. Pendant toute l'année passée, les élèves avaient à leur disposition cet ordinateur: ils avaient une clé de la salle où se trouvait la machine et pouvaient l'accéder pratiquement de huit heures du matin à huit heures le soir. Les temps d'occupation sont très honnêtes pour un matériel scolaire: en moyenne deux à trois heures par jour, parfois même six heures! Cette année-ci nous sommes en

train de résoudre le dernier problème, à savoir celui du stockage des programmes sur cassette. Bien que bon marché et simple à employer, cette méthode est lente et ne permet pas la création de fichiers. L'utilisation de floppy-disks (disquettes souples) permet d'y remédier; le stockage, et la lecture sont accélérés d'un facteur 200 et la création de fichiers est très aisée. L'année passée, quelques anciens du cours facultatif demandaient un cours supplémentaire sur la programmation en langage-machine et en assembleur: je leur donnais quelques indications pour les rendre capables à apprendre eux-mêmes cette matière. Cette année-ci, devant l'intérêt très grand (15 élèves) pour les microprocesseurs, la microélectronique et la programmation des processeurs M. Mootz tient un cours spécial pour répondre à leur désir. Les élèves qui suivent ce cours sont presque tous des anciens du cours de basic et souvent des bricoleurs en électronique.

Le coût de notre installation se situe finalement autour de 200.000.- frs. Bien que le prix des ordinateurs personnels ait diminué entretemps, un système complet comprenant outre l'ordinateur une station de floppy-disks et une imprimante rapide sur papier reviendra toujours à environ 200.000.- frs.

Finalement, pour conclure, permettez-moi de poser quelques questions et de donner moi-même les réponses que je pense adéquates.

QUESTION: Faut-il introduire un cours d'informatique? Obligatoire pour tous les élèves?

REPONSE: L'intérêt d'un cours obligatoire sera certainement infiniment plus faible que celui d'un cours facultatif suivi par les seuls élèves qui se sentent concernés. D'ailleurs, ne nous laissons pas trop influencer par les effluves de la presse sur la société informatique de demain. En quelques années, tous nos élèves se sont habitués à manipuler des calculatrices qui représentent souvent l'équivalent d'un ordinateur de plusieurs millions des débuts soixante; on ne leur a pas tenu des cours spéciaux, parce que l'utilisation de ces calculatrices est souvent d'une simplicité extrême. Si dans quelques années le poste de TV domestique sera devenu un petit terminal relié à un ordinateur central ou à un réseau de transmission de données, son emploi sera rendu certainement aussi facile que celui de nos calculatrices. Je suis d'avis, qu'au lieu d'introduire un cours obligatoire, il faudrait étendre les cours facultatifs à tous les établissements. On pourrait d'ailleurs réfléchir, si nous ne devons pas envisager un système de cours à option comme on les fait en Allemagne: la question "obligatoire ou facultatif" ne se poserait plus alors.

QUESTION: Qui devrait enseigner un tel cours?

REPONSE: Il faut rappeler que les utilisateurs de moyens informatiques sont de tous les bords, et qu'il serait impensable de vouloir réserver leur emploi et leur enseignement aux titulaires d'une seule spécialité. L'informatique n'est une branche, ni des sciences économiques, ni des mathématiques, ni de l'électronique. L'informatique est un outil utilisé par toutes ces spécialités, et par d'autres encore; et chacun y trouve et y recherche les méthodes pour résoudre ses propres problèmes. On pourrait remarquer que par exemple les maçons, les mécaniciens et les orfèvres se servent tous d'un marteau, sans qu'on penserait à réserver à une de ces professions l'exclusivité de l'enseignement du bon emploi du marteau!

QUESTION: Quel est le prix d'un équipement?

REPONSE: L'équipement initial de tous les lycées du secondaire

devrait pouvoir se faire pour 2 millions. Les petits systèmes ne comportent en général pas de frais de maintenance. Si le besoin se fait sentir, on peut toujours les paralléliser par un deuxième système. Il serait bon, mais pas absolument nécessaire, que l'équipement soit si possible standardisé. Ceci faciliterait l'échange direct des programmes entre les différents établissements. Cependant, si une telle standardisation exige la création d'une demi-douzaine de commissions délibérant pendant 5 ans, il vaudrait mieux y passer outre et laisser à chaque établissement le choix de son équipement, quitte à imposer un certain plafond.

RESUME.

L'expérience du cours facultatif d'informatique et de programmation a été positive. Il serait temps de l'étendre à toutes les écoles du pays, en évitant de tomber dans le piège d'un équipement sur-dimensionné par rapport aux besoins.

Francis Massen

ABIOL

L'Association des Biologistes Luxembourgeois, ABIOL, est née de la double nécessité où se trouvaient les biologistes, à savoir défendre les intérêts spécifiques de la biologie dans l'enseignement et prendre en mains le recyclage permanent de ses membres.

Il apparut très vite que la place de la biologie dans l'enseignement ne faisait que refléter l'impact de la biologie dans la société actuelle. Si l'on voulait accroître la première il fallait commencer par augmenter l'impact social de la biologie.

Les discussions centrées sur les problèmes de l'environnement, Centrale de Remerschen et autres, avaient préparé le terrain. Il fallait éviter cependant que la biologie ne se réduisît pour le grand public à l'écologie. C'est pourquoi l'ABIOL, avec les moyens restreints que sont les siens, a essayé de porter à la connaissance du public un certain nombre d'aspects de la biologie. Je vais tâcher de résumer rapidement l'activité essentielle dans ce domaine.

Dans le contexte de l'Education des Adultes, des cours d'Ecologie et de Biologie de l'Hérédité eurent lieu à l'Athénée en 1977. Un cours d'Ecologie patronné par l'ABIOL est organisé cette année au CEMPE.

L'ABIOL s'est associée à d'autres organisations pour organiser des conférences ou expositions. Je rappelle pour mémoire la conférence du professeur König de Vienne sur l'éthologie humaine, ainsi que l'exposition "Histoire naturelle de la Sexualité", mise à notre disposition par le Muséum d'Histoire Naturelle de Paris. A l'avenir l'ABIOL prendra part à la mise sur pied de l'exposition "Unsere Welt ein vernetztes System".

Il est évident que l'ABIOL essaie de collaborer avec des associations ou groupements poursuivant des buts similaires: Jeunes et Environnement, Natura, Biergerinitiativ geint de Kueb et d'autres.

Cette collaboration ne pose guère de problèmes. La situation des biologistes est bien plus délicate vis-à-vis de professions touchant de près ou de loin à certaines disciplines biologiques, e.g. médecins, ingénieurs agronomes, ingénieurs forestiers.

Les biologistes sont souvent considérés par ces spécialistes comme les parents pauvres tout juste bons à amuser les gosses de l'enseignement postprimaire. Il est important que les biologistes améliorent leur image vis-à-vis de ces professions en montrant qu'ils peuvent fournir un apport original. C'est dans cette optique qu'il faut voir le soutien apporté par l'ABIOL aux Séminaires de Néphrologie qui ont lieu au Centre Hospitalier de Luxembourg. Dans ce cadre, pour la première fois, médecins et biologistes présentent et discutent des problèmes spécifiques et apprennent à s'estimer les uns les autres. Même si à l'heure actuelle le cercle des adeptes est réduit, cette expérience positive est lourde de promesses.

SERIEUX,

PAS SERIEUX..

« Il est difficile d'avoir de l'esprit avec des gens bêtes ».

Paul LÉAUTAUD.

In der Schule für Leben
fertig gemacht werden

Lehrer, die nicht dankbar sind, werden
nach der Prüfung in die Schule
nicht zugelassen. In der Schule
und der Lehrerschaft in allen Schu-
len ist dann noch kein Unterricht.
Viele von ihnen scheinen festzu-
halten, dass die Prüfung zu geben
trifft, und also vorziehen, in die
Lehrerschaft der Vorbereitung zu
anderen Fachlehrern, die dem
Schüler zu helfen haben, in der
Lehrerschaft in der Schule zu
arbeiten. Aber auch in der
Lehrerschaft der Vorbereitung
Lehrer, die nicht schon in der
Lehrerschaft in der Schule sind.



In der Schule fürs Leben fertig gemacht werden

Lehrer, die sich dazu hergeben während der Ferienzeit Nachhilfeunterricht zu geben, haben Seltenheitswert, und der Lehrermangel an allen Schulen ist denn auch dementsprechend. Viele von ihnen scheinen Privatstunden den Vorzug zu geben, die sind teurer und also vorteilhafter für die Lehrer. Daß die vom Staat gratis organisierten Nachhilfestunden dem Schüler zugute kommen, haben bessere Examensresultate in den letzten Jahren gezeigt. Aber zurück zu unserer Klasse, die wartet schon. Pierre Puth, Deutschlehrer in der Mittelschule auf

Limpertsberg, ist einer der «seltenen Vögel», die sich gemeldet haben um dort nachzuhelfen, wo es bei Schülern hapert, die ihrerseits heute freiwillig gekommen sind, hoffentlich nicht um «in der Schule fürs Leben fertiggemacht (zu) werden.» Der Ausspruch stammt von besagtem Deutschlehrer und ist inzwischen in die Literatur eingegangen (der Satz, sein Autor noch nicht). Womit sich die Dreizehn- und Vierzehnjährigen jedoch während dieser Deutschstunde zu befassen haben werden, ist vorerst nicht die Literatur, sondern trockene Grammatik.

revue 8/10/79

In der revue war es in letzter Zeit bedenklich ruhig geworden nach jjs Auslotung der Analsphäre. Prompt krochen die Lehrerf.. wieder aus ihren Löchern, in die sie Ayatollahs Bannflüche vertrieben hatten und verpesteten - wie gehabt - die Luft mit ihren elitären Ausdünstungen. Der Meister aber, augenblicklich

dabei, dem gemeinen Volk den tieferen Sinn der Krautmarkt-Suren zu entschlüsseln, entsandte einen gelehrigen Schüler zu den Seinen. Betroffen musste dieser feststellen, dass die meisten Lehrer ihre Ferien zu Hause zu verbringen scheinen, wo sie, dank überteurer Privatstunden, die Haushaltskasse aufpäppeln (vielleicht, um sich in der Nachsaison einen billigeren Urlaub zu leisten?). Gott sei Dank gab es auch Erfreulicheres zu vermelden: mit der revue-Reportern eigenen Spürnase wurde die pädagogische Sensation des Jahres aufgescheucht: der Sprüche klopfende Vogel-lehrer (oder Lehrer-Vogel?).



Phantombild des von revue beschriebenen neuen Lehrertyps.

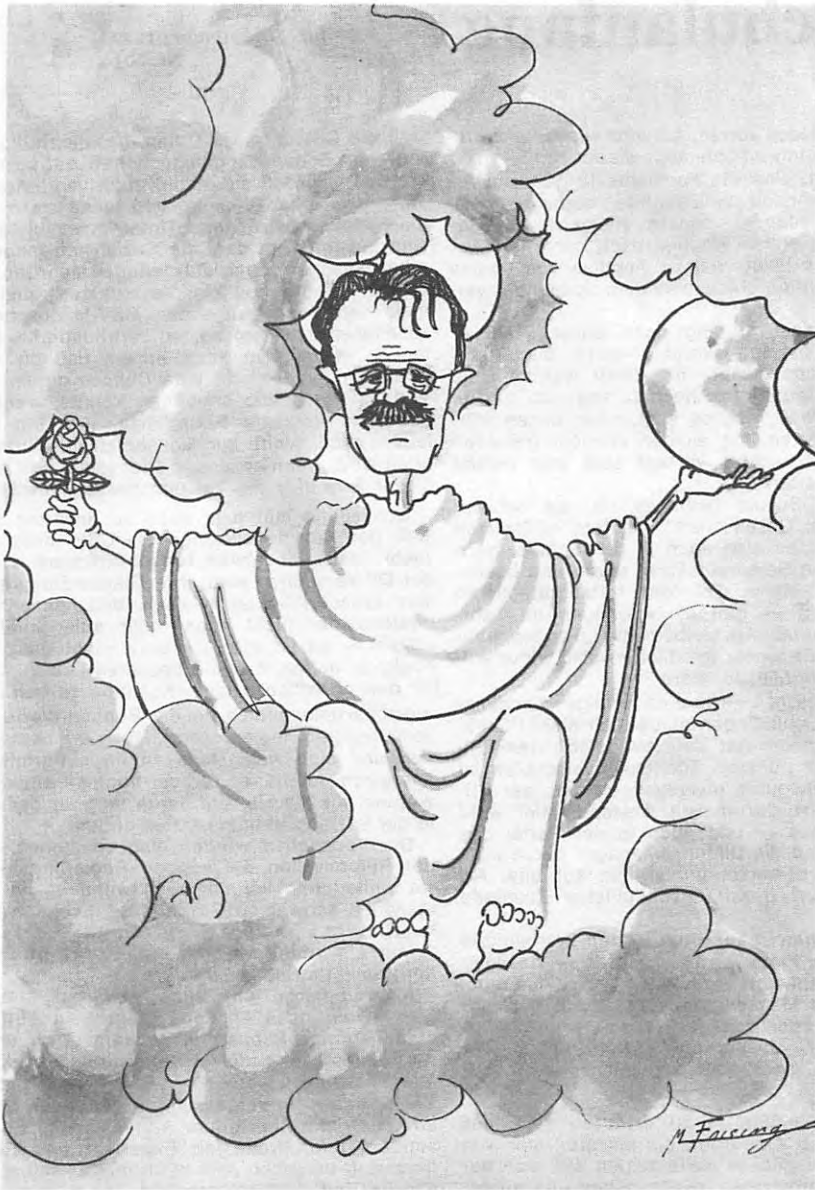
DER VERUNTRUETE HINNEL



GESCHNITTEN

DER VERUNTREUTE HIMMEL

Vor einem halben Jahr noch war es anders. Damals thronte im Erziehungsministerium Robert Kriepps, der grosse Schweiger, ein alttestamentarischer, schnauzbärtiger Deus absconditus, der es vorzog, mit dem murrenden Pädagogenvolk nicht persönlich, sondern auf dem Umweg über seine schriftkundigen Propheten zu verkehren. Nicht müde wurden sie zu verkünden, dass das sozialistische Reich Gottes nahe und die Zeit gekommen sei, sich zu bekehren: M.d.B. liess den ewig gleichen Singsang seiner Jeremiaden ertönen, Armand Wagner geisselte die Sitten der APESS - Pharisäer, und Jean Jaans hätte mit seinen skatologisch-analen Beschimpfungen elitärer Lehrerkreise fast eine Beziehung zum sündigen Sodoma aufgezeigt. Doch umsonst! Das Herz der Pädagogen blieb verstockt. Der Allerhöchste schickte nun seinen eingeborenen Staatssekretär Guy Linster, der die frohe Botschaft vom "tronc commun" gebracht hatte, persönlich in die Streikverhandlungen und liess es zu, dass er den APESS - Hohepriestern Annas Nimax und Kaiphas Milmeister ausgeliefert wurde. Und mit dem treulosen Nattergezücht der Sekundarlehrer hat man ja wirklich sein Kreuz. Denn am 10. Juni starb der Erlöser Linster den politischen Opfertod, derweil der feige Statthalter Gaston Pilatus sich die Hände in Unschuld wusch! Die reibt er sich noch heute. Den einstigen Heiland Linster indes, der wohl eine Auferstehung plant, hört man in seinem politischen Grabe schon wieder rumoren. Erste Anzeichen dafür sind in einem Artikel zu erkennen, den er am 19. September 1979 im "t" veröffentlichte. Doch gesetzt selbst, es gelingt ihm, den schweren Grabstein der partei-internen Isolierung beiseite zu wälzen, welcher Partei - Apostel würde ihn schon, wenn er ihm unversehens begegnete, bis zu dem gastlichen Emmaus eines einflussreichen Postens begleiten? Und wohin liesse sich jetzt noch eine erfolversprechende Himmelfahrt machen? Denn zur rechten Hand Roberts ist jetzt kein Platz mehr frei, und im Paradies des Erziehungsministeriums nistet momentan ein schwarzer Geist, den es erst einmal zu vertreiben gilt. Trübe Aussichten für einen, der auszog, dem Alten Testament ein Neues folgen zu lassen... Es bleibt ihm nichts anderes übrig als seine Wundmale herumzuzeigen, denn er hat sich mit seiner Schulpolitik ein bisschen geschnitten.



... EIN ALTTESTAMENTARISCHER, SCHNAUZZBÄRTIGER DEUS ABSCONDITUS ...

Schulanfang

Samstag, 8. September 1979

Nr. 201



Es ist wieder soweit, es wird wieder angetreten, der Schulwolf schnappt wieder zu.

Eigentlich sind die Fachleute ja gespannt — nicht so sehr, ob die „Rentrée“ mehr oder weniger gut klappt, sondern vielmehr, auf das was in den ersten Wochen nach der „Rentrée“ kommt, das heißt, welche Impulse vom neuen Mann im Unterrichtsministerium ausgehen werden.

Die Fairness verlangt vom Bürger, daß er mit einem „préjugé favorable“ antritt, auch wenn das politische Gespür ihn davor warnen mag, die Erwartungen allzu hoch zu spannen, und er das Sprichwort, das da sagt, neue Besen würden gut kehren, mit einiger Vorsicht genießen will — also wollen wir fair sein und vorerst einmal abwarten . . .

Von der Schule heißt es oft, sie sei der „Spiegel der Gesellschaft“. Insofern müßte man frage, gibt es also auch in der Schule, nach den emsigen Reformansätzen (auch und besonders unter einem Teil der fortschrittlicheren Lehrerschaft) — gibt es jetzt auch im Lehr- und Lernbetrieb die vielbemühte „Tendenzwende“, deren Exponent (möglicherweise wider Willen) dann der Minister wäre ?

Ehrlich gesagt : — an eine richtige „Tendenzwende“ in Schuldungen glaube ich nicht ! Großvaters Athenäum hat definitiv gelebt, dem Elitarismus der höheren Töchter-Privatschulen ist die Puste endgültig ausgegangen, aus der Primärschule ist der meiste Anstands-Mief wohl glücklich raus — und auch in der Partei des Ministers sind die Bildungsmanager heute wohl nicht mehr verkorkt genug, um auf eine Art „Restauration“ quasi vorsintflutlicher Zustände hinzuwirken.

Die Errungenschaften der letzten Zeit werden also nicht in Frage gestellt werden — dagegen bleibt die Antwort abzuwarten auf die Frage, ob erwähnte Manager die eingeleitete Entwicklung mehr oder weniger resolut weiterführen wollen, oder, ob sie die Absicht haben, die Entwicklung mehr oder weniger scharf abzu-bremsen !

Eigentlich müßte ja zu erwarten sein, daß ein superjung Arrivierter, als Minister, sich von seiner bestmöglichen Seite zeigen will, von der Seite des ehrgeizigen, dynamischen und erfolgreichen Machers — daß er sich also einen Namen machen will, der für mehr bürgen soll als für „sportliche Allüre“, für „Publikumsliebhaber“ oder gar für „kompetenhaftes Aufsteigen“.

Eigentlich müßte ja auch zu erwarten sein,

daß die CSV ihr altes Omen, besonders konservativ in Bildungsangelegenheiten zu sein, los werden will, daß sie mithin auch vergessen tun will, wie phantasielos, wirklichkeitsfern und phlegmatisch ihre vielen Unterrichtsminister ein Amt ausübten, in dem die Sozialisten innerhalb einer einzigen Legislaturperiode mehr an Reformen ankurbelten als die diversen, sich oftmals selbst nachfolgenden CSV-Mannschaften zusammen in einem halben Jahrhundert schafften — es ist also anzunehmen, daß die CSV ihrem jungen Minister eine Chance geben mag und ihn irgendwie ermutigen könnte, wenn er publikumswirksame Reden hält, und ihn vielleicht auch nicht zur konservativen Ordnung rufen wird, wenn er diesen oder jenen Teil einer dieser Reden in die Tat umzusetzen gewillt ist.

Schließlich müßte ja auch zu erwarten sein, daß der Koalitionspartner der CSV, oder vielmehr, daß der etwas fortschrittlichere Flügel der DP versuchen wird, ihre Glaubwürdigkeit in den fortschrittlichen Kreisen bildungspolitisch Interessierter nicht noch mehr aufs Spiel zu setzen — es ist also vielleicht nicht ganz abwegig zu hoffen, daß die besseren Leute in der DP den christlichsozialen Koalitionspartner wenigstens gelegentlich an die Bonbon-Worte der gemeinsamen Regierungserklärung erinnern werden und sich wenigstens an ihren Formtagen energisch für jene Verbesserungen einsetzen werden, für die sie fünf Jahre lang an der Seite der Sozialisten mitgestritten haben.

Die Vorzeichen würden also so stehen, daß der Reformwillen der vorigen Regierung in etwa weiterleben könnte, auch wenn es da aus manchen schwarzen Ecken böse Schimpfwörter hageln wird !

Mal abwarten, wie's in der Praxis, wie's in der Realität aussehen wird !

Allzu optimistisch, allzu erwartungsfreudig werden wir natürlich keineswegs sein dürfen ! Eine gehörige Skepsis sollte parallel zu unserer Fairness der neuen Bildungsstrategie gegenüber unterhalten werden !

Wir sollten nicht vergessen, daß der neue Mann im Unterrichtsministerium, von einem nicht besonders reformfreudigen Experten- und Beratersstab umgeben sein wird; daß er selbst als Arbeiter auf dem weiten Feld des Bildungsge-ländes ein ziemlicher Neuling ist, der in der ersten Zeit viel Energie wird darauf verwenden müssen, die demagogische Spreu vom pädagogischen Weizen unterscheiden zu lernen; daß er übrigens schwerlich aus seinem eigenen Schatten wird herauspringen können, er also

wohl der Sache des Gymnasiums und dessen Lobby mehr Augenmerk schenken wird als etwa dem Technischen Lyzeum oder der Primärschule — von der Gesamtschule gar nicht zu sprechen, zu der er sicherlich kein Verhältnis haben und finden wird.

Wir sollten auch nicht vergessen, daß die Partei des Unterrichtsministers de facto nicht sehr volksbildungsfreundlich ist und es nicht von heute auf morgen werden wird; daß ihr vielmehr alles an der Wahrung von bildungs-elitären Idealen liegt, die zwar menschlich, pädagogisch und wirtschaftlich haltlos geworden sind, nichtsdestotrotz im nostalgischen Privilegienbrevier aller Rechtsparteien dieser Welt figurieren; daß diese Leute übrigens den prallen Geldsäckel kaum zunutzen der Schule auszuschnüden gewillt sind, das heißt zunutzen der Öffentlichen Schule — da ja zur Genüge bekannt ist, daß die Klosterschule sich bald wieder der neuen finanziellen Gunst der neuen finanziellen Machthaber wird erfreuen können (was sie übrigens keineswegs retten wird!)...

Wir sollten dann aber auch nicht vergessen, daß der wertige Koalitionspartner, das heißt, daß die Leute die in der DP das Sagen haben, er-

stens für ihre Wetterwindischkeit berüchtigt sind und zweitens nicht besonders viel Interesse für die bildungspolitischen Interessen jener Bürger haben, die im Lande nicht das Sagen zu haben das Privileg haben. Die Fortschrittlicheren, diejenigen Liberalen, die fünf Jahre lang mitgestritten haben, sind wohl „verschütt“ gegangen“ ...

Sei dem allem wie dem allem ist! „An ihren Taten werdet ihr sie erkennen!“ Bald werden wir wissen, wo wir dran sind: mit den Problemen, die ungelöst geblieben sind (oder als nur schwer lösbar gelten); mit Lehrerbildung, mit Sekundarstufe zwei, mit Fördermaßnahmen, mit Schulbauten, mit Lerninhalten und Schulbüchern, mit Rekursrecht und Mitverantwortung, Ueberdenken des Sprachenunterrichtes und Revalorisierung des Mündlichen — und was der „heißen Eisen“ noch mehr sind, und wie sie einem am Vorabend dieses neuen Schulanfangs und im Eifer des engagierten Erhoffens und Befürchtens eben nur schlagwortartig, sehr „pêle-mêle“, und diese wohl auch nur stellvertretend für viele andere, einfallen - - bald werden wir wissen, wo wir dran sind!

Cornel Meder

ANMERKUNGEN:

- 1) Der "Funktionär" lässt bitten: marsch, marsch, hinein ins Vergnügen. Ein Rudel ausgehungertes, ferienmüder Schulwölfe lauert in den Korridoren .. (Zu CMs auffälliger Sympathie fürs blutrünstige Schulspektakel, siehe S.)
- 2) In kühnem Gedankenflug durchheilt der Autor die Zeiten: Grossvaters Athenäum wird in die Nähe vorsintflutlicher Zustände gerückt (gab es da nicht irgendwann einmal das Paradies?), Metternich wird zum Ahnherrn der CSV aufpoliert, um dann doch in ein verächtliches Führungszeichen-Dasein zurückgestossen zu werden. Das 21. Jahrhundert wird beherzt angekündigt: der Schönggeist bekennt sich zur populären Metapher, aus Politikern, die sich (auch) mit Schulproblemen befassen, werden Bildungsmanager. (Wie schäbig muss sich daneben ein Guy Linster vorkommen, der sich bloss als "Techniker" apostrophieren liess!)
- 3) Im zweitletzten Abschnitt erfährt der enttäuschte Leser nicht, wer denn nun, Koalitionspartner oder die Leute, berüchtigt (ist) sind, bzw. Interesse (hat) haben. Subjekt oder Apposition, das ist hier die Frage ..
- 4) Spätestens bei "Sekundarstufe zwei" überkommen einen Zweifel, ob dieser Beitrag nicht doch eigentlich für "Vorwärts", statt fürs "t" bestimmt war. Zweifel über Zweifel, aber: sei dem ...

Die Schule ist eine Institution und hat keinen Selbstzweck zu erfüllen — das ist eine gewußte Wahrheit, die nicht oft genug wiederholt werden kann — so wie man eben nie genug gegen die Vergeßlichkeit, den Bürokratismus, die Gleichgültigkeit, die Routine, die Dummheit ankämpfen kann.

Die Schule sollte gerade der Ort sein, wo zum Kampf gegen die Vergeßlichkeit, gegen den Bürokratismus, gegen die Gleichgültigkeit, gegen die Routine, gegen die Dummheit erzogen wird.

Die Schule sollte nicht einer kahlen und muffigen Kirche gleichen dürfen, wo sinnlos gewordene Formeln von schläfrigen und gedankenlosen Gebetsmüllern zum Klappern gebracht werden. Die Schule sollte nicht ein Tempel sein, wo scheinheilige Pflichterfüllung und intellektueller Gleichschritt geübt werden. Die Schule sollte nicht eine Arena sein, wo lüsterne Gernegroße und moralische Taugenichtse sich den Preis des strammsten Opportunisten der Nation streitig machen.

Die Schule sollte eine Heimstatt sein! Für Schüler! (Und nicht etwa NUR ein Arbeitsplatz für Lehrer!) Für junge Menschen, die sich und die Welt suchen, die nach Aufklärungen vieler Art hungern, die noch blind sind und gar zu gerne sehen möchten... Die Schule darf kein Ort sein, wo der junge Mensch von der Angst des Alleinseins und des Ueberfordertseins gemartert wird, wo er sich wie ein kleiner, schwacher und verkrüppelter Sisyphus vorkommt, wo er sich schließlich ducken und anpassen lernt, wo er sich in ein Wohlstandspferdchen verwandelt, das blasiert (oder mitteilidig) über die „Armut“ der Vorfahren oder der nichtstudierten Zeitgenossen hinwegtrötet.

Die meisten Schüler (und warum eigentlich nicht alle?), fast alle Schüler also glauben bei ihrem Eintritt in die Schule noch an das gelobte Erziehungsland (das ihnen aber bald schon den desolaten Anblick eines „waste land“ aufdrängt).

Die Schüler erleben die Schule aber nicht als ihr offenes Jugend-Paradies, sondern — ganz im Gegenteil — als eine geschlossene Anstalt, in der sich das ganze höllische (berserkerhafte, manische, profitorientierte, bösertige) „Leben“ als ein Ameisenstaat im Ameisenstaat organisiert und heilig gesprochen hat.

Die Schüler erkennen schnell: — daß ihre Spontaneität, ihre Phantasie, ihr Drang zu Eigeninitiative und Selbstverwirklichung nicht gefragt sind — oder vielmehr an der Mauer einer unerklärlichen „Raison d'Ecole“ zerschellen. Kein Platz für intellektuelle, artistische oder moralische Mätzchen, Kapriolen, Exerziten, Digressionen, Scharmützel, Romanzen... Tut uns leid, jedem Einzelnen von uns, „de cas en cas“ — doch Programm muß sein, doch Stundenplan muß sein, und überhaupt Ordnung muß sein — wo käme die Schule als Schule denn hin...

Die Schule ist also kein Tummelplatz, wo der Jugendliche erleben könnte was Leben sein könnte (und natürlich auch sein müßte)! Die Schule ist eine Anstalt, wo der „Ernst des Lebens“ gelernt wird — ohne Rücksicht auf Verluste — das heißt, wo gewissenlos Blumen geköpft, und Schmetterlinge aufgespießt, und Singvögel vertrieben werden... Die Schule ist eine Zuchtanstalt, die sich selbst ernst nimmt — und auf keine Fälle eine Spielwiese für Eigenbrötler, Weltverbesserer, linkslastige Mythomanen...

Also bleibt, wenn man sich das so richtig überlegt, doch wohl nur: — Vogel friß oder stirb! Die Anpassungslehre ist Hauptlehrfach! Es knackt im Entwicklungsgebäck jedes einzelnen (oder fast jedes einzelnen) Schülers; es kommt zu unbeschreiblichen „Downs“ in der Elanfreudigkeit des Schülers, die Krisenanfälligkeit des Schülers wird mit bewährten Schocktherapien geprüft, geprüft, geprüft — und am Ende der Prüfungen bleibt die Institution „Schule“ strahlender Sieger: der Skalp des unterworfenen Schülers wird feierlich am Triumphmast hochgezogen — die Reste des rebellischen oder untauglichen Schülers werden achtlos in die „fosse publique“ des Schulfriedhofs geschmissen...

Die meisten Lehrer und Schulfunktionäre werden sich kaum je bewußt, daß sie willfährige Handlanger einer mörderischen Institution sind.

Sprüche werden geklopft, wie „Non scholae sed vitae“, „Wir lernen nicht für die Schule, sondern für's Leben“ — gleichzeitig gedankenlose und makabre Sprüche — wo jedermann wissen müßte, daß hier für eine Schule gelernt wird, der das Leben (wie es sein könnte und sein müßte) vollkommen wurscht ist! Wo

Schule und bestehende Gesellschaft identisch sind — — — also, zu allem Ueberdruß, jetzt auch noch tragische Ironie!

Die moderne Schule hat zwar keinen Karzer mehr, und die modernen Lehrer gehen nicht mehr im Zylinder. Doch — genau wie die Justiz — ist die Schule

eine alte Hexe geblieben, die ihre Hänselchen und Gretelchen, nach korrektestem Ritus, für ein Leben gar macht, in dem Abhängigkeit, Intoleranz und Bösartigkeit allerfröhlichste Urständ' feiern.

Es ist Zeit zum Tyrannenmord aufzurufen!!!

Cornel Meder

P.S.: Ganz bestimmt wird jetzt (hier oder dort) interpretiert, ein Lehrer und Schulfunktionar habe sich, aus welchen Gründen auch immer, zu einer Art Generalbeichte oder zu einer Art Impotenzklärung aufgerafft. Oder er beschmutze das eigene Nest. Vielleicht auch: er greife ungerechtfertigterweise eine ehrliche und ehrenhafte, eine traditionsreiche und verdienstvolle Institution an, die er selbst, der seltsame Reform-Anhänger, schon lange mithilfe, in ihren Fundamenten zu erschüttern. Oder auch noch: hier fasele wieder mal einer von diesen utopischen Eiferern, die leider ungestraft gefährliche Vorstellungen zu popularisieren sich nicht entblödeten... Mag sein! Wer schreibt (oder spricht, oder handelt), setzt sich Mißverständnissen aus! Deshalb nochmal, in einer lapidar-lakonischen Zusammenfassung, als der kurze Sinn der langen Rede — nur dies: Die Schule, und das sind wir alle, versagt als zeitgemäße Bil-

dungs- und Erziehungsinstanz, und der desorientierte, enttäuschte, verbitterte Jugendliche schleppt sich durch die Jahre und landet mit leerem Herzen im Hafen einer kreuzbraven Karriere. Eine solche Schule muß verändert werden — und mit dieser Forderung sind nur jene nicht einverstanden, die ein handfestes Interesse daran haben, daß alles beim Alten bleibt.

Veränderung jedoch ist, in diesem Fall, keine vulgär-parteilpolitische, sondern eine heikle und komplizierte gesellschaftspolitische Angelegenheit, die nicht mit Hurra-gebell und auch nicht mit Diffamation gelöst oder aus der Welt geschafft wird. SCHULE und SCHÜLER sollten als ein selbes Herzstück im gesellschaftlichen Corpus verstanden werden, dem unsere allerinteressierteste, nüancierteste, fachkundigste, weltoffenste und auch idealistischste Aufmerksamkeit zu gelten hat!

Als der Grosswesir am Morgen aufstand und sah, dass er keinen Kopf hatte - ja so, das geht nicht.

Durch das stärkste Fernrohr erscheint der Planet Mars so gross wie mein Kopf auf zehn Meter Entfernung. Aber selbst wenn es auf dem Mars von Menschen wimmelte, könnte man sie nicht wahrhaben, da sie ja auf zehn Meter auch nicht sehen können, was auf meinem Kopfe vorgeht.

Professor Gallettis sämtliche Kathederblüten. dtv 348

EIN DICHTER UND DIREKTOR

ÄUSSERT SICH ZUM SCHULANFANG

"Es trägt Verstand und rechter Sinn
mit wenig Kunst sich selber vor."

Goethe

Wenn Cornel Meder in seinem "t"-Artikel "Schulanfang" vom 08/09. grossmüt-
terlich wohlmeinend den Zeigefinger hebt, um vor dem "Schulwolf" zu warnen, so
muss doch gleichzeitig darauf hingewiesen werden, dass dieser Beitrag selber
sich ziemlich wölfisch ausnimmt.

Mit seiner schneeweissen, mehlbestreuten Pfote weist Meder zu Anfang auf die
Fairness hin, die vom Bürger verlange, dass er mit einem "préjugé favorable"
gegenüber dem neuen Mann im Unterrichtsministerium auftrete. Und mit fast hör-
bar freundlicher Stimme (Wieviel Kreide hat er hierfür essen müssen?) beteuert
er, "fair sein und vorerst einmal abwarten" zu wollen.

In der Mitte des Textes aber ist es dann schon mit der Geduld vorbei, die er
sich selbst auferlegt hatte, und er mahnt sich selber zu grösserer Strenge:
"Eine gehörige Skepsis sollte parallel zu unserer Fairness der neuen Bildungs-
strategie gegenüber unterhalten werden!" Und der Rest des Artikels knistert
dann buchstäblich von der kaum beherrschten Ungeduld, dass der "Publikumslieb-
ling" mit den "sportlichen Allüren" auf dem Ministersessel sich doch möglichst
bald durch einen Fehltritt blamieren möge. Die mit keinem stichhaltigen Anhalts-
punkt zu belegende Gewissheit von dem zu erwartenden Unheil stützt Herr Meder
nämlich lediglich mit der breiten Ausmalung zukünftiger Katastrophen im Bil-
dungswesen und gebraucht dabei ausgiebig das prophetische Futur I. Welch ein-
prägsame Wirkung die Wiederholung des dabei unumgänglichen Hilfsverbs "werden"
haben kann, wird einem durch die Lektüre dieses Artikels jedenfalls unwider-
legbar vor Augen geführt. Ungefähr zwei Dutzend Sätze verdanken diesem schönen
Zeitwort ihre holperige Aussagekraft.

Dabei soll Herr Meder eine dichterische Ader samt dem dazugehörigen Sprach-
gefühl besitzen, wie man hört. Und man sieht es auch! Welch glückliche Hand er
beim Umgang mit Anaphern hat, beweisen drei Abschnitte, die mit derselben
schwungvollen Wendung beginnen: "Eigentlich müsste ja zu erwarten sein..." Und
weil's so schön war, dasselbe gleich noch einmal in den darauffolgenden Ab-
schnitten: "Wir sollten nicht vergessen..." dreimal hintereinander mit diskreter
Steigerung in den Wörtchen "auch" und "dann aber"!

Doch es kommt noch besser. Welch meisterliche Handhabung der Sprache verrät
die Feststellung, "dass die Leute, die in der DP das Sagen haben, ... nicht

besonders viel Interesse für die bildungspolitischen Interessen jener Bürger haben, die im Land nicht das Sagen zu haben das Privileg haben" und "die fünf Jahre lang mitgestritten haben." Man übersehe auch nicht auf der klanglichen Ebene die feinen, auf das warme "a" abgestimmten Assonanzen. Endgültig erschauert man vor dem Geist, der hier weht, wie und wo er will, bei sprachlichen Leckerbissen wie "Wetterw i ndischkeit" oder der Wendung "dass die CSV ihr altes Omen (sic) loswerden will". Zwischen Odium und Omen und (wer weiss?) vielleicht auch Oma zu unterscheiden ist schliesslich auch für einen Dichter wie Meder nicht leicht. Er jedenfalls nimmt's leicht: "Sei dem allem wie dem allem ist," schreibt er leichtfüssig und "pêle-mêle" (sic) bis zum langweiligen Ende: "Bald werden wir nämlich wissen, wo wir dran sind." Und das war auch alles, was er uns mit soviel sprachlichem Aufwand mitzuteilen hatte. Ein Glück bloss, dass solch verworrene Geister im Erziehungsministerium nicht "das Sagen haben", sonst wären wir nämlich alle am dransten.

Was aber in dem Artikel "Schulanfang" stand, das war noch leicht verdauliche Kost, verglichen mit demjenigen vom 22/09. "Schule und Schüler" von demselben Autor. Dort, das muss man gestehen, führt wirklich ein Wortgewaltiger die Feder. Gleich geht es wieder los mit den bestens bekannten Anaphern, diesmal bis zum Überdruß verwendet mit den beiden Substantiven des Titels "Schule" (zehnmal!) und "Schüler", bis hinein in die Nebensätze, von denen zehn mit dem Wörtchen "wo" beginnen! Und seine Berufskollegen schimpft Herr Meder in demselben Artikel "gedankenlose Gebetsmüller"!

Im Innern seines Beitrags nun gebärdet er sich vollends als wütender Feuerwerker mit Wortorgien und -georgel, Begriffsballungen und -blähungen und ähnlichen Feerien, die sich allenthalben geräuschvoll entladen, wie z.B. "das ganze höllische, berserkerhafte, manische, profitorientierte, bösertige Leben" oder "Mätzchen, Kapriolen, Exerzitien, Digressionen, Scharmützel, Romanzen". Wenn das wenigstens nur einmal vorkäme, aber aus ganzen Artikelserien Meders ("Der Rausschmiss" z.B.) dröhnt es uns so oder ähnlich entgegen: "Schülerbuckel- Hügelkette", "Ablehnungstriebfedern, Abtötungsprojektilen", "Toleranzschwäche, Krachverdruß" und so weiter... eene meene Miste, es rappelt in der Kiste, Horribilicribrifax, schrumwidibum Brimborium!!! Welche abscheuliche Muse ist das bloss, die immer wieder dieselben Leute küsst? Oder kommt alles bloss daher, dass die eine oder andere Zeitung ihre Lieblinge allzusehr bemuttert und verhätschelt und ihnen viel zu bereitwillig ihre mütterlichen Spalten sperrangelweit öffnet, damit sie dort ihr vermeintlich fruchtbares Gedankengut einfließen lassen können, bei dem es sich jedoch um nichts anderes handelt als um schwer lesbares, zähflüssiges Zeug? Und wem (so muss man doch

fragen) ist mit solch aufdringlicher Wortakrobatik gedient? Besonders dann, wenn es sich um solch delikate Probleme handelt wie die angebliche Fragwürdigkeit der Schule!

Wie wäre es daher mit einer Versachlichung der Diskussion? Im Hinblick hierauf kann man z.B. Herrn Meders Artikel "Schule und Schüler" mit dem einen Satz aus seinem P.S. zusammenfassen: "Die Schule, und das sind wir alle, versagt als zeitgemässe Bildungs- und Erziehungsinstanz." (Das war endlich ein klarer und verständlicher Satz in diesem Konkoktat von esoterischen Halbwahrheiten!) In diesem Kerngedanken lassen sich dann wieder zwei Punkte unterscheiden:

1. Die Schüler sind die Opfer unseres Schulsystems.
2. "Wir alle" sind schuld daran.

Ad 1. Man muss sich hüten, die Schüler einseitig als Opfer der Schule zu sehen. Wenn Herr Meder bedauert, "dass ihre Spontaneität, ihre Phantasie, ihr Drang zur Eigeninitiative und Selbstverwirklichung nicht gefragt sind," so müsste er wissen, wie problematisch es ist, unreifen Menschen die Freiheit zu gewähren, ohne kanalisierende Anleitung Erwachsener jene Werte in die Praxis umzusetzen; besonders wenn von jenen Erwachsenen, denen Eltern und Gesellschaft die Obhut über diesen Prozess anvertraut haben, erwartet wird, dass sie die Verantwortung dafür tragen. Im Extremfall nämlich kann die Schule das Opfer der Schüler werden. Nehmen wir nur als Beispiel eine unserer Schulen, in der während eines Schuljahres allein die Klassen der VIIe an Gebäude und Mobiliar Schäden in Höhe von 40.000.- fr anrichteten. Jeder von uns kennt solche Beispiele, wo unkontrollierte "Spontaneität und Drang zur Eigeninitiative" in mehr oder weniger phantasievollen Vandalenakten Ausdruck fanden. Niemand soll behaupten, solches liege nicht im Bereich der von Herrn Meder angestrebten Möglichkeiten, heisst es doch im folgenden Satz bedauernd, die Schule biete den Schülern leider "kein(en) Platz für intellektuelle, artistische oder moralische Mätzchen, Kapriolen, Digressionen, Scharmützel, Romanzen"! Auf diese Weise wird die Schule degradiert zum Übungsplatz für tägliche Happenings, die nur noch von Staat und Steuerzahler finanziert zu werden brauchen. Handelte nicht etwa genau in diesem Sinne jener Schüler, der vor einiger Zeit in einer Toilette einen Papierkorb in Flammen aufgehen liess? Zynisch nimmt sich daher Herrn Meders ironische Feststellung des folgenden Satzes aus: "Überhaupt Ordnung muss sein - wo käme die Schule als Schule denn hin..." Ja wirklich, nicht wahr! Und wenn Herr Direktor Meder die Extrarechnungen für Mobiliarbeschädigungen ins Büro flattern, dann freut er sich sicher darüber, weil sich darin die ungebrochene "Elanfreudigkeit" seiner Schüler widerspiegelt!

Sollte es jedoch nicht diese Art von Eigeninitiative gewesen sein, die

Herr Meder meinte, so muss gesagt werden, dass auf der einen Seite manchmal gerade in jenen Fächern, wo Kreativität gefragt ist (wie im Zeichnen z.B.), die einfallsreichsten Klassenanimatoren nichts mehr zuwege bringen; und auf der anderen Seite lassen die normalen Schüler sich trotz allen Schwächen unseres vielgeschmähten, veralteten Schulsystems nicht in ihrer Elanfreudigkeit stören und entwickeln gerade durch die Schule und in der Schule ihren Drang zur Eigeninitiative. Beispiel: drei Karikaturen in dieser "Bulletin"-Nummer stammen von einem Schüler, der sein Talent erstmals in einer Schülerzeitung an Professorenköpfen erproben konnte!

Warum also das ganze Geschrei von "waste land", "Schocktherapie", "Skalp", "fosse publique", "mörderischer Institution" usw.? Wenn Herr Meder Missstände in unseren Schulen entdeckt hat, so verbietet ihm niemand, konkrete, beweisbare Tatbestände anzuprangern, und es wird auch niemand ihn dafür als "Nestbeschmutzer" bezeichnen, wie er befürchtet; doch darf er - bitte sehr! - die Belege für die vorgefundenen Übelstände nicht schuldig bleiben. Und sicher hat er, um Abhilfe zu schaffen, als Direktor wirksamere Mittel in der Hand als diesen sterilen Feuilleton-Journalismus. Wie wär's z.B. mit einem Brief an das Ministerium, mit einem diskreten Fingerzeig an die Programmkommissionen, mit einem durchdachten Vorschlag an den SIRP, mit einer ernststen Aussprache mit den Verantwortlichen des "séminaire pédagogique"?

Ad 2. "Es ist Zeit, zum Tyrannenmord aufzurufen!!!" Dies ist der letzte Satz von Herrn Meders Artikel "Schule und Schüler". Und wenn man den in Verbindung bringt mit dem andern Satz von "unserer" Kollektivschuld ("Die Schule, und das sind wir alle, hat... versagt"), dann hält man plötzlich den Schlüssel in der Hand, mit dem sich schlagartig der Sinn dieses ganzen undurchsichtigen Redeschwallis erschliesst: es handelt sich dabei um eine mehr oder weniger verkappte Hetze gegen die Lehrer, gegen die der verständnisvolle Herr Direktor Meder sich selber durch eben seinen Artikel und das darin reumütig ausgesprochene mea culpa abschirmt. Und das halbherzige Schulbekenntnis, dass "wir alle" versagt hätten, ist nur ein heuchlerisches Alibi für seine gnadenlosen Attacken gegen die "Schule". Denn mit "wir" hat er vielleicht jeden einzelnen von uns gemeint, nur sich selber nicht!

Doch damit nicht genug. Was nämlich der eine oder andere Wirrkopf unter jenen Schülern, die Herrn Meders Artikel vielleicht gelesen haben, sich unter "Tyrannenmord" vorstellen mag, ist schwer zu berechnen.

Ich erinnere lediglich daran, dass z.B. im letzten Schuljahr ein Abiturient (also ein grossjähriger und reifer Mensch) während einer Schulstunde eine Professorin vor die Klassentür bat und sie dort ohne Angabe von Gründen ohrfeigte...



PRO CORNELIO

EIGENBRÖTLER, WELTVERBESSERER, MYTHOMANEN ALLER LÄNDER, VEREINIGT EUCH!

ES IST ZEIT, ZUM TYRANNENMORD AUFZURUFEN!!!

Wohl liegt Bokassas Wahn zerschmettert im Wüstensand, aber immer noch und Tag für Tag werden auch in diesen Breiten zahllose Kinder in mörderischen Institutionen gemartet oder in geschlossenen Anstalten bössartigen Schocktherapien unterworfen. Und der unheimliche Ritus ist begleitet vom Singsang einiger Gebetsmüller, die im Halbschlaf ihre jahrhundertealten Litaneien vor sich hinleiern, um auf diese Weise die seelische Qual der Gemarterten ins Unerträgliche zu steigern.

Nach jahrelanger Folter werden schliesslich die Reste der Opfer achtlos in ein Massengrab geschmissen, während am Triumphmast feierlich ein Skalp hochgezogen wird. Allerdings leuchtet ein Hoffnungsstrahl dem Lebenswilligen: Er kann sich von einer alten Hexe gar kochen lassen, um dann - nach schaurig wunderbarer Metamorphose - als Wohlstandspferdchen hinwegzutrotten.

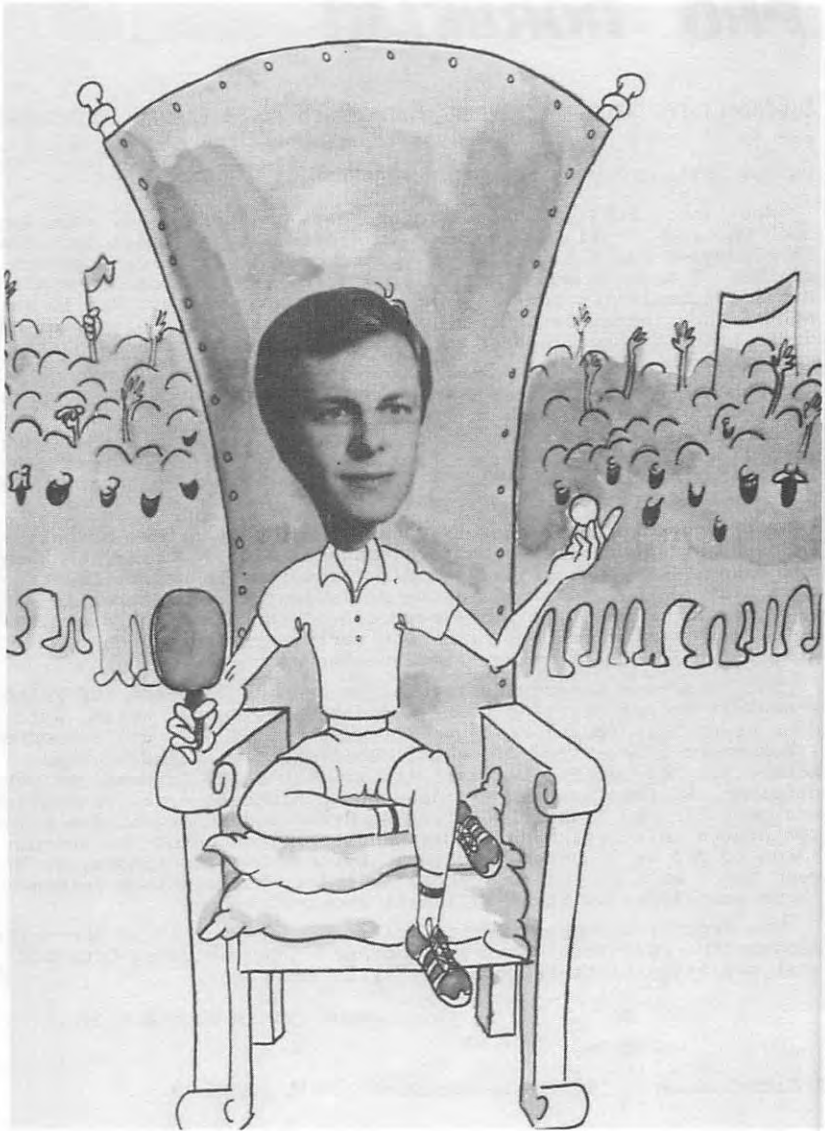
Doch nicht nur unschuldige Kinder sind die Opfer der animalischen Bössartigkeit dieser Walpurgisnacht. Nein!!! Tagtäglich kann der Eingeweihte beobachten, wie ein Gernegross in seiner Lüsterheit Blumenköpft und ein moralischer Taugenichts Schmetterlinge aufspiesst, um darob in Wonne zu erschauern. Glücklicherweise Singvögel, die aus diesen Folterkammern vertrieben werden und sich wieder auf ihrer Spielwiese tummeln können!

Der entsetzte Leser wird fragen, wo denn hierzulande auf solch scheussliche Art gegen Gott und Menschheit gefrevelt werde, auf dass er sich in seinem heiligen Zorn auf die Kinder- und Schmetterlingsmörder stürzen und die göttliche Ordnung wiederherstellen könne. Nun, dieser Hexensabbat wird in fast jedem Luxemburger Dorf gefeiert, während nebenan - Ironie des Schicksals - das Zwetschgenmus gemütlich im Kessel brodelt. Die Hexen und Schergen, die Priester dieses infernalischen Kultes wandeln mitten unter uns und gehören zu den am höchsten geachteten Bürgern unseres Landes, auch wenn sie - wohl zur Tarnung - den Zylinder, das einstige Zeichen ihres vermaledeiten Standes, längst abgelegt haben.

Wie Mephistos Tempel aber im Volksmund heissen, könnt ihr - ihr Eigenbrötler, Weltverbesserer, Mythomanen - dem jüngsten Opus des wortgewaltigen Dichters Cornelius*Titus entnehmen.

Lupus quidam Scholasticus

* Cornel Meder, 'Schule und Schüler', 't', 22/09/79



H. J. ...

.... PUBLIKUMLIEBLING MIT SPORTLICHEN ALLUREN ...

NUN SINGEN SIE WIEDER

Am 19. des Monats September erreichte uns die frohe Kunde, (wieder) sei ein APESSE-Vertreter dazu berufen, unsere Interessen im APESSE-Ministerium zu vertreten. Diese Heilsbotschaft aus dem Munde des gestürzten Propheten gab endlich all jenen ihre Seelenruhe wieder, die - obwohl festiglich an die alleinseligmachende Kraft der Gnade glaubend - während fünf Jahren schier verzagt wären ob der wütenden Botschaften, die der gestrenge Ezechiël Linster verkündete. Trotz aller seherischen Kräfte war es damals dem Propheten nämlich nicht gelungen, die verdorrten APESSE-Knochen zum Singen zu bringen, obwohl sich mancherorts Stimmen erhoben, die behaupteten, die ehrwürdigen Patriarchen des APESSE-Vorstandes stünden mit dem Visionär im Bunde. Welch' Schmach für Prophet und Patriarchen! Welch' Aufatmen daher, als man vernahm, der lächelnde Jonas Boden habe im Ministerium Einzug gehalten! Von lieblicherer Würden würden aufs neue die ewigen Wahrheiten verkündet, hiess es aus berufenem Munde. Desto grösser war die erneute Schmach, als verlautete, der jugendliche Prophet ziehe die APESSE in den tödlichen Bannkreis der CSV-Pharisäer. Sollte die zerknirschte APESSE sich nun wieder zum gestürzten Ezechiël schlagen? Oder sollte sie sich vollends vom liebreizenden Jonas betören lassen? Sollte sie gar den grimmigen Seher als Sündenbock brandmarken und ihn, den Unschuldigen, missbrauchen, auf dass sie sich besser von den Pharisäern absetzen könne?

Doch wiederum wurde der APESSE die grenzenlose Gnade des Herrn zuteil, wiederum erstrahlte das Licht der ewigen Wahrheit. Es offenbaren nämlich die wahrhaft Erleuchteten folgende Lehre:

Sobald ein APESSE-Mitglied dazu erkoren ist, im Ministerium zu thronen, vollzieht sich in ihm eine wunderbare Wandlung. Der Weise Ernst des Hauses, der böse Flatus, bewegt ihn, auf dass er zu dem werde, was das gemeine Volk einen Politiker, die Erleuchteten jedoch einen Götzendiener nennen. Dies erklärt, wieso die süssten Töne des Jonas dieselbe Botschaft enthalten, die uns schon aus Ezechiëls donnernden Munde erscholl. Doch Jonas, hab' Acht! Der Mensch versuche die Götter nicht! Trachte nicht, deiner gerechten Aufgabe dich zu entzieh'n! Ein grosser Partei-Fisch könnte sonst dich verschlingen, um an den trauten Gestaden der Sauer dich wieder auszuspähen.

Vater Abraham



Professorenanwärterproblem:

Einer (ER) Lösung entgegen ?

TABLE DES MATIERES

- EDITORIAL	p. 1
- IN MEMORIAM Marcel Molitor	p. 4
- AU FIL DES JOURS (JUIN - OCTOBRE 1979) (Rapports, Correspondance, informations)	p. 6
- LE CONSEIL SUPERIEUR DE L'EDUCATION NATIONALE Avant-projet de règlement conc. l'ordre intérieur	p. 35 p. 35
- CONGRES FIPESO - STOCKHOLM 1979	p. 37
- L'APRESS RIPOSTE	p. 39
- ANNOTATIONS	p. 43
- ON EN PARLE	p. 48
* La Déclaration Gouvernementale	p. 49
* L'Affaire Estgen	p. 50
* Le problème des nominations	p. 52
- L'ETRANGER	p. 62
* La France	p. 63
* La République Fédérale d'Allemagne	p. 73
* La Suède	p. 80
- TRIBUNE LIBRE	p. 81
* Mit Guy Linster ins Schuljahr 79/80?/N. Thewes	p. 82
* Viel Glück im Nachexamen/ E. Schmit	p. 83
* La pédagogie anti-sexiste sous attaque/N.Moia	p. 84
* Abschied vom "Brunnen"?/ C.Thill	p. 85
* Réflexions/ L. Grégoire	p. 87
* Anstößiges I + II / C.Felten	p. 89
* Vom Regen in die Traufe? / G.M.	p. 93
- POINTS DE VUE	p. 93
- MAGAZINE	p. 99
* LGE-Filmproduktion zeigt ... / G.Rollinger	p. 100
* Informatique: commentaires et bilan/ F. Massen	p. 103
* ABIOL/ p.k.	p. 110
- SERIEUX, PAS SERIEUX	p. 111
* In der Schule fürs Leben ...	p. 112
* Der veruntreute Himmel	p. 114
* Ein Dichter und Direktor äussert sich zum Schulanfang	p. 120
* Pro Cornelio	p. 125
* Nun singen sie wieder	p. 127

